

la Révolution prolétarienne

REVUE SYNDICALISTE RÉVOLUTIONNAIRE

Dans ce numéro

Fernand Pelloutier et Aristide Briand

par Pierre MONATTE

La crise anglaise

par Robert LOUZON

**Pourquoi une fédération syndicaliste
des travailleurs des P. T. T. ?**

par Henriette BRISSAC

LA REVOLUTION PROLÉTARIENNE

Revue syndicaliste révolutionnaire
(mensuelle)

CONDITIONS D'ABONNEMENT

FRANCE, ALGERIE, COLONIES

Six mois 130 fr.
Un an 250 fr.

EXTERIEUR

Six mois 150 fr.
Un an 300 fr.

ADRESSER LA CORRESPONDANCE

concernant la Rédaction à R. Hagnauer,
et l'Administration à J.-P. Finidori, à la

Révolution prolétarienne,

14, rue de Tracy — PARIS (II^e)

PERMANENCE

Tous les soirs, de 17 à 19 heures
le samedi, de 16 à 19 heures

UTILISER POUR LES ENVOIS
DE FONDS

notre compte chèques postaux :
Révolution prolétarienne 734-99 Paris

SOMMAIRE DES N^{os} 5-6

(Août-Septembre 1947)

Fernand Pelloutier et Aristide Briand	Pierre MONATTE
Pourquoi une Fédération syndicaliste des travailleurs des P. T. T.	Henriette BRISSAC
La crise anglaise	Robert LOUZON
Le massacre de Sfax	C. E. du Parti libéral constitutionnel tu- nisien
Journalistes, à l'alignement !	Ferdinand CHARBIT
La classe ouvrière devant l'Etat	Arturo LABRIOLA
Réflexions sur le livre de Burnham : « L'Ere des organisateurs »	Marc EYRAN
L'Unité syndicale exige une véritable C. G. T.	Roger HAGNAUER
La conférence de Montrouge	R. H.
L'Algérie de demain	J. PERA
Les syndicats polonais au tournant	Zygmunt ZAREMBA

Notes d'Economie et de Politique

La seconde catastrophe Blum. — Il faut, ou supprimer l'inflation. — Ou s'y installer. — La hausse des salaires supérieure à la hausse des prix (suite). — L'éclatante victoire des mineurs américains. — Après les socialistes français les socialistes hollandais se sont à leur tour déshonorés.

Parmi nos lettres

Deux années de gouvernement travailliste. — Pourquoi l'Algérie sera perdue par la France. — Dans le Finistère... et ailleurs. — Va pour ce réformisme. — La situation réelle en Cochinchine. — L'Etat, le Parlement et les fonctionnaires. — « On voudrait enfin travailler ensemble ! ». — Espoir syndicaliste en Grande-Bretagne.

Faits et documents

Les six de Munich. — Le trust Hachette et les P. T. T. — Un appel du C. A. S. des cheminots. — Directives confidentielles du parti stalinien. — Parti des fusillés ou parti des fusilliers ? — Les accords C. G. T.-Patronat des 16 juillet et 1er août. — La grève à la marseillaise. — La loi Taft-Hartley. — Le sort du peuple autrichien. — La polygamie islamique, dernier cri du féminisme ! — Guerre différée. — Les faits du mois.

A travers les Livres

F. Taillard : le Nationalisme marocain. — L. Rambout : les Kurdes et le Droit.

Entre nous

LA LIGUE SYNDICALISTE

La Ligue syndicaliste se propose :

1° De travailler à la renaissance du syndicalisme révolutionnaire et au redressement de la C. G. T., en faisant prédominer dans les syndicats l'esprit de classe sur l'esprit de tendance, de secte ou de parti, afin de réaliser le maximum d'action contre le patronat et contre l'Etat ;

2° De défendre l'indépendance du syndicalisme à l'égard du gouvernement comme à l'égard des partis. La charte d'Amiens vaut en 1947 comme en 1906. La théorie de la direction unique du parti et des syndicats, c'est-à-dire du rôle dirigeant du parti, conduit la C. G. T. à la division et à l'impuissance. La politique de la présence, sans mandat ni garanties, rend la C. G. T. dépendante du gouvernement ;

3° De rappeler que l'unité syndicale implique une maison confédérale habitable pour tous les syndiqués, la démocratie syndicale étant respectée du haut en bas de la C. G. T., les fonctionnaires syndicaux ne se considérant pas comme une bureaucratie omnipotente et ne regardant pas les syndiqués comme de simples contribuables ;

4° De participer à l'œuvre d'éducation syndicale en procédant à l'examen des problèmes pratiques et théoriques posés devant le mouvement ouvrier, en

préconisant la formation de Cercles d'études syndicalistes ; en démontrant, dans la pratique journalière, qu'étudier et bien se battre ne s'excluent pas, au contraire ;

5° De lutter contre le chauvinisme qui déferte jusque dans la C. G. T. et la Fédération syndicale mondiale. La place des travailleurs n'est ni derrière l'impérialisme américain ni derrière l'impérialisme russe. Elle est derrière une Internationale syndicale ne conjonctant son rôle ni avec le Bureau international du Travail ni avec l'Organisation des Nations Unies. Une Internationale qui appelle avec plus de force qu'il y a cent ans les prolétaires de tous les pays à s'unir. Chaque effort donné à une institution gouvernementale est un effort volé à la C. G. T. et à l'Internationale ;

6° De rappeler sans relâche que le syndicalisme ne peut s'édifier avec puissance que sur les triples fondations de l'indépendance, de la lutte de classes et de l'internationalisme ;

7° De maintenir vivant le précepte de la Première Internationale : l'émancipation des travailleurs ne sera l'œuvre que des travailleurs eux-mêmes.

Fernand Pelloutier et Aristide Briand

Briand et Pelloutier, l'homme politique et le militant syndicaliste, furent des camarades de jeunesse et pendant une période des camarades d'idée. Même, durant quelques années, des « inséparables », d'après le frère de Pelloutier (1). De 1884 à 1892, ils participèrent ensemble aux luttes politiques de Saint-Nazaire, d'abord comme radicaux, puis comme socialistes. Ils restèrent amis encore plusieurs années à Paris, qui les attira à la même époque. Se brouillèrent-ils un jour ? C'est probable, bien que le frère de Pelloutier n'en souffle mot. Ce qu'il semble, c'est qu'il n'y eut pas entre eux d'explication ni d'éclat. Les « inséparables » se séparèrent ; ils se fuirent même. Leurs chemins bifurquèrent.

L'un d'eux se lancera dans la politique. Il ira loin. Il sera dix fois, exactement dix fois, président du Conseil. Il faillira devenir président de la République. A sa mort, en 1932, c'est une personnalité politique mondiale qui disparaîtra.

L'autre, dégoûté du parlementarisme dès leurs premières expériences communes, reportera ses efforts sur le mouvement syndical et s'y donnera corps et âme. Il mourra jeune, à trente-trois ans, en 1901, secrétaire de la Fédération des Bourses du Travail. Il laissera deux volumes dont on parle beaucoup mais qu'on lit peu malheureusement. Par contre sa mémoire survit dans le mouvement ouvrier français. Il est regardé à juste titre comme le père du syndicalisme révolutionnaire.

Ecrivant la **biographie** d'Aristide Briand, — une biographie qui devait comporter six volumes, dont cinq sont parus, — Georges Suarez (1) ne pouvait évidemment pas ignorer Fernand Pelloutier.

Le portrait qu'il en fait, la manière dont il raconte leurs années communes, les jugements qu'il porte sur lui, amènent naturellement à se demander quelle est la part de Briand dans tout cela — car Suarez a fait son travail en s'appuyant sur les carnets et les papiers de l'homme politique — et quelle est la part du biographe.

Il n'est pas flatté, le portrait fait par Suarez ! Nous sommes loin de la réserve gardée par Maurice Pelloutier. Les faits sont présentés souvent de manière à rendre Pelloutier ridicule. Le coup de pouce est sensible. Il est dommage que Maurice Pelloutier, mort en 1940, ait ignoré le premier volume de cette biographie de Briand, paru en 1938, et qu'il n'ait pu opposer ses propres souvenirs aux récits visi-

blement arrangés de l'historiographe du « président ».

Suarez écrit sans hésiter, et sans crainte de se contredire lui-même, que Pelloutier n'eût rien été sans Briand ; que Pelloutier a emprunté à Georges Sorel « sa conception syndicaliste autoritaire » ; que Pelloutier était un homme « amer », tenant d'une lointaine ascendance « une passion dérégulée pour les idées » et « un fanatisme non sans grandeur ». En somme, Pelloutier serait un homme sans personnalité, une sorte d'homme-reflet, devant à l'un sa réputation, à un autre ses idées, et recouvrant ce manque de valeur personnelle sous de la raideur de pensée.

Comme agression contre la mémoire de Pelloutier, on ne peut guère faire mieux. Cette agression est-elle le fait de Briand ? Est-elle le fait de Suarez ? Ou des deux, Suarez ajoutant à ce qu'il a trouvé dans les carnets de Briand des bêtises de son cru ?

Essayons de démêler la part de l'un et de l'autre. Tâchons surtout de dégager la vérité et de reconstituer la figure exacte de Pelloutier, et celle aussi de Briand.

« Pelloutier n'eût rien été sans Briand »

Evoquant un discours de Paul Deschanel à la Chambre, le 8 mai 1907, un de ces discours où les parlementaires qui jouent aux doctrines prétendent juger d'ensemble les problèmes sociaux de leur époque, Suarez, au tome II de son **Briand** (1), s'amuse à tracer ce croquis :

« Deschanel avait fait l'historique de la grève générale, sans savoir qu'il avait devant lui l'inventeur du système. Quand Briand, qui avait pris pour lui l'allusion, déclara au milieu des rires ironiques de l'extrême gauche, qu'il n'était pas gêné, Deschanel resta figé, la moustache tremblante sur la bouche ouverte. Il parlait de Pelloutier sans avoir l'air de se douter que Pelloutier n'eût rien été sans Briand. »

Dans ce croquis, une foule de choses à reprendre. A commencer par Briand inventeur de la grève générale. Les procès relatifs aux brevets d'invention sont très souvent obscurs. Celui-ci ne l'est pas. Dès le premier examen Briand serait débouté. Ce grand homme politique n'a pas le génie de l'invention. Dans le cas présent, il est simplement le défenseur du système Pelloutier de la grève générale. D'ailleurs, Pelloutier lui-même est-il réellement un inventeur ? Nous montrerons un jour (1) comment et dans quelle mesure il le fut. Bornons-nous pour le moment à dire que Pelloutier,

(1) P. 172.

(1) Dans une biographie de Pelloutier que je prépare depuis quelques années, et qui n'avance que très lentement, car plus j'amasse de matériaux plus je me rends compte de ceux qui manquent.

(1) Maurice PELLOUTIER : *Fernand Pelloutier, sa vie, son œuvre*, p. 28.

(1) Bien que Suarez ait été condamné à mort après la Libération, on comprendrait mal que la librairie Plon renoncât à publier le sixième et dernier volume de cette biographie de Briand.

dans la retraite de deux années, 1890 et 1891, à laquelle l'a condamné la maladie, a retrouvé, repensé l'idée de grève générale, qu'il en a lié le sort à celui des syndicats, et qu'il va lui donner un nouvel élan. Mais l'idée était dans l'air. Depuis plusieurs années déjà l'ouvrier menuisier parisien Tortelier, orateur anarchiste de grand talent, s'en était fait le propagandiste par toute la France. Surtout, c'était une idée de la Première Internationale, cette Première Internationale à laquelle Pelloutier se référera sans cesse, et qui n'avait fait elle-même que reprendre l'idée aux ouvriers anglais de 1832 et lui donner une nouvelle jeunesse.

Deschanel connaissait Pelloutier mieux que ne le suppose Suarez. Non seulement pour avoir lu son **Histoire des Bourses du Travail**, lui dont la connaissance du mouvement social était naturellement livresque, mais pour une autre raison, toute personnelle. Il n'avait pas oublié la réponse qu'il s'était attirée, sept ans plus tôt, exactement en juin 1900, de la part du secrétaire de la Fédération des Bourses du Travail. Saisi d'une invitation de M. Deschanel, alors président de la Chambre des députés, invitation apportée par l'un des attachés, accompagné par M. Léon de Seilhac, Pelloutier avait répondu :

« Il ne convient pas aux membres du Comité fédéral de s'asseoir à une table qu'ils rêvent de renverser. »

Ce sont là des paroles qu'un président de la Chambre des députés peut difficilement oublier. Des paroles qui lui permettaient aussi de penser que le militant syndicaliste Pelloutier et le ministre Briand n'étaient pas faits du même bois.

Et, soit dit en passant à Jouhaux (1), voilà comment Pelloutier « comprenait les rapprochements nécessaires avec le monde officiel ».

« Pelloutier n'eût rien été sans Briand. » Est-ce là une appréciation de Suarez ? Ou Briand a-t-il écrit quelque chose de ce genre dans ces Carnets dépouillés par son historio-graphe ?

De la part de Suarez, et trente ans plus tard, ce ne serait qu'un jugement porté à la légère par quelqu'un qui ne connaît pas grand-chose au mouvement social. S'il est un personnage qui ne puisse intéresser Suarez, c'est bien Pelloutier. Il n'a pas réussi dans la vie. Il n'a même pas cherché à réussir. Pas arrivé et pas arriviste. Petit-bourgeois, il s'est mêlé et s'est fondu parmi les ouvriers. Il ne s'est occupé que de syndicats. Il est mort pauvre, après de longues années de maladie. Pour Suarez, il est normal d'imaginer que c'est Briand qui a fait Pelloutier, que sans Briand Pelloutier n'eût rien été. Un homme politique de premier plan, de réputation mondiale, a fait l'aumône d'un rayon de sa gloire à un pauvre bougre qui fut son compagnon de jeunesse. Quoi de plus naturel ? Quelle tête aurait fait Suarez si on lui avait dit que, tout au con-

traire, c'est son grand bonhomme politique qui n'eût rien été sans Pelloutier ?

Mais venant d'Aristide Briand lui-même, cette remarque aurait une autre signification. Retenons la date : 8 mai 1907. Depuis six ans déjà, Pelloutier est mort. De 1901 à 1907, des événements ont passé, de l'eau a coulé sous les ponts de Nantes. Pelloutier n'a pas vu Briand se faire élire député de la Loire en 1902. Il ne l'a pas vu surtout, ministre, révoquant l'instituteur syndicaliste Nègre. S'il était là, que dirait-il, que penserait-il de son ancien camarade ? Sans doute, il penserait qu'il a fait un fameux bout de chemin et que lancé sur cette pente il en fera de belles. En effet, puisque en 1908 il essaiera de casser les reins à la C. G. T. en les cassant à son secrétaire général Griffuelhes ; puisque en 1910 il brisera la grève des cheminots ; puisque un peu plus tard, faisant partie de l'équipe Poincaré, avec Millerand et Barthou, il fera voter la loi de trois ans et mènera le pays à la guerre. Mais nous ne sommes qu'en 1907. Il y a deux ans encore, en janvier 1905, à l'enterrement de Louise Michel, Briand, député socialiste, suivait le cortège, depuis la gare de Lyon jusqu'au cimetière de Levallois, en compagnie d'Emile Pouget, le rédacteur de **la Voix du Peuple**, l'organe de la C. G. T. Six ans depuis la mort de Pelloutier, deux ans depuis l'enterrement de Louise Michel, Briand va être bientôt pour la classe ouvrière le Renégat, avec un grand R, le renégat que Gassier dessinera et redessinera à jour de crayon en Arlequin, et qui sera regardé naturellement par les bourgeois comme un grand politique.

En 1907, Briand, engagé sur la pente, se demande ce que penserait de lui Pelloutier. Il ne doute pas une seconde de son jugement. Déjà, dans ses dernières années, Pelloutier le fuyait. Il l'avait même traité de politicien en 1900, dans son compte rendu du Congrès socialiste de 1899, et sous sa plume « politicien » avait son sens le plus méprisant. Aujourd'hui, avec quel mépris renforcé il le regarderait. Alors, Briand a pu déclarer au fantôme qui était son remords vivant : « Que me veux-tu, toi qui n'aurais rien été sans moi ? »

De Suarez à Suarez

Voyons, d'après les faits, ce qu'il en a été vraiment.

Briand et Pelloutier font connaissance en 1884. L'ainé, Briand, a vingt-deux ans. C'est déjà un jeune coq de petite ville. Il est parti l'année d'avant faire son droit à Paris, mais il revient à Saint-Nazaire de temps à autre. Le cadet, Pelloutier, n'a que dix-sept ans. Il est en seconde au collège de Saint-Nazaire. Qu'est-ce qui les a réunis ? Probablement la politique. Peut-être leur collaboration à la **Démocratie de l'Ouest**, un journal radical trihebdomadaire que vient de fonder le typographe Eugène Couronné. Le cadet pense davantage à la politique qu'à ses examens. Il est en outre dévoré du besoin d'écrire.

Sur cette période de leur vie, on trouve peu de renseignements en définitive dans les biographies de l'un et de l'autre. Pourtant Suarez en dit assez pour que nous sachions lequel des jeunes gens entraîne l'autre. Il en dit même

(1) D'après le **Peuple**, du 2 octobre 1923, Jouhaux prononça les paroles suivantes à une fête du Souvenir pour célébrer la mémoire de Pelloutier et de Griffuelhes : « Pour avoir osé les rapprochements nécessaires avec le monde officiel, Pelloutier fut, lui aussi, traité de vendu. »

trop, cherchant à excuser son héros d'avoir adopté une mauvaise voie. Naturellement, la responsabilité en est attribuée à Pelloutier.

Feuilletons le premier tome du **Briand** de Suarez. Nous trouvons page 43 :

« Le 24 octobre 1884, sous l'influence de Pelloutier, Briand fit paraître dans la *Démocratie de l'Ouest*, à propos d'un enterrement civil, un article vicieusement anticlérical... Briand, sur l'insistance de Pelloutier, envoya une riposte. »

Et page 44 :

« Ce genre de polémiques, cette absence de nuances, ce langage de réunion publique, ne sont pas dans le style habituel de Briand. C'est du Pelloutier mal traduit. »

Suarez en est-il bien sûr ? Le langage de la réunion publique n'était pas dans la manière de Pelloutier. Par contre il était tout à fait dans celle de Briand. Sa vie durant, ce merveilleux orateur sera un médiocre écrivain.

Pages 52 et 53 :

« Sans doute Aristide ne serait pas allé aussi loin dans la difficile vocation de l'apostolat, si l'inventeur de la grève générale ne l'avait pas aiguillonné, harcelé, rudoyé. »

Notons que cette fois Suarez fait de Pelloutier l'inventeur de la grève générale.

« Pendant la période électorale de 1885, ce fut sur ces instances qu'Aristide Briand fut nommé secrétaire général du Congrès républicain qui tint ses assises à Nantes: Ce fut lui encore qui le pcussa dans la mêlée aux côtés du candidat à la députation, Fidèle Simon. Les événements secondaient Pelloutier dans son rôle d'animateur. »

Le mot d'animateur caractérise assez justement le rôle joué par Pelloutier auprès de Briand. C'est tout naturellement qu'il vient sous la plume de Suarez. Continuons :

Page 54 :

« L'influence de Pelloutier agissait avec une force d'autant plus grande que le développement industriel de Saint-Nazaire posait, avec une acuité chaque jour grandissante, le problème des rapports du patronat avec la classe ouvrière. »

Nous voilà en 1889, année d'élections législatives. Suarez nous apprend, page 55 :

« Le père Pelloutier, commis principal des postes et télégraphes, avait décidé de fonder un journal à tendances nettement socialistes. Il l'appela *l'Ouest Républicain*. Les deux fils, Maurice et Fernand, proposèrent la direction politique à Briand qui accepta. »

Complétons ce que dit là Suarez par la version donnée par Maurice Pelloutier :

« Un journal, *l'Ouest Républicain*, est fondé pour soutenir la candidature Briand, et c'est Pelloutier que le Comité... choisit pour le rédiger. »

Sur ces élections, nous trouvons encore chez Suarez, page 65 :

« Fernand Pelloutier allait vivre cinq mois dans une inaction absolue (pour cause de maladie). Il recevait ses amis, voyait Briand chaque jour et profitait de ces contacts pour cultiver ses ambitions. Pelloutier connaissait ses limites, il n'ignorait pas que sa vie serait brève et il voulait que son idéal lui survécût. Dans Briand il cherchait plutôt à former un héritier qu'à entretenir une affection... »

« Deux mois avant le retour de Pelloutier à Saint-Nazaire, le convalescent de Sautron se décida à aborder un projet qu'il mûrissait depuis longtemps. Des élections législatives devaient avoir lieu au mois de septembre. Elles étaient attendues dans toute la France comme le suprême sursaut du Boulangisme... »

Page 67 :

« Saint-Nazaire, de loin, avait suivi les événements

qui se déroulaient à Paris. Chaque parti avait conformé son attitude à l'évolution de son organisation centrale. Le radicalisme était apparu à Saint-Nazaire, Pelloutier l'adaptait, en attendant mieux, à ses buts socialistes. Briand dosait le tout d'un boulangisme prudent et édulcoré... »

« Briand avait bien songé à se présenter, mais l'appui qu'il avait jadis apporté à Fidèle Simon suscitait en lui quelques scrupules. Toute la famille Pelloutier s'employa à les vaincre... Il est donc condamné à subir le zèle enthousiaste des Pelloutier... »

En fait Briand mourait d'envie d'être candidat. Il entendait se faire prier. Peut-être se faire offrir le journal nécessaire pour la défense de sa candidature. Ce qui ne l'empêchera pas de dire, une fois battu, que c'est par la faute de ses amis. En effet, on lit page 73 :

« Les craintes que Briand avait éprouvées en hésitant à se présenter à la députation sous les auspices des Pelloutier s'étaient confirmées au cours de la campagne. Elles se justifiaient plus encore après. »

Arrivons deux années plus tard. Le drame de la jeunesse de Briand s'est produit. Il a été poursuivi pour outrages aux mœurs, pour son équipée amoureuse du champ de Toutes-Aides. Il voit sa carrière d'avocat brisée ; du même coup aussi sa carrière politique. Il se débat avec énergie mais sans beaucoup d'espoir. Pelloutier lui, vient de faire une nouvelle cure de repos, qui a duré deux ans. Les deux amis se retrouvent.

Pages 95 et 96 :

« Fernand Pelloutier, depuis le 2 janvier, est rentré à Saint-Nazaire. Il est devenu, par un ironique renversement des choses, rédacteur en chef de la *Démocratie de l'Ouest*. Six mois d'intenses méditations dans la retraite ont quelque peu modifié ses idées. Il se détourne de la politique pure... En réalité, son socialisme s'est mué en syndicalisme. Il a subi l'influence de Georges Sorel... »

« Il a revu Briand qui constate avec émotion que son aventure n'a pas changé leur amitié. Il lui expose son plan. Cette période de l'année 1892 va marquer le début d'une entente idéologique complète et d'une collaboration sans défaillance. Pelloutier, à la *Démocratie*, fait bien les choses. Il recrute pour collaborateurs toutes les vedettes du socialisme français... »

« Briand, sous la fébrile impulsion de Pelloutier qui l'a reconquis à son périlleux apostolat, reprend le goût de l'action. »

Voyons encore, pages 106 et 107 :

« Les conspirateurs avaient cru traquer à Toutes-Aides un homme désorienté par son aventure, affolé par le scandale. Briand sortait de l'épreuve plus aguerri qu'il ne le fut jamais. Cette année 1892 verra l'abandon de ses ambitions locales et le commencement de son activité révolutionnaire. Deux faits ont hâté son évolution : son aventure personnelle dont on parlera longtemps encore à Saint-Nazaire et l'influence de Pelloutier avec qui sa collaboration est devenue de plus en plus étroite. Désormais il s'oriente vers le syndicalisme. »

Nous pouvons nous arrêter là, n'est-ce pas ? Après tout ce que nous venons de recueillir dans le premier volume de Suarez, on comprend mal qu'il ait pu écrire dans le second que sans Briand Pelloutier n'eût rien été. La contradiction est éclatante. Le deuxième volume de Suarez ne se rappelle plus ce que contient le premier.

Cela nous incline à penser que la fameuse remarque doit être de Briand en personne. Suarez, lui trouvant du relief, l'aura consignée sans plus réfléchir. A moins que cet historien n'ait voulu laisser à ses lecteurs le soin d'apprécier la valeur de l'amitié de cet homme politique.

Les deux destins de Briand

Qu'en serait devenu Briand s'il n'avait pas rencontré Pelloutier ? Et sans l'affaire de Toutes-Aides, ajoutons-le vite, car sans elle il se serait lestement dégagé de Pelloutier et de son socialisme.

Il serait probablement devenu, dans le cas le meilleur, député de Saint-Nazaire, le grand homme de la région, quelque chose comme un Sarrien bas-breton, grand maître à la préfecture de Nantes et grand serviteur de la Transat.

Après l'affaire de Toutes-Aides, Pelloutier l'empêche de se noyer; il lui rend espoir et courage en l'entraînant au socialisme. Sans lui, à coup sûr, pas de Briand défenseur de la grève générale, pas de Briand occupant une position originale dans le parti socialiste et lui faisant tout de suite faire figure dans ses congrès; pas de Briand enrichissant sa pensée et son expérience grâce au socialisme.

Briand ne lisait pas. Il était de ces hommes qui ouvrent rarement un livre. Ses études au collège terminées, son droit fait, il n'apprendra plus rien par les livres. Sa forme d'intelligence ne se nourrissait pas par ce moyen. A Jaurès, qui s'en étonnait et lui conseillait de lire, il répondra : « Vous voulez que je devienne aussi bête que Rouanet ? » Briand a continué ses études au café, dans les groupes, dans ses conversations interminables avec ses amis. Il lisait sur le visage des autres. Il apprenait comme cela plus et plus vite; il y apprenait l'essentiel de ce dont il avait besoin. Ajoutons-y des dons d'investigation et d'observation. Il est quelqu'un qui ne grimpe pas dans les nuées et qui ne veut pas qu'on lui en fasse accroire. De son passage au barreau et dans les études d'avoués, il a gardé ou renforcé l'habitude de rechercher la raison cachée de chaque acte. Par là-dessus ajoutons une sorte de méditation, c'est-à-dire la digestion de ce qu'il a vu et appris. Cet homme, toute sa vie, éprouvera le besoin de s'isoler un jour ou deux par semaine, quelquefois plus. Pêchant à la ligne avec Maurel dans le lac d'Enghien. Pensionnaire de Mme Querolla, sous le nom de Bertrand, à Cochereil. Partant sur le yacht du docteur Chatain, plutôt que sur celui de Rothschild. Ce sera toute sa vie sa manière de digérer ce qu'il a vu et entendu, de mettre de l'ordre dans sa tête, de préparer et combiner ce qu'il veut faire. Il n'est pas un sentimental, ni un croyant, ni un imaginaire. Il est un tacticien. Il peut utiliser, servir, se servir de toutes les idées. Il sait s'adapter à toutes les circonstances. Il sait fouiller dans les coulisses, chercher les ficelles et les raisons cachées. Il saura en jouer, même et surtout si de retour sur le devant de la scène il garde un visage impénétrable. A-t-il cru dans sa jeunesse à la grève générale? Probablement. Mais il y a cru en tacticien : « Vous voulez faire la révolution ? Eh bien ! la grève générale est le meilleur moyen de la faire. » C'est un spécialiste qui parle, non un partisan, non un croyant révolutionnaire. Ce qui l'intéresse avant tout, c'est le moyen, non les causes, ni le but. Il pourrait aussi bien prôner son moyen pour d'autres buts. C'est pourquoi sans doute il portera si aisément ses dons de tacticien dans le camp ennemi. C'est ce qui le distingue si profondément d'un homme comme Pelloutier qui, lui, ne sépare pas le moyen des causes et du but.

Pour Briand, quel homme précieux que Pel-

loutier ! Par lui, non seulement il viendra au socialisme, mais il apprendra ce qu'il en doit savoir. Pelloutier remplacera pour lui tous les livres socialistes.

Des esprits sérieux pensent même que c'est à Pelloutier qu'il a emprunté l'idée principale de son projet de séparation de l'Eglise et de l'Etat. Pelloutier, en disciple de Proudhon, voulait l'Etat neutre et l'Eglise libre. L'Etat ne soutenant ni ne combattant l'Eglise. L'Etat au-dessus des confessions religieuses. L'Eglise, elle, libre de faire chez elle ce qu'elle entend. Belle conception d'un libéralisme qui n'admet ni Dieu ni maître, mais qui respecte ceux qui pensent autrement que lui. Qui ne renonce nullement à combattre l'Eglise, mais n'admet pas que l'Etat intervienne entre elle et lui.

De cette conception Briand tirera une application qui, loin d'affaiblir l'Eglise, la renforcera. L'Etat a cessé de la contrebattre. L'Eglise a décaplé son effort. Bénédiction double pour elle : perte de son principal adversaire ; élan donné par le bain de liberté et la couronne du martyre. Bénédiction triple : l'irréligion a été couverte de ridicule ; il faut se moquer de M. Homais. Plus de contrepoids. D'où progrès énormes de l'Eglise depuis quarante ans. Elle n'a pas été ingrate pour Briand ; ce n'est pas sa faute s'il n'a pas fini président de la République.

Dc même, son pacifisme ne sera qu'une contrefaçon de l'internationalisme socialiste. Les frontières nationales ne répondent plus aux besoins modernes ; elles sont un obstacle. Tout s'internationalise, les communications, les transports, le commerce, l'industrie. Pour le socialisme, le prolétaire est l'interprète tout naturel de l'internationalisme. Il y a cent ans qu'il a proclamé : « Prolétaires de tous les pays, unissez-vous ». L'ouvrier seul n'est pas lié, et ne doit pas se laisser lier, à ces formes dépassées que sont les nations. Briand a pensé, avec quelques bourgeois qui se croyaient hardis, qu'il pouvait y avoir deux internationalismes, qu'il était possible de faire une politique de paix internationale en s'appuyant sur les organisations patronales internationales, sur le Cartel international de l'acier par exemple, dont deux des hommes seront ambassadeurs de France à Berlin. Peut-être a-t-il cru aussi qu'il était possible de renforcer cette contrefaçon d'internationalisme par l'appui de l'Eglise et a-t-il escompté le concours de la Papauté dans ce but. C'était oublier que l'Eglise, qui se prétend universelle, qui proclame que tous les hommes sont frères, a pourtant lié son sort avec celui des nations, avec celui des forces de tradition, avec le passé, que la vieille formule de l'union du sabre et du goupillon, si ressacée et décriée qu'elle soit, exprime une réalité toujours présente, l'Eglise ayant renoncé depuis tant de siècles à concilier la loi chrétienne et son action journalière.

Et ce devait être l'échec de la tentative pacifiste de Briand. Jusqu'au bout il aura tiré, même pour son combat réactionnaire, quelque chose du socialisme, quelque chose de ce qu'il avait appris aux côtés de Pelloutier.

L'influence de Georges Sorel

Suarez ne savait rien de Fernand Pelloutier avant de mettre le nez dans les papiers de Briand ; il en savait moins encore sur Geor-

ges Sorel. Sinon il n'aurait pas montré Pelloutier influencé en 1891 par Sorel.

En 1891, Georges Sorel n'avait pas encore donné sa démission d'ingénieur des ponts et chaussées. Dressé contre son milieu bourgeois, tourmenté par l'inquiétude philosophique, il n'avait encore guère réfléchi sur les problèmes socialistes. Il ne devait d'ailleurs les aborder qu'un peu plus tard.

Suarez sacrifie à l'erreur assez courante suivant laquelle la théorie précède la pratique. Un théoricien vient, découvre, proclame ; ses disciples partent ensuite par le monde répandre la bonne parole et la mettre en application. Non, cela ne se passe pas ainsi. D'ailleurs, en 1891, Sorel n'avait pas encore parlé ; ce n'est pas pour répandre sa parole que Pelloutier et Briand quitteront Saint-Nazaire au début de 1893. L'un et l'autre ignorent alors jusqu'à son nom. Le premier écrit syndicaliste de Sorel, son **Avenir socialiste des Syndicats**, paraîtra dans la revue **l'Humanité nouvelle** en mars et avril 1898. Supposons qu'il fut rédigé en 1897. Depuis 1892, on l'a vu, Pelloutier bataillait en faveur de la grève générale ; depuis 1894 il était secrétaire de la Fédération des Bourses du Travail. Sa pensée était déjà ferme, ses conceptions nettement formées. Les sources auxquelles il est allé boire sont faciles à découvrir : Proudhon et la Première Internationale. Proudhon pris à la source et non chez les proudhoniens de la Première Internationale, ces modérés à la Tolain. Proudhon, retrempé, prolongé par les propres adversaires de ces modérés, de Varlin aux Jurassiens révolutionnaires.

Dans cette période de 1890-1895 où l'idée syndicaliste est dans l'air, où elle se manifeste ici et là sans lien apparent, parmi les anarchistes avec Tortelier et Pouget, chez les socialistes avec les allemanistes, la pensée de Sorel est encore en voie de formation et de développement. C'est elle, au contraire, qui se trouvera influencée par l'exemple et par la pensée de Pelloutier. Suarez, au lieu de s'en tenir aux banalités et aux inexactitudes qui courent les journaux, aurait pu se faire une idée, même rapide, de Georges Sorel ; il n'avait qu'à se reporter à la courte étude d'ensemble (1) publiée par Gaétan Piron en 1927. Il y aurait trouvé ceci, noir sur blanc :

« Ici doit être cité le nom d'un homme qui a exercé sur Sorel une influence décisive : Fernand Pelloutier. »

Soit exactement le contraire de ce qu'écrira dix ans plus tard Suarez, faute de s'être informé.

Il y aurait trouvé aussi le rappel d'un jugement porté par l'un des syndicalistes qui se réclament de Sorel, l'un des assez rares syndicalistes soréliens d'ailleurs, car la plupart des syndicalistes révolutionnaires se rattachent plutôt à la Première Internationale. Suarez y aurait trouvé ce jugement, capable de le désarçonner, porté par Louzon dans la **Vie Ouvrière**, hebdomadaire, à la mort de Sorel en 1922 :

« L'influence de Sorel sur la formation et le développement du syndicalisme révolutionnaire fut nulle. »

Simple constatation d'un état de fait d'ailleurs. Mais nous sommes loin de l'affirmation de Suarez que Pelloutier aurait emprunté à Sorel sa « conception syndicaliste autoritaire ».

Que de bêtises faut-il entendre ! Sous prétexte que Sorel a été souvent revendiqué par Mussolini et les fascistes italiens comme un de leurs maîtres, Suarez en a déduit que la conception syndicaliste de Sorel était autoritaire. Et celle de Pelloutier l'était forcément aussi, puisqu'il n'avait fait que la lui emprunter. Il ne s'est pas donné la peine d'y aller voir. Or, l'une des caractéristiques du syndicalisme de Pelloutier est justement d'être antiautoritaire. Trop antiautoritaire peut-être. Pelloutier, loin de le cacher, proclamait qu'il était libertaire, et l'action chez lui était fidèle à la pensée.

L'apport de Sorel est-il inexistant ? Fichtre non ! Mais il a été très différent de ce que suppose Suarez. Il n'a pas consisté à montrer à Pelloutier la voie dans laquelle il devait s'engager. Celui-ci s'y était déjà engagé. Il a consisté à l'encourager dans cette voie, à lui dire de ne pas écouter ceux qui prétendent que cette voie est mauvaise et qu'elle conduit à une impasse. Avec **l'Avenir socialiste des syndicats**, Sorel dit aux ouvriers syndicalistes de n'avoir pas honte de ce qui peut leur paraître petit, mesquin et terne dans leur tâche corporative journalière ; elle contient plus de socialisme véritable que tous les grands discours idéalistes qu'on leur débite. N'oublions pas que c'était dit en pleine affaire Dreyfus et que les intellectuels de tout ordre venaient de découvrir le socialisme et de s'en instituer les grands professeurs. Edifiez vos propres institutions ; habituez les ouvriers à traiter eux-mêmes leurs affaires, à désertier les institutions bourgeoises ; videz l'Etat de ses attributions utiles ; faites des syndicats la base du socialisme ; qu'il se réalise par eux. Attention à ne pas laisser les influences bourgeoises pénétrer chez vous par le canal des politiciens et des intellectuels.

Sorel était avant tout un philosophe et un moraliste. Il avait le sentiment que nous sommes dans une civilisation déclinante. Il regardait le monde moderne marcher rapidement à sa fin comme l'avait fait le monde antique. Une classe ouvrière héroïque pouvait seule empêcher ou ralentir ce déclin. De là chez Sorel le besoin de croire aux vertus propres de la classe ouvrière. Mais quand il s'apercevait qu'une forme de l'organisation socialiste faisait sa paix avec la bourgeoisie, que les ouvriers n'avaient d'autre ambition que de devenir des bourgeois, il retombait au pessimisme et disait que tout était fini. C'est ainsi qu'il dira à deux ou trois moments de sa vie que le socialisme est fini. Il aura cru au socialisme de 1893, au syndicalisme de 1906, au bolchevisme de 1919, car le bolchevisme, à la fin de sa vie, lui rendra quelque espérance. Il pensera qu'entre le syndicalisme de 1906 et le bolchevisme de 1919 la filiation est naturelle. Aurait-il pensé que l'Etat russe d'aujourd'hui était l'Etat ouvrier voulu par Lénine ? Il suffit de poser la question.

On peut se demander ce que serait devenu Sorel si Pelloutier n'était pas mort si tôt. On imagine mal dans ce cas, Sorel se laissant balloter jusqu'aux rives du catholicisme et du royalisme, sans y atterrir toutefois. On le voit mal flirtant avec **l'Action française** au nom de l'antidémocratisme, comme si notre antidémocratisme et celui des royalistes étaient de même substance, comme s'ils n'étaient pas exactement contraires.

Peut-être Sorel qui cherchait l'isolement souffrait-il en même temps de se sentir trop seul. De là la facilité avec laquelle il se laissait

(1) G. PIROU : *Georges Sorel*, p. 28.

entourer, entraîner par certains qui se proclamaient ses disciples, tandis que de notre côté nul ne se pressait autour de lui. Depuis Pelloutier, il n'avait plus eu de liens personnels d'amitié avec des militants syndicalistes. J'écarte ses relations avec Paul Delesalle ; elles forment un cas particulier. Elles ne se nouèrent vraiment que lorsque Delesalle eut quitté en quelque sorte le mouvement pour ouvrir sa boutique de libraire. Sorel avait collaboré à l'**Ouvrier des deux mondes**, de Pelloutier ; il n'a pas collaboré à la presse syndicaliste proprement dite qui est venue après. Il a publié études ou articles dans le **Mouvement Socialiste** et dans **Pages Libres**. Encore à **Pages Libres** son influence n'a-t-elle été surtout sensible qu'à travers Charles Guieysse, profondément influencé par lui. Mais il n'a collaboré ni à la **Voix du Peuple**, ni à la **Bataille syndicaliste**, ni à la **Vie ouvrière** où nous n'avons pu que reproduire certaines pages qui venaient de paraître. Il a été ulcéré par le mot de Griffuelhes : « Influencé par Sorel ? Je n'ai lu aucun de ses livres. » C'était vrai. Griffuelhes était aussi de ces hommes qui ne lisent pas ou lisent peu. Mais c'était dur pour le vieux philosophe. Ce qui lui a manqué le plus, avec un ami comme Pelloutier à qui parler de plain-pied, ce qui manque à la plupart des intellectuels qui désirent servir la classe ouvrière et non s'en servir, c'est de pouvoir s'adosser à un mouvement ouvrier vigoureux et sain et lui donner leur effort. Sorel n'a pas eu cette chance. Reste à savoir si quelque mouvement que ce soit l'eût satisfait.

En tout cas, il ne reste rien du propos de Suarez. Ce n'est pas Pelloutier qui a emprunté à Sorel sa conception syndicaliste. C'est au contraire Sorel qui a été influencé par Pelloutier ; à maintes reprises il lui a rendu hommage. C'est en pensant probablement à quelque Suarez à venir que Sorel a écrit en 1908, dans sa **Décomposition du marxisme** :

« Quand viendra l'heure de la justice historique, on rendra hommage aux entreprises si importantes que Pelloutier avait commencées ; et ce grand socialiste sera illustre, alors qu'on aura, depuis longtemps, oublié ceux qui tiennent le premier rang dans nos parlements et qui représentent le socialisme aux yeux des bourgeois émerveillés. »

« L'amer Pelloutier »

Quand Suarez parle de « l'inévitable et amer » Pelloutier, on sent encore qu'il répète Briand ; c'est là une expression attribuée aussi à Briand par un autre Nantais, Gaborit, dans ses Souvenirs ; il lui en attribue même de plus méprisantes, de là probablement la réplique de Briand, sous la plume de Suarez, avec certaine version qu'il donne d'incidents survenus en 1889 entre Gaborit et Pelloutier.

Dans notre pays, dire de quelqu'un qu'il est amer, c'est lui faire un grave reproche. Voilà un homme de mauvaise compagnie, un être insociable. Personne n'ignore que tout bon Français passe ses journées à rire, à fêter la dive bouteille et à trousseur le cotillon. Evidemment, à ce compte-là, il y a beaucoup de mauvais Français. Admettons que Pelloutier était du nombre. Avec cette aggravation qu'il entendait apprendre à la classe ouvrière la science de son malheur.

Une certaine tristesse a probablement pesé sur une partie de la vie de Pelloutier. Vers la vingtaine, un mal étrange, un loup facial d'o-

rigine tuberculeuse, commença de le défigurer et fit de lui, écrit son frère, « un sujet de curiosité maligne pour la foule mauvaise ».

Malgré cela, des personnes qui l'ont bien connu affirment qu'il n'était pas amer du tout. De tout ce qu'elle trouvait dans le livre de Suarez, c'est ce qui a le plus surpris la sœur de Pelloutier, Mme Magnier. « Ce n'est pas juste, m'a-t-elle dit et répété, mon frère n'était pas amer, il n'était pas ennemi de la gaieté ». Une sœur peut voir son grand frère avec des yeux particuliers et s'abuser de bonne foi. Mais j'ai trouvé un ancien témoignage nullement fait pour la circonstance, qui confirme celui de la sœur. C'est celui du médecin qui le soigna dans les dernières années. Ami et médecin à la fois. Le Dr. Pierrôt, rendant compte (1) du livre de Maurice Pelloutier sur son frère, signale avec insistance ce côté du caractère de Pelloutier. En tête du livre se trouve un portrait par Frémont.

« Ce portrait rend admirablement les traits et l'expression de Pelloutier au repos, de ce visage souffreteux, rongé par la lèpre tuberculeuse, et qui était si vivant, si ardent, si gai, dans la discussion, même dans la simple conversation... Il agissait par conviction et par enthousiasme. Il se laissait emporter par sa verve, par sa fougue, par son enthousiasme, et il lui arrivait parfois de se trouver entraîné dans une situation contradictoire. Il n'avait, en effet, aucun talent politique, je veux dire qu'il n'était capable d'aucune habileté, d'aucune ruse, pour rouler des adversaires. Il n'avait pas non plus la ressource de la parole ; il n'était pas orateur et n'aurait jamais su entraîner une assemblée. Mais il se tira toujours d'affaire par sa franchise. Lorsqu'il s'était trompé, il reconnaissait son erreur en riant, et se remettait au travail. Je me demande si Fernand prouverait complètement l'étude que lui a consacrée son frère Maurice. Je suppose qu'il se trouverait trop sage, trop raisonnable, trop officiel. Fernand avait plus de verve, il était plus révolutionnaire, plus risque-tout, parce que ce moribond débordait de vie. Dans son amour de la conversation, il se laissait aller aux paradoxes, les plus amusants, pour mieux faire comprendre sa pensée. Il avait un optimisme tel, malgré ses souffrances physiques et sa pauvreté qu'il le communiquait autour de lui, et qu'il avait réussi à imprégner de ses idées subversives son entourage, même les personnes les plus religieuses et les plus réservées : tous subissaient son influence, sans même s'en apercevoir. »

Un enthousiasme... un optimisme tel... ce moribond débordant de vie. Nous voici loin de « l'inévitable et amer » Pelloutier.

« Une passion déréglée pour les idées »

L'explication du caractère de Pelloutier, Suarez la donne quand il le montre faisant connaissance avec Briand. « Il achevait sa rhétorique au collège de St-Nazaire quand Aristide commençait son droit à Paris. C'était un garçon maladif, fort intelligent, et qui semblait tenir d'une lointaine ascendance **une passion déréglée pour les idées** et un **fanatisme non sans grandeur** dans la lutte politique. »

Passion déréglée pour les idées, fanatisme non sans grandeur, c'est ainsi généralement que les gens qui n'ont pas d'idées, et qui, par conséquent n'ont pas de peine à en changer, parlent de ceux qui en ont et qui leur restent fidèles.

Avoir des idées déjà les surprend. Eux ne connaissent que l'intérêt. Aussi, de la passion pour elles leur fait lever les bras. Peut-on imaginer ça ? Lorsque les idées passent avant l'in-

(1) Temps nouveaux, 8 avril 1911.

térêt personnel, ce ne peut être l'effet que d'une passion déréglée. Pas étonnant que ça tourne au fanatisme. Bien sûr, cela peut avoir de la grandeur. On tire son chapeau. Mais on ne mange pas de ce pain de chimère. Il faut d'autres nourritures, d'autres biens, d'autres joies.

Ceux qui ne sont pas atteints d'une passion déréglée pour les idées savent comme il faut se conduire. A la façon des nobles seigneurs contemporains d'Henri IV, catholiques un jour, protestants l'autre, de nouveau catholiques le lendemain, suivant que tournait le vent des faveurs. Ou bien à la façon de ces rigides conventionnels régicides en 93, au garde-à-vous devant Napoléon et à plat ventre devant Louis XVIII.

Ou bien encore à la façon de ces révolutionnaires professionnels qui de 1920 à 1947 ont trouvé le moyen d'être constamment dans la ligne, un jour avec Lénine et Trotsky, le lendemain avec Zinoviev et Kamenev, le surlendemain avec Boukharine et Rykov, et finir ce qui leur reste de vie à lécher les pieds de Staline.

Briand a su tourner. Si les événements changeaient devait-il rester immobile ? Ce n'est pas avec les événements qu'il a changé : c'est au contraire parce que les événements ne changeaient pas assez vite qu'il a passé dans un autre camp. La vie est courte ; il voulait en jouir. Jamais ne l'empêcherait pas une seconde fois d'accepter un portefeuille de ministre, a-t-il dit un jour. Il n'était pas de ceux qui s'efforcent de régler leur vie sur un parti, encore moins sur des idées ; qui sont capables de souffrir pour elles, au besoin de leur donner leur vie. Mourir pour ses idées, voilà qui n'est pas naturel. Ce qui est naturel, c'est de mourir sans savoir pourquoi et souvent contre ses idées, comme cela se voit tous les trente ans et sur une vaste échelle. La plus grande faiblesse du socialisme tient peut-être à ce que ses fidèles sont incapables de lui donner une vie qu'ils donneront sans hésiter pour des idées qui ne sont pas les leurs.

Pas de changements à vue chez Pelloutier. Rien de déréglé. Tout chez lui semble aussi bien réglé que possible. Personne de moins impulsif, de plus mesuré, de mieux réglé. Il l'est presque trop, tellement il calcule chaque fois les raisons pour et les raisons contre. Il suffit de le lire pour voir comment les arguments viennent à l'appui de l'idée exprimée, comment il les presse, les tasse, au point de paraître gris et lourd, et de freiner l'idée qu'il exprime. C'est qu'il veut tout obtenir de la raison et ne rien devoir à une surprise de l'émotion. Ainsi tout esprit gagné sera acquis solidement. On s'attendrait à de l'impulsivité chez ce Breton, à une lame de fond de loin en loin. Nulle trace. Pas davantage d'ailleurs chez cet autre Breton qu'est Briand. Deux caractères aussi opposés que possible. Si le cadet « entraîne » et « anime » l'aîné, l'aîné « fascine » le cadet. Deux natures complémentaires. Briand possède toutes les qualités qui manquent à son camarade. Non seulement les dons d'orateur, mais une manière de séduire les femmes, de mener les affaires, de brasser la vie. En 1895, Pelloutier n'en sera pas encore dégagé. Sa mère dira à Augustin Hamon : « Ah ! si vous pouviez soustraire Fernand à l'espèce de fascination que Briand exerce sur lui ! » Dans le même moment elle ajoutera d'ailleurs : « Briand est capable de tout, voyez-vous, de tout. »

Pour beaucoup de gens, à Saint-Nazaire et à

Nantes, Briand aura été un personnage inquiet et mystérieux. Mystère dans sa naissance, dans sa jeunesse, dans sa maturité, dans sa vieillesse. Un véritable héros de roman. Ses ennemis ont répété à satiété que ses parents avaient tenu un beuglant mal famé. Léon Daudet ne se lassait pas de rappeler dans **L'Action française** l'équipée amoureuse du champ de Toutes-Aides, le 1er mai 1891. Une façon particulière de célébrer le second 1er mai ! Mais pouvait-on faire au fils un crime de la profession de son père ? Quant à l'affaire de Toutes-Aides, beaucoup pensaient comme ce président du tribunal de Poitiers qui, le soir de l'acquiescement final, avait glissé à l'oreille de Briand : « Ce que vous avez fait, nous l'avons tous fait... » Il n'y avait pas là de quoi déshonorer quelqu'un ou briser sa carrière d'avocat ou d'homme politique.

L'affaire de Toutes-Aides aurait eu dans la vie de Briand d'autres répercussions que la poursuite pour outrages à la pudeur et son éloignement momentané du barreau. Avant de connaître la femme du banquier Giraudeau, Briand aurait eu une liaison et de cette liaison un enfant. Suarez conteste que son héros ait eu un fils d'Anna Olivier. Mais il ne fait que répéter ce que lui a dit le neveu et l'exécuteur testamentaire de Briand. Pour qui a lu la lettre de M. Marius-Aristide Olivier, publiée dans **Candida** du 18 octobre 1934, il ne semble pas qu'il puisse y avoir le moindre doute. Briand avait bien un fils, mais un fils à qui sa mère avait fait promettre, à l'heure de la mort, de ne jamais vivre dans l'intimité de celui qu'elle n'appelait plus que « cet homme-là. »

L'affaire de Toutes-Aides devait avoir quelques années plus tard, une autre répercussion, plus grave au point de vue politique. Le petit cercle des Chevaliers du Travail en fut agité en 1895-1896. Les Chevaliers du Travail étaient une sorte de franc-maçonnerie socialiste, dont Pelloutier fut le dernier secrétaire jusqu'à leur disparition en 1898. Les groupes ou loges s'appelaient des chantiers. A Paris les chantiers portaient le nom de leur arrondissement. Quelques villes de province, dont Nantes, possédaient un chantier. Parmi les chevaliers du travail on notait des socialistes comme Briand, Sembat, Colly, Adrien Veber, Rouanet, Mille, Chauvière, le Dr. Meslier, des anarchistes, comme Fernand Pelloutier, Hamon, Gabriel de la Salle, Ferdinand Guérard, des secrétaires d'organisations syndicales comme Eugène Guérard, le secrétaire du Syndicat national des chemins de fer. Les discussions entre socialistes et anarchistes y étaient assez vives ; ces derniers demandaient la disparition de la grand-maîtrise et l'autonomie des chantiers, c'est-à-dire le triomphe du fédéralisme sur le jacobinisme.

De passage à Nantes en novembre 1895, Augustin Hamon fut informé par le chef du chantier local, l'armateur socialiste Brunellière, alors membre du Parti ouvrier français, d'accusations portées contre Briand par un chef de division de la préfecture de Nantes, M. Denoual, qui venait d'être révoqué par le préfet Cleiftie. Il allait d'ailleurs plaider contre ce préfet et avait pris pour défenseur M^e Alexandre Millerand. M. Denoual avait déclaré à Brunellière que Briand, au moment de l'affaire de Toutes-Aides, avait prêté une oreille favorable à des propositions du préfet de la Loire-Inférieure. Briand rendrait des services au gouvernement en lui faisant connaître ce qui se

passait dans les groupes socialistes et révolutionnaires ; par contre le gouvernement ferait casser l'arrêt de la Cour de Rennes et ferait renvoyer l'affaire devant une autre Cour qui acquitterait Brunellière, en qualité de chef de du chantier de Nantes, chargea Hamon de voir Millerand à Paris et de saisir de ces faits le grand-maître des Chevaliers du Travail, M. Parmentier, afin qu'il fit discrètement une enquête à Poitiers et ailleurs. Le grand-maître promit, mais au lieu d'effectuer une enquête préliminaire, il prévint immédiatement Briand. D'où discussion précipitée au sein des chantiers. Discussion au Comité central, passionnée et confuse ; aussi au chantier du IV^e auquel appartenait Hamon, à celui du X^e dont Pelloutier était le chef.

La réunion du Comité central eut lieu le 4 février. Briand parla assez longuement, dit Hamon (1). Il lut de Millerand et de Denoual des lettres habiles qui niaient, sans nier. Puis avec habileté prétendit que Hamon avait pris sur lui de lancer ces calomnies, par haine d'anarchiste contre socialiste. C'était de grande tactique. Hamon se borna à dire qu'il avait été simplement un messager. Le chef du chantier de Nantes l'avait chargé de faire connaître au grand-maître des accusations portées contre un membre, et cela à fin d'enquête. Il constatait que cette enquête n'avait pas été faite.

Une discussion orageuse s'engagea. Des « frères » accusèrent Hamon de calomnie. Quelques autres, Pelloutier, Gabriel de la Salle et particulièrement Andrieux, le délégué du chantier de Nantes, militant du syndicat parisien des lithographes, montrèrent comment se présentaient les faits. Adrien Veber, le directeur de *la Revue Socialiste* intervint à son tour : « Il y a 8 mois, Brunellière m'a déjà entretenu de ces accusations contre Briand. Elles émanaient de M... un avocat de Nantes. Les accusations de Denoual n'en sont que la répétition ». L'exclusion de Hamon, demandée par certains socialistes, est combattue par le petit groupe des libertaires renforcé par Veber : « Et voilà le groupe qui veut diriger le socialisme ! crie un socialiste. Pelloutier riposte : — Vous mêlez la politique à cette question-là ? — Oui, parfaitement ! » lui répliquet-on. Mais l'exclusion est impossible. Un blâme est proposé contre Hamon, à cause de la soi-disant légèreté avec laquelle il a répété l'accusation portée contre Briand. « Alors, il faut blâmer les frères de Nantes aussi », dit Adrien Veber. Une majorité se trouva pour voter les deux blâmes.

En somme aucune conclusion sérieuse n'était apportée, ainsi qu'il arrive souvent dans le mouvement pour de telles affaires. Il faudrait aller au fond et pouvoir dire après un véritable examen : C'est faux ou c'est vrai ; cette accusation est fondée ou non. Cet homme est irréprochable, ou il est un traître. Ou bien il a commis des imprudences, des fautes vénielles, mais ne mérite pas d'être rejeté. Un tel examen est toujours difficile. Une erreur toujours possible. Mais un mouvement qui ne le fait pas montre qu'il est malade ; il est comme un corps qui serait incapable d'évacuer ses excréments. Pelloutier avait bien raison de s'étonner qu'on puisse mêler la politi-

(1) Dans les *Souvenirs de mon temps*, écrits en 1910-1911, non publiés encore, mais dont Augustin Hamon avait bien voulu me communiquer des fragments.

que à une telle recherche. Il est probable que c'est à partir de ce moment qu'il a fui Briand. Les accusations Denoual étaient-elles fondées ? Ne l'étaient-elles pas du tout ? Y avait-il eu quelque chose de moins grave entre le préfet et Briand ? On ne le saura peut-être jamais. Si Pelloutier avait eu une opinion appuyée sur des preuves, il n'aurait pas reculé devant le devoir de le dire. Il ne l'a pas fait. Mais sa confiance en Briand était perdue. La fascination n'opérerait plus.

D'autant qu'une autre allégation de M. Denoual contre Briand restait acquise, celle-là : Aux élections de 1889, Briand avait reçu quelque milliers de francs pour se désister en faveur du député sortant, Fidèle Simon. Affaire négociée par le préfet. Le reçu existe encore, dit M. Dansette, dans son livre sur le Boulangisme (1). Pelloutier n'a-t-il eu connaissance de ce versement qu'en 1895 ou déjà en 1889 ? En tout cas, c'est après cette expérience électorale, que ses idées sur le parlementarisme avaient commencé à se modifier.

Briand n'a jamais vécu dans les nuées. Son père aimait à dire : « Oh ! Aristide ira loin. » Il aurait pu reprendre le mot de la mère de Thiers : « Je ne m'inquiète pas pour lui ; il s'arrangera toujours. Quand quelqu'un le laissera monter derrière sa voiture, mon fils aura vite fait de le remplacer sur le siège. »

En 1889, il a su monnayer son désistement au second tour. En 1893, il entre à *la Lanterne*, comme rédacteur d'une petite rubrique ; en 1894, il est secrétaire de rédaction ; en 1895, secrétaire général ; en 1896-1897, rédacteur en chef, puis directeur ; en 1898, après l'élection de Levallois-Clichy, il est obligé de passer la main à Millerand. Qu'est-il arrivé ?

Il est arrivé que Briand était à *la Lanterne* l'homme de confiance d'Eugène Pereire. Celui-ci avait racheté ce journal, sur propres démarches de Briand, nous dit Suarez. Pereire avait ses raisons pour disposer d'un journal, mais il entendait rester dans l'ombre. Or, Briand avait involontairement attiré la lumière sur ce coin d'ombre. Encore s'il avait été élu député ! Mécontent d'avoir été démasqué, Pereire lui retirait la direction de *la Lanterne*, contre dédit de 20.000 francs, et la confiait à Millerand.

Suarez s'évertue à montrer un Pereire riche mais désintéressé, cédant à des considérations d'ordre ethnique, dans un moment où la condamnation de Dreyfus restituait à l'antisémitisme son ancienne force. Il est possible que cette dernière raison ait joué, bien que *la Lanterne* ait tardé longtemps à se prononcer. Briand lui-même, candidat à Levallois, en 1898, disait qu'il tenait Dreyfus comme coupable tant que la preuve du contraire n'aurait pas été faite. « La famille Pereire, dit Suarez, était puissante, respectable et respectée. » Comme toute famille riche. La richesse n'impose-t-elle pas le respect ? C'est une famille représentative. Les Rothschild ont fait leur fortune à Waterloo, rappelait Jaurès au procès du *Chambard*. Les Pereire ont fait la leur sous le second Empire avec les chemins de fer et les compagnies de navigation. La lettre de Proudhon au prince Napoléon est restée célèbre :

« M. Pereire est le représentant et le chef du principe saint-simonien de féodalité industrielle qui régit en ce moment notre économie nationale... Votre cousin, après avoir livré nos âmes aux jésuites, livre le patrimoine du peuple aux juifs. »

(1) A. DANSETTE : *Le Boulangisme*, p. 333.

Car Pereire l'ancêtre. était saint-simonien, comme le sont de notre temps ces polytechniciens planistes qui se disent « socialistes, mais non ouvriéristes » et qui rêvent d'un colossal capitalisme d'Etat édifié sur les épaules de la vile multitude. A ce compte les pharaons étaient, eux aussi, socialistes.

Le Pereire de 1896, qui possédait **la Lanterne** par l'entremise d'hommes de paille menés par son propre secrétaire, avait des raisons plus prosaïques. En qualité de président de la Compagnie Générale Transatlantique, il avait besoin d'obtenir du gouvernement des primes à la navigation ; justement à cette époque il négociait avec l'Etat un contrat postal pour la ligne du Havre à New-York. Un journal peut rendre de grands services. Mais à condition que son inspirateur reste dans l'ombre. Le malheur voulut que l'homme que Briand avait supplanté à **la Lanterne**, M. Lajeune-Vilar, profitât de la campagne électorale de Levallois-Clichy pour démontrer, preuves et chiffres à l'appui, que Briand était l'homme des Pereire à **la Lanterne**. Il le fit dans le journal local, **l'Indépendant** de Levallois-Perret du 1er mai 1898. Le coup porta, on le pense bien. De telle sorte qu'au premier tour, un autre candidat socialiste, le tailleur de pierres Victor Renou, appartenant au parti allemaniste, arrivait en tête de tous les candidats avec 4.261 voix tandis que Briand n'en recueillait que 2.334 et se voyait obligé de se désister en faveur de Renou qui était élu au second tour.

Suarez raconte que deux orateurs de la Bourse du Travail, Pelloutier et Lavaud, intervinrent au cours de la campagne électorale et engagèrent les ouvriers à voter pour Briand. Il faut l'ignorance de Suarez dans le domaine socialiste pour avancer pareille invraisemblance. D'abord, Pelloutier était anarchiste, donc pareille intervention de sa part était invraisemblable ; ensuite, comme secrétaire de la Fédération des Bourses du Travail, il était tenu à rester en dehors des luttes électorales. On doute au surplus que Briand eût invité Pelloutier à venir dans cette circonscription où quelque ouvrier n'aurait pas manqué de lui parler des accusations portées par M. Lajeune-Vilar. Comble d'invraisemblance, on voit mal Lavaud, membre du Comité fédéral des Bourses, mais aussi secrétaire du parti allemaniste, venant conseiller aux ouvriers de Clichy et de Levallois de voter contre le candidat de son propre parti, Victor Renou, et pour Briand.

L'homme qui monnayait son désistement en 1889, celui qui devenait l'homme de confiance de Pereire à **la Lanterne** en 1896-1898, celui par qui venaient au **Journal du Peuple** les fonds de Rothschild pendant l'affaire Dreyfus, celui qui acceptait ou sollicitait pour **l'Humanité**, **l'Humanité** de Jaurès, les versements tsaristes — quand parurent les Documents Raffalovitch, stupeur parmi les anciens de **l'Humanité**, qui se reportèrent aux dates ; c'était le temps où Briand en était l'administrateur — l'homme qui a fait tout cela dans les quinze premières années de sa vie politique ne manquait certes pas d'estomac. S'il n'a pas eu de passion déréglée pour les idées, il possédait une certaine virtuosité pour jongler avec les réalités.

En mourant il laissera à ses héritiers quelque chose comme trois millions. Il avait su faire ses affaires. Il avait réussi de toutes manières : argent, pouvoir et gloire. Belle fortune, grande carrière, réputation mondiale. Il incarne le type de l'arriviste qui est arrivé.

Pourtant il ne mourra pas avec sérénité, il mourra très malheureux. A Versailles, un an avant, le jour où il sera battu aux élections pour la présidence de la République, il s'évanouira dans les bras d'Herriot, qui devra l'étendre sur une banquette. Les députés et les sénateurs français lui avaient préféré Paul Doumer. A la politique de Genève, dont l'épuisement fatal était visible, ils avaient préféré la politique d'un nationalisme racorni dont la stupidité et la malfaisance étaient aussi éclatantes.

Ce que l'on a moins remarqué, tant la mémoire des hommes est courte, c'est que les deux candidats qui s'affrontèrent pour la présidence de la République en 1931 étaient l'un et l'autre des renégats : l'un un renégat du radicalisme, l'autre un renégat du socialisme. Doumer, l'un des chefs du radicalisme en 1896, au moment de déposer un projet d'impôt sur le revenu, avait résigné son mandat de député et accepté le poste de gouverneur de l'Indochine. Grand scandale à l'époque. Il partit avec l'étiquette de traître. L'oubli se fit et quand il revint, on disait de lui : c'est un malin ! Exactement ce qu'on dira par la suite de Briand. La III^e République avait le choix en 1931 entre deux malins, deux renégats. C'est à cela qu'elle était tombée.

L'année d'après, Briand mourait. Il mourait seul, sans foyer, sans enfants, sans amis, sans partisans. Il avait tout obtenu, ce presque tout. Ce tout, s'est-il aperçu que ce n'était rien ?

L'Histoire retiendra-t-elle son nom ? C'est peu probable. Elle estimera qu'il a touché de son vivant plus que son dû. Elle sera plus généreuse pour Fernand Pelloutier qui n'aura vécu que pour ses idées.

Suarez n'a rien compris à Pelloutier. C'est assez naturel. Il n'a même pas pris la peine de s'informer, et de contrôler ce qu'il a trouvé dans les papiers de Briand. De là qu'il ait osé dire que sans Briand Pelloutier n'eût rien été. Surtout, ne partageant aucune des espérances du socialisme, il ne pouvait comprendre pourquoi Pelloutier, mort depuis près de cinquante ans, reste toujours vivant, mêlant son pas aux nôtres, nous réconfortant par ses leçons et par son exemple.

Pierre MONATTE

La mission ouvrière

La classe ouvrière poursuit un double but : se protéger, d'abord, contre l'exploitation immédiate, diminuer la somme de labeur et relever les salaires « de famine » à quoi la réduit un système économique dans lequel la dépréciation progressive et constante des produits n'empêche pas le Capital de poursuivre toujours son augmentation ; en second lieu, bâtir un état social où, soit par la détermination d'une « valeur » scientifique et équitable des choses (théorie collectiviste, soit par la suppression de toute valeur (théorie communiste), la totalité des hommes serait tenue de produire, où, par suite, l'effort collectif proportionnerait le labeur à la vie, assurerait l'existence à tous et rendrait inutiles les rouages administratifs et politiques institués pour imposer le respect des privilèges.

Fernand PELLOUTIER.

Pourquoi une Fédération syndicaliste des travailleurs des P.T.T. ?

Le Comité d'action syndicaliste des P. T. T., organisme ayant succédé au Comité national de grève, vient de se transformer en Fédération syndicaliste des travailleurs des P. T. T. dans son Conseil national des 10 et 11 juillet.

Ainsi les postiers ont choisi. Quarante départements ont affirmé que « leur salut professionnel ne pouvait se faire sans redressement syndicaliste » et qu'un tel redressement n'aurait jamais lieu dans une Fédération postale soumise au parti communiste. La résolution suivante, votée dans l'enthousiasme, exprime la pensée unanime des délégués :

L'assemblée nationale du Comité d'action syndicaliste des Travailleurs des P. T. T., réunie à Paris les 10 et 11 juillet 1947, décide la constitution immédiate, dans le cadre de la loi du 21 mars 1884, d'une « Fédération Syndicaliste des Travailleurs des P. T. T. ».

En application de cette décision, elle invite les groupes départementaux du C. A. S. à se transformer sans délai en sections fédérales et à procéder à l'organisation des Syndicats suivants :

- 1) Syndicat départemental du Personnel des Services Techniques ;
- 2) Syndicat départemental des Employés ;
- 3) Syndicat départemental des Agents du Service Général ;
- 4) Syndicat départemental des Cadres du Service Général ;
- 5) Syndicat départemental des Cadres des Services Administratifs ;
- 6) Syndicat départemental des Receveurs et Chefs de Centre.

Le Bureau et la Commission exécutive du C. A. S. assumeront provisoirement les charges des organismes directeurs de la Fédération nouvelle. Ils créeront à leurs côtés six secrétariats professionnels nationaux correspondant aux syndicats départementaux.

Cette formation une fois constituée, le Bureau et la C. E. provisoires réuniront un congrès qui élaborera souverainement la charte définitive de la Fédération.

**

Les actuels dirigeants de la « Fédération Postale », en livrant ses syndicats au Parti communiste ont trahi le syndicalisme.

De plus, ils ont :

Violé les ordonnances d'Alger du 27 juillet 1944, qui prescrivaient la reconstitution des organisations syndicales dans leur forme de 1939 ;

Livré à une police complaisante ou à une Commission d'épuration docile les militants dont l'action syndicaliste mettait en échec leur entreprise ;

Utilisé systématiquement la calomnie pour discréditer tous les défenseurs du syndicalisme indépendant et recouru à la violence et à l'intimidation pour éloigner de l'action tous ceux qui ne leur étaient pas strictement soumis ;

Ruiné les résultats d'un demi-siècle d'efforts syndicalistes et compromis les revendications du personnel par incompetence ou médiocrité en subordonnant constamment les intérêts professionnels à des préoccupations politiques ou partisanses ;

Joué l'odieux rôle de briseurs de grève et réclamé

des sanctions contre les grévistes lors de la grève d'août 1946, d'inspiration purement professionnelle ;

Conservé enfin la direction de la Fédération malgré la condamnation unanime des adhérents.

**

Cette attitude, ces méthodes, cette action, qui détruisent progressivement le patrimoine matériel et moral du syndicalisme postal ont brisé l'unité syndicale.

Les adhérents ne participent plus à la vie fédérale. Ils se réfugient dans l'isolement ou constituent des groupements particuliers dont on compte déjà une douzaine.

Pour conserver l'unité d'organisation, les syndicalistes ont cependant consenti aux plus lourds et plus douloureux sacrifices. En vue d'un apaisement et d'une réconciliation possible, ils ont fait taire leur révolte, subi dans le silence l'injustice faite aux meilleurs de leurs militants, et recherché avec patience les formules d'accord susceptibles de sauver l'unité morale et matérielle du mouvement.

Ils ont échoué. Le Comité d'Action Syndicaliste a dû prendre acte de l'impossibilité de restaurer l'indépendance et l'unité syndicales, dans le cadre de la Fédération actuelle et se résoudre à la formation d'une organisation nouvelle.

Provisoirement, « La Fédération Syndicaliste des Travailleurs des P. T. T. » restera autonome.

Pour la première fois depuis la création du mouvement syndicaliste postal, les postiers syndicalistes doivent abandonner la Confédération Générale du Travail.

S'ils le font aujourd'hui sans hésitation et sans regret, c'est que la C. G. T. est vidée de son contenu syndicaliste, qu'elle n'est plus l'expression du syndicalisme traditionnel et qu'elle est soumise aux mêmes sujétions politiques que la Fédération Postale.

Mais les postiers affirment une fois de plus leur attachement à la classe ouvrière.

Leur éloignement de la C. G. T. ne saurait être interprété comme une rupture de la solidarité qui les lie indissolublement à l'ensemble des travailleurs.

**

En dépit de l'effacement actuel du syndicalisme français, l'assemblée nationale du Comité d'Action Syndicaliste des Travailleurs des P. T. T. proclame sa foi dans sa renaissance. Elle est assurée du succès de son effort dans le cadre de l'entreprise des P. T. T.

Elle espère que cette initiative et ses conséquences heureuses seront un exemple et apporteront un réconfort et un encouragement à tous les travailleurs qui luttent pour la libération de leurs syndicats.

Demain, elle en est convaincue, une C. G. T. unissant tous les travailleurs dans l'indépendance et la liberté assumera de nouveau la mission révolutionnaire et constructive du syndicalisme.

**

Avant de se séparer, l'assemblée nationale du Comité d'Action Syndicaliste adresse un appel fervent à tous les postiers, à ceux qui poursuivent encore un effort méritoire mais vain au sein de la

Fédération domestiquée, comme à tous ceux qui, découragés ou déçus, se sont résignés à l'inaction ou résolus à la création de groupements de catégories.

Elle demande à tous d'adhérer à la Fédération Syndicaliste, de lui apporter leur concours et de lui donner ainsi la puissance immédiate indispensable pour sauver ce qui reste des constructions du passé, faire face aux redoutables dangers du présent et préparer les conquêtes de l'avenir.

Un peu d'histoire.

Comment les postiers syndicalistes sont-ils venus à la scission malgré leur profond sentiment d'appartenir à la grande famille ouvrière ?

Le congrès de fusion, en décembre 1935, avait réalisé l'unité des postiers unitaires et confédérés dans une Fédération postale de structure imparfaite sans doute, mais perfectible. Leur syndicat le plus actif, le Syndicat national des Agents, était farouchement démocratique avec des principes intransigeants :

Renouvellement des mandats du bureau tous les deux ans ;

Interdiction des cumuls politiques et syndicaux ;

Elections au suffrage universel à bulletins secrets.

Ces règles statutaires avaient permis aux postiers de former sans cesse de nouveaux militants responsables devant leurs adhérents et, dans les congrès, toute la charte fédérale était évoquée pour étayer leurs convictions.

Indépendants, batailleurs et résolus, les postiers se trouverent toujours à l'avant-garde des mouvements de libération prolétarienne.

En détruisant la maison confédérale. Vichy ne put obtenir aucun compromis des militants de la Fédération postale. C'est ce qui explique, ici comme ailleurs, la méthode stalinienne employée pour évincer les militants syndicalistes. A défaut de faits, on tronquera une parole pour incriminer Mathé, le plus gênant de tous. Avec « plutôt la servitude que la guerre » on peut transformer un pacifiste en criminel de guerre.

Mathé, Fronty, Cougnenc, Charlotte Bonnin en prison sur dénonciation de Fleury, les communistes s'installent à la Fédération postale et vont entreprendre leur syndicalisme à la russe avec l'accord tacite du collaborateur Collet et des résistants officiels.

Les militants syndicalistes de la base qui ont vécu la confusion et la terreur des assemblées générales d'alors se souviennent de l'acharnement que mirent Fleury, Gourdeaux et Marie Couette à dénaturer le caractère démocratique des assemblées.

Pas question alors de discuter des problèmes professionnels ; on n'est venu que pour crier sa haine ou adorer les sauveurs néo-patriotes.

Si un militant courageux ose se lever pour questionner ou répliquer, il est rappelé durement à la discipline et déclaré suspect d'être l'ami des traîtres. Si bien que dès ce moment plusieurs d'entre eux avaient compris que le

sens des mots avait changé. Le mot « libération » n'exprimait plus que la servitude, le mot « unité » signifiait élimination des indépendants.

Mathé et Fronty sont libérés en décembre devant l'évidence de leur innocence. Mais Edmond Fronty ne se remettra pas ; atteint d'une maladie de cœur, il succombera en octobre 1945. On peut dire assassiné par la dénonciation de Fleury et par les attaques des staliens.

Pendant ce temps Astrié, Guillemot et quelques autres osaient affronter les partisans dans la C. E. de la Fédération postale irrégulièrement désignée, laquelle préparait un congrès où les manœuvres devaient triompher. La bataille s'annonçait sur le plan statutaire entre Fédération d'Industrie et syndicat unique.

Pour parvenir à leurs fins, les staliens tenaient les assemblées générales de section dans la confusion, refusant la parole aux syndicalistes, si bien que les adhérents venus une fois refusaient de revenir dans une assemblée « où on ne fait que de la politique ». C'est bien ce qu'espéraient les partisans : vider la maison et voter pour les absents.

Le Congrès de Limoges.

Ainsi se prépara le Congrès de Limoges. En dépit de la confiance de Grimaldi, malgré les ressources tactiques de Bardin, les militants savaient qu'ils allaient enterrer le syndicalisme postal. L'opération répétée dans toutes les assemblées générales de France réunit non un congrès mais un meeting communiste, où les militants courageux qui affrontèrent la tribune subirent les injures et les sifflets. Cependant, rien ne les arrêta. Le procès de la Fédération postale communiste s'ouvrit à Limoges et s'orienta en fin de congrès vers la formation d'un Comité de vigilance.

L'affaire Stoësel

Ayant extorqué des statuts concentrant les pouvoirs syndicalistes entre leurs mains, les communistes vont s'employer à poursuivre leur domestication en éliminant les militants indépendants qui détiennent encore des sections fédérales importantes. Stoësel est secrétaire de la Fédération postale du Nord. Il a pris parti à Limoges. La Fédération postale envoie sur place un de ses secrétaires, Planès, pour monter l'affaire. Stoësel a été résistant. On trouvera des faux témoins pour l'accuser de trahison. Les témoins catéchisés font leur besogne. Mais il y a des juges à Lille et Stoësel n'a pas de peine pour faire déclarer son innocence. Les faux témoins sont condamnés en diffamation. Mais le Conseil national de la Fédération postale n'en persiste pas moins dans sa décision d'exclure Stoësel de la Fédération du Nord.

Que pensent de tout cela les adhérents du Nord ? Ils sont avec Stoësel. Ils refusent d'exécuter les ordres de la Fédération et maintiennent Stoësel au secrétariat.

Le Comité de vigilance.

Formé à l'issue du Congrès de Limoges, le Comité de vigilance se propose de rassembler les postiers indépendants. Son organisme directeur n'est pas unanime dans les moyens à employer.

Bardin et Grimaldi veulent se battre dans les sections fédérales. Astrié et Guillemot répliquent que les statuts de Limoges ne leur donnent pas le droit de former des minorités.

Le mécontentement de la base.

Les adhérents se désintéressent d'un syndicalisme qui ne propose que bals, sorties et discours. « Travaillez d'abord. » « Augmentez le rendement », dit la C. G. T. Mais avec le ventre vide les postiers constatent que c'est toujours ceux qui ne font rien qui exigent le plus de ceux qui travaillent. Les délégués se gardent bien de venir dans les salles de travail ; ils siègent dans des bureaux éloignés du trafic. Pour leur parler le personnel doit subir les discours-maison.

Si tout marche mal, c'est la faute aux traîtres et les tracts diffamateurs continuent, mais personne ne les lit plus. A ceux qui insistent sur les questions professionnelles on ose dire : « Vous me faites perdre mon temps. »

La nouvelle structure fédérale crée des cloisons étanches entre les catégories, l'incompétence des délégués multiplie le mécontentement. Les adhérents s'aperçoivent qu'ils ne sont que des payants.

La grève du 29 juillet au 4 août 1946.

La Fédération postale a posé une vieille revendication chère aux postiers : les parités externes. Pour l'obtenir elle décide une grève de quelques heures. La grève a lieu dans l'unanimité, mais l'objectif n'étant pas atteint, les Fédérations du Nord, du Puy-de-Dôme et de la Gironde refusent de reprendre le travail. La Fédération postale maintient l'ordre de reprise. En réponse, les sections en lutte, augmentées de Marseille et Lyon, envoient des délégués à Paris auprès de la Fédération postale afin qu'elle poursuive la grève jusqu'à satisfaction. Le secrétaire fédéral refuse d'écouter les délégués qui parlent au nom de la base.

C'est alors que se fait jour aux yeux de tous la domestication politique des militants fédéraux. Les postiers de toutes catégories se mettent en colère. Dans chaque bureau un comité de grève est spontanément formé. Les militants qui se révèlent ces jours-là trouvent naturellement les formules syndicalistes : « Grève jusqu'à satisfaction ; démission des fédéraux briseurs de grève ; le syndicalisme doit être indépendant ; nous voulons donner des ordres à la Fédération et non en recevoir. »

Ces formules venues de la base rejoignent celles du Comité de vigilance qui se transforme alors en « Comité national de grève » ayant à sa tête les militants de Lille, Clermont-Ferrand, Bordeaux, Aurillac et Limoges, promoteurs du mouvement.

Les grévistes reçoivent partout comme il

convient les ordres de reprise du service donnés par le bureau fédéral. A Bordeaux, Planès, venu en avion, ne peut se faire entendre. A Marseille, Tancrede perd la face après avoir envoyé les dockers charger les grévistes qui se défendent. Et la grève s'étend toujours. Téléphone et télégraphe ne fonctionnent que pour donner la température.

La Fédération postale va-t-elle céder ? Pas question. Les permanents, et ils sont nombreux, se démenent pour éviter l'arrêt du trafic dans la capitale au moment où Molotov siège à la Conférence. Peine perdue. Paris échappe à la Fédération. Saint-Lazare a commencé ; le Central télégraphique hésite entre la solidarité et la pression des fédéraux ; l'Inter est le siège d'une bataille entre syndicalistes et partisans, ces derniers parcourant les salles en jouant les flics sans pudeur.

Enfin la conscience l'emporte. La poste parisienne, l'Inter, le Central télégraphique s'arrêtent. Paris conspu la Fédération, ses amis, les fidèles, les accueillant aux cris de « démission. » La Fédération des briseurs de grève est débordée. Elle en convient devant le ministre après un ultime appel à la radio qui complète son déshonneur. Ses lettres de mouchard (que nous publions ci-après) seront photographiées et envoyées partout. Les manœuvres pour empêcher le Comité national de grève d'être reçu par le ministre échouent devant la résolution inébranlable des postiers de continuer jusqu'à satisfaction.

Le Comité de grève est enfin reçu. Il parle fort, sûr de sa puissance et un vote de nuit au Parlement lui assure enfin la victoire. La grève a duré huit jours.

*

**

Voici le texte du tract adressé par le Comité national de grève aux postiers syndiqués et contenant les lettres précitées :

« Les dirigeants actuels de la Fédération postale ont, au cours de notre grève victorieuse, réclamé des sanctions contre les postiers en lutte.

« Voici d'abord la reproduction photographique d'une lettre adressée aux ministres, le 1er août 1946 et signée Georges Hallé, secrétaire administratif de la Fédération postale :

Paris, le 1er août 1946.

Monsieur le Ministre,

Nous avons l'honneur d'appeler votre bienveillante attention sur une situation qui menace grandement le bon fonctionnement des P. T. T. et par conséquent la vie de la nation.

L'extrême lenteur avec laquelle les services du Ministère des Finances examinent les revendications légitimes des Travailleurs des P. T. T. a provoqué un mécontentement profond. Ce sont là les raisons qui ont motivé les manifestations du 11 et du 30 juillet dont le succès prouve l'attachement du personnel aux revendications posées par notre organisation syndicale.

Mais, en opposition avec les directives données par notre Fédération postale, soucieuse de ses responsabilités devant le pays, des éléments irresponsables exploitent le mécontentement de nos camarades pour provoquer des troubles dans la marche des services. Cependant que la Fédération postale dé-

nonce par tous les moyens ces provocations et ces sabotages, vous ne manquerez pas d'être surpris, comme nous-mêmes, de l'indifférence, voire de la complicité de certains chefs administratifs à l'égard des instigateurs des actuelles perturbations de service.

Nous avons cru devoir, Monsieur le Ministre, soumettre ces quelques réflexions à votre jugement afin de mettre fin à une situation que nous estimons regrettable.

Veuillez croire, Monsieur le Ministre, à l'assurance de notre parfaite considération.

Pour le Secrétaire général PICCOT,
Georges HALLE

« Auriez-vous encore des doutes ? Alors, prenez connaissance du rapport reproduit ci-après et adressé par le directeur régional des Acheminements de la Région parisienne au ministre des P. T. T., le 2 août 1946.

Paris, le 2 août 1946.

Le Directeur Régional de l'Acheminement Postal de la Région Parisienne et des Services Ambulants, à Monsieur le Ministre des P. T. T.

Cabinet du Ministre,

Comme suite à mes communications téléphoniques de la matinée, j'ai l'honneur de vous confirmer que les Bureaux gares de Paris-St-Lazare et Paris-Nord se sont mis en grève respectivement à 0 heure et 6 heures.

Le Centre de tri de Paris-Austerlitz a également cessé le travail à partir de 10 heures.

Le travail se poursuit normalement à Paris-P.L.M., Est et Montparnasse.

D'autre part, vers 11 heures, les membres de la Commission Syndicale Régionale des Services Ambulants (MM. Delherbe, Pénissart, Béliard et Lallane) sont venus me demander audience.

Ils m'ont déclaré qu'ils étaient mandatés par la Fédération postale pour manifester leur étonnement de voir l'Administration rester neutre devant les mouvements de grève qui se déclenchent dans divers services à l'encontre des instructions de la Fédération.

Ils demandent que des mesures soient prises pour réprimer ces mouvements.

Au cas contraire, une campagne de presse serait menée dès ce soir ou demain dans certains journaux pour dénoncer la passivité de l'Administration et même son entente avec les grévistes.

Je ne manquerai pas de vous tenir au courant de l'évolution de la situation.

Le Directeur Régional
de l'Acheminement de la Région Parisienne
des Services Ambulants

Le Comité national de grève tirait immédiatement la leçon de ces documents :

« Si notre grève revendicatrice n'avait pas réussi, si l'Assemblée nationale constituante, unanimement, n'avait donné raison à l'ensemble des postiers en lutte, de nombreux camarades grévistes seraient aujourd'hui sanctionnés et les responsables du mouvement de grève révoqués ou jetés en prison.

« Soutenir les actuels dirigeants de la Fédération postale c'est se faire leurs complices et approuver leurs méthodes antisyndicales et antiouvrières.

« Postiers syndiqués ! Soyez seuls juges et

condamnez sévèrement les traîtres et les imposteurs. Ne vous faites pas les complices de ceux qui se sont à tout jamais discrédités aux yeux de la corporation.

« Plus de briseurs de grève dans nos organisations syndicales.

« Faites vous-mêmes l'épuration qui s'impose ! »

Le Congrès de Montrouge.

Si les comités de grève ont mesuré l'abîme qui les sépare de la Fédération postale, ils n'entendent pas se subordonner à elle sans justification démocratique. Le congrès des comités de grève, réuni en août à Montrouge, demande à l'unanimité « le renouvellement des sections au suffrage universel et au bulletin secret et la convocation d'un congrès d'unité avec ou sans la Fédération postale. »

Béreaux et Bardin refusent de voter « avec ou sans la Fédération postale » et proposent une motion semblable sans ces mots. Ils sont battus à une forte majorité, les grévistes d'hier ne pouvant admettre de s'incliner devant les briseurs de grève.

Les positions se précisent.

Le Comité de grève a conduit les postiers à la victoire. Mais la Fédération postale n'entend pas lui en laisser les fruits. Elle ira jusqu'au torpillage des revendications pour lui en imputer l'échec. La résolution de Montrouge ne saurait l'émouvoir. Le suffrage universel est antistalinien. Les statuts de Limoges sont inbranlables.

Le Comité national de grève multiplie ses démarches auprès de la C. G. T. pour fléchir la Fédération, c'est-à-dire obtenir un congrès précédé d'une véritable consultation des syndiqués.

Mais ces tentatives échouent. La Fédération reste sur ses positions. Céder au suffrage universel, c'est signer son arrêt de mort. Elle décide donc un congrès extraordinaire sur la base des statuts de Limoges.

Dans un Conseil national tenu le 6 octobre 1946 les positions se précisent au Comité de grève. Bardin, Grimaldi et Béreaux se prononcent pour aller au congrès sans les garanties démocratiques qu'ils exigeaient à Montrouge. La subtilité dialectique de Bardin prétend ne rien craindre d'un contact avec les briseurs de grève. Il accepte avec ses amis de se présenter à la commission exécutive fédérale. Nouveau langage qui précise une évolution inexplicable depuis août. Croyait-il alors que la Fédération céderait ? Quoi qu'il en soit, le 6 octobre, Bardin affirme son attachement à la C. G. T. et à la Fédération syndicale mondiale. Le mythe de l'unité rend Béreaux sentimental. Mais Mourguès, Leprix et la majorité restent fidèles à la résolution de Montrouge et se refusent à capituler devant les exigences de la Fédération. Un referendum envoyé aux sections leur donne raison.

Bardin, Béreaux et Grimaldi quittent le Comité national de grève et vont accepter de collaborer avec les stalinien.

Le Comité d'action syndicaliste.

Un moment troublé par la défection d'une partie de son bureau, le Comité de grève ne tarde pas à se ressaisir. Comme toujours la province l'encourage. Les militants éloignés veulent connaître les raisons qui ont précédé la rupture. Le Comité de grève parcourt la France pour éclairer ses adhérents. Bientôt son effort est récompensé.

On discute encore rue de Berne, mais tout le monde est d'accord pour conclure que la Fédération postale n'est pas habitable pour des syndicalistes, qu'il faudra bien un jour créer la maison où les postiers pourront entreprendre leur salut professionnel.

Le 6 décembre, une Conférence nationale va transformer le Comité de grève en Comité d'action syndicaliste.

Les délégués de Lyon et de Marseille y déclarent déjà qu'ils sont prêts à aller jusqu'au bout, leurs adhérents ne voulant plus entendre parler de la Fédération postale et de la C. G. T.

Tenue la veille du Congrès extraordinaire de la Fédération, cette conférence adopte la déclaration suivante :

« La conférence déclare que le conflit opposant les postiers syndicalistes à la direction politique de la Fédération postale reste entier et ne se règlera qu'avec la restauration de l'indépendance absolue de la Fédération et la reconnaissance au suffrage universel avec vote secret et par correspondance comme moyen d'expression de la volonté des syndiqués. »

Elle souligne que le Congrès extraordinaire de la Fédération postale restera, malgré le luxe des précautions prises par les dirigeants pour sauver les apparences, une manifestation sans intérêt professionnel, fruit de délibérations d'assemblées générales désertées par les syndiqués et politiquement orientées par les décisions préalables des cellules et des rayons. »

Les syndicalistes ne participeront pas à ce Congrès, quelques militants qui s'y présenteront ne siégeront qu'en observateurs ou pour s'élever une fois encore contre la stricte soumission des dirigeants fédéraux au parti communiste et porter condamnation de l'attitude scandaleuse de briseurs de grève qu'ils ont adoptée lors de la grève générale du 30 juillet au 4 août. »

Pour continuer la lutte engagée, lui donner le maximum d'efficacité et atteindre à l'unité détruite par le fait même de l'aliénation de l'indépendance et de l'autonomie de la Fédération, la conférence décide :

De transformer le « Comité national de grève » en « Comité d'action syndicaliste. »

Elle donne mandat au bureau du « Comité national de grève » d'organiser immédiatement ce mouvement, de créer dans tous les services et tous les départements des groupes locaux et d'établir des liaisons confédérales qui permettront aux postiers de participer à l'effort de tous les travailleurs résolus à sauver le syndicalisme. »

Pour développer sa propagande, le Comité d'action syndicaliste devra s'efforcer de publier périodiquement un journal ou un bulletin qui prendra pour titre « Le postier syndicaliste ».

L'assemblée nationale lance un appel fervent à tous les postiers de toutes opinions et de toutes tendances pour qu'ils consacrent des efforts grandissants à la reconstruction d'une Fédération postale vigoureuse et unie, seule susceptible d'assurer victorieusement la défense de leurs libertés et de leurs intérêts gravement menacés. »

Elections et violences.

De janvier à février ont lieu des élections administratives aux Conseils de discipline, Commissions d'avancement, etc. Le Comité d'action syndicaliste l'emporte dans les groupes importants en dépit de ses faibles ressources et des manœuvres de dernière heure de la Fédération. Les méthodes de gangsters continuent. Les bulletins du C. A. S. sont confisqués à l'imprimerie par le « coco » de service avec menace envers les imprimeurs. Le dévouement de nos camarades typos permet cependant à nos bulletins de sortir.

La victoire du C. A. S. aux élections apporte confirmation aux militants que leur effort est suivi avec sympathie.

Le C. A. S. prend sa tâche au sérieux. Il prépare l'outil de libération du syndicalisme postal. Les événements vont précipiter son évolution. En se désintéressant des questions professionnelles, la Fédération postale multiplie le mécontentement des catégories. La dissidence se précise. En décembre, chez les contrôleurs-rédacteurs se forme une association ; l'Amicale des C.I.E.M. se forme en janvier. Les commis N. F. (Nouvelle formule) et les receveurs partent ensuite.

Les militants du C. A. S. n'ont pas les raisons de la Fédération pour préférer l'unité par le vide à la perte de leur place. Un cri d'alarme secoue le C. A. S. Lyon et Marseille réclament une Fédération syndicaliste, seule capable d'arrêter les scissions de catégories.

Les uns poussent, les autres sont poussés. Mais tous sont d'accord pour préparer la maison future avec les garanties démocratiques indispensables. La Fédération postale en imposant son syndicat unique a vidé les organisations. La nouvelle Fédération respectera l'indépendance des catégories en préservant l'unité du groupement.

Il reste à vaincre l'attachement sentimental des militants pour la vieille C. G. T. devenue une maison de servitude. Les syndicalistes de la rue LaFayette parlent de catastrophe au mot de scission. Mais on comprend de moins en moins au C. A. S. comment ils peuvent accepter les reniements qu'on leur impose : les impératifs élastiques subordonnés aux ordres du parti, les cumuls politiques et syndicaux, les permanents, les processions, les mascarades et le tam-tam autour des six millions d'adhérents incontrôlables. La catastrophe, la voilà !

Si les postiers syndicalistes quittent la rue Lafayette ils sont convaincus qu'ils portent en eux l'esprit révolutionnaire qui anima autrefois la C. G. T. Aucun camarade de bonne foi ne suspectera leur conscience ouvrière. Pensant ainsi, ils vont prendre leurs responsabilités.

Et le 10 juillet ils furent compris. Les délégués de Renault, des Cheminots et du Spectacle vinrent saluer leur Fédération, leur donnant l'espoir que renaîtra bientôt une C. G. T. syndicaliste.

Henriette BRISSAC

Le massacre de Sfax

Le 5 août, vingt-six grévistes sont tombés devant la gare de Sfax sous les balles de soldats français. Jadis un sursaut d'indignation aurait soulevé la classe ouvrière de ce pays. Aujourd'hui, à peine une vague d'émotion et la C. G. T. se croit quitte avec un bannal communiqué de protestation.

Pourtant les faits méritent d'être examinés de près. Depuis un mois, l'Union générale des travailleurs tunisiens, l'U. G. T. T., la plus importante des centrales syndicales tunisiennes — car il y en a plusieurs — et celle qui groupe particulièrement les travailleurs indigènes, avait annoncé un mouvement de grève générale pour le 4 août, si le gouvernement tunisien maintenait sa décision de fixer à 5.096 francs le taux mensuel du minimum vital.

L'U.G.T.T., d'accord avec le cartel des syndicats fédérés et avec la section tunisienne de la C. F. T. C. avait tout d'abord revendiqué 7.000 fr., alléguant que depuis la baisse des 10 pour cent le prix de la vie avait en réalité augmenté de 70 pour cent. Puis elle avait réclamé simplement 6.000 fr. Cet effort de conciliation avait été inutile.

Seule, l'une des centrales syndicales, l'U. S. T. T., s'était prononcée en faveur du point de vue gouvernemental. Seule d'ailleurs elle était reçue par lui. Par deux fois, le 13 juillet et le 30 juillet, des demandes d'audience formulées par le Cartel des syndicats fédérés avaient été repoussées par le résident général.

Qui est ce résident ? M. Mons. Avant guerre l'un des militants staliniens du syndicat national des Contributions indirectes.

Qu'est l'U. S. T. T. ? La centrale syndicale tunisienne d'obéissance stalinienne.

La situation syndicale en Tunisie préfigure ce qui existera en France un jour prochain. En mars 1944, l'Union des syndicats confédérés de Tunisie, alors reliée à la C. G. T., passait, par les manœuvres courantes, sous la tutelle des staliniens. La désagrégation commençait. Farhat Hached, l'actuel secrétaire général de l'U. G. T. T., alors secrétaire de l'Union locale des syndicats confédérés de Sfax, refusait d'accepter cette tutelle et se mettait à former les syndicats autonomes de travailleurs indigènes qui devaient constituer l'U. G. T. T. Farhat Hached reprenait avec plus de succès la tâche de la C. G. T. tunisienne d'il y a vingt-deux ans.

En octobre 1946, l'Union des syndicats de Tunisie, déjà amputée de la plus grosse partie de ses éléments indigènes, décidait de se détacher de la C. G. T., de se transformer en Union syndicale des travailleurs tunisiens et demandait son adhésion à la Fédération syndicale mondiale. Demande acceptée; d'ailleurs appuyée par les secrétaires staliniens de la C. G. T. Nouvelle amputation; cette fois un certain nombre de syndicats tenant à rester à la C. G. T., particulièrement des syndicats de fonctionnaires et de services publics, formaient le Cartel des syndicats fédérés de Tunisie. La Tunisie comptait désormais trois centrales syndicales, même quatre si l'on compte la section tunisienne de la C. F. T. C.

Si les travailleurs tunisiens avaient gardé leur unité, le gouvernement aurait été contraint d'accepter le taux de 6.000 francs. L'U. S. T. T. n'aurait pas pu faire le jeu du résident général. La grève générale n'aurait pas été nécessaire. L'U.S.T.T. n'aurait pas eu l'occasion de qualifier ce mouvement, dans la presse de Tunis, d'ignoble provocation et de manœuvre des diriseurs de la classe ouvrière. Les dirigeants staliniens de l'U. S. T. T. ne se seraient pas conduits comme des jaunes. Leurs protecteurs de la F. S. M. et de la C. G. T. n'auraient pas aujourd'hui à leur en demander compte.

Le gouvernement n'ayant pas cédé, le lundi 4, la grève générale continua le mardi 5. Aggravée par l'annonce de la réquisition des chemins de fer. Le résident général avait été mis en demeure d'obéir à la compagnie de Sfax-Gafsa, qui fait la loi en Tunisie. Les troupes du général Duval furent appelées à faire marcher les chemins de fer.

Résultat : 26 morts, 150 blessés.

Suivant la tradition militaire et gouvernementale,

ce sont les grévistes qui auraient attaqué la troupe. Une telle affirmation se détruit elle-même. Il suffit de constater que tous les morts sont du même côté, du côté des grévistes. Le sang ouvrier, dans une grève générale, a coulé une fois de plus.

A qui en incombe la responsabilité ? En premier lieu à M. Mons, résident général, et au général Duval, déjà célèbre par sa conduite, l'an dernier dans le département de Constantine, le général Duval dont les bourgeois disent que sans lui ils étaient fichus.

Mais résident et général dépendent du gouvernement français. Ils sont censés en dépendre comme le gouvernement est censé gouverner. Devant les 26 cadavres de Sfax, le socialiste Ramadier, président du Conseil, n'a pu faire qu'une chose : couvrir résident et général, c'est-à-dire prendre la responsabilité qu'ils avaient assumée, le crime qu'ils avaient commis, pour rassurer colons, patrons, conservateurs et exploités de toute sorte.

**

Nous ne connaissons pas de meilleur récit des faits survenus en Tunisie le 4 août, que la déclaration suivante émanant du Parti libéral constitutionnel tunisien, parti plus connu sous le nom de Destour.

Saisie de longue date des revendications ouvrières touchant le taux minimum vital, les salaires agricoles et les salaires des chantiers de travail, l'Administration est restée sourde et inerte. Informée qu'une grève générale de protestation allait éclater dans un mois, à partir du 1er juin 1947, l'Administration a laissé expirer le délai sans agir, a adopté vis-à-vis des dirigeants de l'U. G. T. T. une attitude vexatoire, se refusant à recevoir ses délégués, puis se décidant à les convoquer et à les entendre, pour les éconduire finalement malgré la légalité de leur existence et la légitimité de leurs revendications.

La grève générale n'a pas eu lieu pour cela.

Le mois de juillet a vu enfin se confronter les thèses ouvrières et patronales, sous les yeux d'une administration qui, appelée à arbitrer le conflit, a montré peu d'empressement à rendre sa sentence, au mépris de ses propres promesses. Ce n'est que vers la fin juillet qu'elle s'est décidée à se prononcer pour un minimum vital défavorable par son taux et ses modalités aux revendications des travailleurs. Presque aussitôt, les quelques avantages qui allaient être concédés se trouvaient annulés par une augmentation substantielle du prix du pain. Financièrement et psychologiquement, la sentence arbitrale de l'Administration devenait une solution injuste et irritante. L'arbitre a affirmé être allé « aux limites extrêmes des possibilités » ; aujourd'hui, après la catastrophe, il envisage de reconsidérer sa décision. Puisque la révision était possible, il aurait mieux valu la faire à temps, pour éviter une grève fatale, épargner le sang versé et avoir le bénéfice moral de la « concession ».

Bien mieux : quand on a eu la sagesse d'admettre une révision des décisions prises, on a préféré en aviser un des organisations syndicales rivales ne participant pas à la grève au lieu d'en informer l'U. G. T. T. qui eût été alors dans l'obligation d'ordonner la reprise du travail. Pas une goutte de sang n'aurait coulé en Tunisie.

Quant à la répression sanglante, la responsabilité de l'Administration y est gravement et directement engagée.

On a parlé de provocation de la part des grévistes armés de fusils, de grenades italiennes, etc... **L'opinion publique se demande par quel miracle ces engins meurtriers entre les mains de milliers de grévistes « fanatisés par leurs chefs » et « surexcités par le jeûne du Ramadan » n'aient donné la mort à aucun homme de troupe et n'aient blessé que six personnes dont la vie n'est nullement en danger.** On s'interroge aussi sur le cas du contrôleur civil de Sfax sorti sain et sauf de la fournaise alors qu'on affirme l'avoir vu en tête de l'escadron motorisé.

Lorsqu'on est maître de ses nerfs, conscient de sa force, respectueux de la vie humaine, soucieux du maintien de l'ordre, on ne riposte pas à une provocation si anodine (si provocation il y a) par un tir d'armes automatiques qui **laisse plus de trente cadavres sur le pavé** et cent cinquante blessés dont soixante dans un état grave.

M. Blum a connu, sous le Front Populaire, d'amples grèves sur le tas qui ont duré des semaines ; M. Ramadier a dû faire face récemment à des mouvements plus politiques que sociaux qui ont réellement nui à l'économie française ; jamais on n'a ouvert le feu sur les grévistes.

En ordonnant la réquisition du Sfax-Gafsa, mesure extrême, peu favorable à l'apaisement, on a dû prévoir un choc possible entre les ouvriers et la troupe. On a songé étendre la réquisition à divers services de Tunis, mais on a eu la clairvoyance d'y renoncer finalement, pour la maintenir — on ne sait pourquoi — à Sfax. Par ailleurs, les autorités n'ont pas donné, à une mesure si grave de conséquences, la publicité désirable pour laisser aux grévistes le temps de la réflexion salutaire.

Et à cinq heures du matin, les grévistes qui dormaient sur les quais de la gare furent brusquement arrachés à leur sommeil par le bruit sourd des engins motorisés. Ce fut la tuerie, dans une ville cernée, aux accès fermés par les gendarmes, coupée de toutes relations, même téléphoniques, avec le reste du pays, pendant la durée des opérations.

On a câblé à l'univers l'agression dont un ministre du culte catholique avait été l'objet ainsi que le pillage de quelques boutiques juives. Excès regrettables certes, que la loi islamique condamne, que l'intérêt politique réprouve, excès qui peuvent bien avoir été commis soit par des agents provocateurs au service de l'ordre prépondérant ou de la rivalité syndicale, soit par des tiers irresponsables en guise de représailles contre la participation à la tuerie d'une fraction de la population musulmane. **Il a été malheureusement constaté, dit et écrit, sans être démenti que des civils français et israélites, postés aux fenêtres, avaient tiré sur les grévistes déjà assaillis par la troupe.**

Cette participation inavouée au meurtre serait le prélude d'une guerre civile dans laquelle les privilégiés du régime colonial ont toujours mis leurs espoirs pour empêcher coûte que coûte l'émancipation politique et sociale des Tunisiens. Psychologiquement, la colonie française est hantée par une prétendue guerre sainte ; la psychose de la panique est savamment cultivée chez elle bien avant le massacre des Algériens musulmans du Constantinien sous l'autorité du général Duval actuellement devenu depuis lors... Commandant Supérieur des troupes de Tunisie.

Matériellement, certains ont songé à l'armement des civils et à leur organisation dans des réseaux de choc ou de résistance combinée parallèlement à l'action militaire.

Résultat fatal : le sang coule aujourd'hui à Sfax, comme il avait coulé auparavant à Monastir, à Sousse, à Ksour Essaf, à Moknine, à Menzel Jemil, au Djebel-Abiod, à Bizerte, à Gafsa, à Metlaoui, à Tunis et ailleurs. Il coulera certainement encore, car chaque fois qu'il y a eu mort d'hommes, on a sévi contre les survivants dans les rangs des victimes accordant aux responsables la paix, l'éloge et parfois même la décoration.

Les couleurs tunisiennes, symbole inoffensif d'une souveraineté qu'on se propose solennellement de restaurer ces jours-ci, ont été, dans le feu de la répression sfaxienne, la cible d'un tir précis de mortier.

Un ministre du Travail, envoyé à Sfax par le gouvernement tunisien, a été empêché par les autorités françaises locales de visiter les travailleurs tunisiens blessés à l'hôpital.

Voilà des constatations douloureuses et quelques réflexions que les Tunisiens ont dû faire après la répression de Sfax qui fut une réussite pour les théoriciens de la violence et une alerte pour un peuple en voie de réaliser pacifiquement ses aspirations.

Les conclusions que le Parti Libéral suggère après enquête et réflexion sont les suivantes :

- 1) La grève générale que l'U.G.T.T. avait des raisons et le droit de décréter ne peut servir de prétexte pour étouffer le mouvement syndical tunisien qui doit se développer en toute autonomie au lieu de se scléroser dans des organisations mixtes, d'inspiration étrangère où il est forcément amené à jouer le rôle lamentable de « colonisé » ou d'otage ;
- 2) Sévir contre l'U. G. T. T., c'est porter atteinte, sur le plan ouvrier, à l'individualité tunisienne à l'heure où l'on déclare solennellement vouloir la respecter ;
- 3) Sévir aussi contre l'U. G. T. T., c'est chercher à favoriser, à son détriment, des organisations syndicales rivales n'ayant pas su capter la confiance du prolétariat tunisien, malgré l'appui moral et matériel des autorités protectrices, autrement dit, c'est condamner les ouvriers tunisiens à renoncer à toute organisation pour vivre isolés, à la merci d'un capitalisme colonial omnipotent ;
- 4) La répression militaire de la grève à Sfax illustre la tendance de plus en plus fréquente de noyer dans le sang toute action collective tunisienne quelle qu'en soit la forme et si pacifique qu'en soient les moyens ;
- 5) Par cette idéologie de la violence, par l'impunité constante qui en a toujours sanctionné les multiples manifestations, les populations tunisiennes, désarmées, vivent dans un état permanent d'insécurité ;
- 6) Dans un but de défense et de conservation, le Parti Libéral Constitutionnel Tunisien, luttera, dans le calme et la dignité, contre un tel régime et le dénonce d'ores et déjà à la conscience du monde civilisé ;
- 7) Quant aux aspirations tunisiennes, ni la ruse ni la violence ne les empêcheront de se réaliser un jour prochain. On ne résiste pas aux lois de la Nature ; on ne détourne pas le cours de l'histoire.

Pour le Comité Exécutif du Parti Libéral Constitutionnel Tunisien : Le Secrétaire Général : Salah FARHAT.

Journalistes, à l'alignement !

Au début du mois de juin se tenait à Prague un congrès international de syndicats de journalistes. Trente et un pays étaient rassemblés, de l'Islande à l'Australie, de l'Inde au Venezuela. La France était représentée par le Syndicat national des journalistes adhérent à la C. G. T., dont le secrétaire général est Eugène Morel. Ce syndicat est devenu, depuis la libération — et de loin — l'organisation la plus représentative de la profession, puisqu'il groupe environ 3.500 journalistes, répartis en une cinquantaine de sections.

Le congrès de Prague était le deuxième de l'Organisation internationale des journalistes, fondée l'an dernier à Copenhague.

A ce congrès professionnel, dont le but était de parfaire les statuts de l'organisation et de défendre les intérêts moraux et matériels des journalistes, les préoccupations politiques ont constamment dominé tous les débats. Nous avons assisté au duel, désormais classique, des Russes et des Anglo-Saxons. La vérité nous oblige à dire que les Russes ont remporté maints succès à ce congrès. Venu sans avoir réglé leurs cotisations de l'année précédente, ils y ont fait la loi, grâce aux concours dévoués qu'ils ont rencontrés auprès de maintes délégations, grâce aussi au système de vote qui accordait indifféremment une voix à chaque pays représenté.

Les Russes l'ont emporté pour faire admettre comme représentants réguliers des journalistes espagnols, les républicains réfugiés à Paris ; ils ont empêché les délégués grecs de répondre à des accusations portées contre eux ; enfin ils ont obtenu que le siège de l'organisation soit fixé à Prague, plutôt qu'à Londres.

Mais la principale question à l'ordre du jour était celle de la liberté de la presse, liberté d'information et liberté d'opinion. On aurait pu croire que les Russes auraient pu être gênés pour aborder ce débat. Pas du tout. C'est eux, au contraire, qui faisaient la leçon aux malheureux journalistes soumis aux puissances des trusts et des fascistes fauteurs de guerre dans les pays capitalistes. Et ils ont développé une thèse qui, si elle devenait la loi, transformerait l'Organisation internationale des journalistes en instrument au service du gouvernement russe. Pas moins !

L'affaire n'était pas mal présentée. C'est M. Pavel Yudine, lauréat du Prix Staline et directeur du **Troud** qui s'en chargea (1).

Voici donc l'essentiel de l'exposé de M. Yudine :

« La question de la liberté de la Presse et de l'information est très importante. Beaucoup de peuples sont au courant des événements uniquement par ce que leur offre la presse.

« Toutefois, la chose principale est : Quelles sont les informations que donne la presse ? Comment reçoit-elle et illustre-t-elle les faits ?

(1) Il s'agit sans doute du même Yudine dont parle Kravchenko dans son livre : « J'ai choisi la liberté » et qu'il présente comme directeur des agences de presse du gouvernement soviétique et l'un des théoriciens les plus appréciés de Staline.

« Les fascistes allemands ont, au cours de nombreuses années, utilisé la presse pour propager les idées fascistes, pour préparer la guerre impérialiste. Dans la préparation de la seconde guerre mondiale, la presse fasciste et pro-fasciste a joué, dans différents pays, un rôle important et désastreux. Cela a été payé très cher par beaucoup de pays amis de la paix et spécialement par les nations de l'Union Soviétique. Depuis que la guerre est terminée, il est impossible d'avoir une attitude indifférente vis-à-vis de la presse.

« Il y a deux ans que la guerre est terminée. Depuis, on a pu se rendre compte qu'il se trouve de nombreux pays qui veulent de nouveau déclarer une guerre, et cela pour qu'elle leur profite.

« Quelle est l'attitude que doit prendre la presse devant ces circonstances, quelle est la part que doivent prendre les journalistes, avec qui et de quel côté doivent-ils combattre avec leur puissante arme, le mot imprimé ? *La presse doit fixer ses positions aux côtés des nations qui ne désirent pas la guerre, aux côtés de ceux qui veulent la paix, la liberté et la démocratie.*

« Malheureusement, il se trouve actuellement beaucoup de grandes nouvelles agences et de grands journaux dans le monde qui ne se comportent pas pour le meilleur intérêt des nations qui ont pris part à la guerre, mais au contraire contre ces nations. Certaines agences et journaux sèment la discorde entre les pays et les peuples et excitent un pays contre un autre. Malheureusement il se trouve aussi certains journalistes qui sèment discorde, méfiance, inimitié entre les nations... Ces journalistes deviennent les ennemis de la paix.

« Le journaliste doit être un homme d'honneur, objectif et qui dit la vérité.

« Un journaliste honnête et qui dit la vérité a pour devoir de lutter constamment contre les idéologies du fascisme sous quelque forme qu'elles se présentent. »

Dépourillé de sa littérature, l'exposé du camarade Yudine signifie qu'il y a de par le monde des pays amis de la paix, dont l'Union Soviétique, et des pays où sévissent encore des fascistes qui poussent à la guerre. Ainsi le devoir des journalistes honnêtes est tout tracé. Ils doivent soutenir l'U. R. S. S., amie de la paix !

Un autre délégué soviétique, Zaslavsky, (éditorialiste connu de la **Pravda**) est monté ensuite à la tribune pour dénoncer un type de journaliste « sans honneur ». Il s'agit de l'Australien Trevor Smith, qui se trouvait à Moscou lors de la conférence des « Quatre » et qui a osé écrire dans le **Melbourne Herald** qu'une femme de chambre s'était agenouillée devant lui dans son hôtel à Moscou pour le remercier de lui avoir donné un morceau de sucre !

« C'est un honteux mensonge, clame le camarade Zaslavsky. Les journalistes soviétiques furent profondément indignés de ces calomnies contre les femmes soviétiques. Ils ne trouvaient pas de mots appropriés pour parler d'un homme qui n'a même pas un élémentaire respect de la femme ! »

Pour que de telles fautes ne restent pas impunies, la délégation polonaise a présenté tout un code prévoyant une gamme de sanctions allant du blâme public à l'exclusion, non seulement des délinquants, mais aussi du syndicat qui les aurait couverts !

Le délégué français Jean Knittel, de Strasbourg, n'usa ni de grandiloquence, ni de menace, mais il dit fort simplement que la liberté

de la presse doit sauvegarder surtout les droits de l'opposition, car ces droits constituent un des éléments essentiels de la liberté de pensée.

« La liberté d'approuver n'a jamais été contestée par les régimes fascistes totalitaires, a-t-il ajouté. Et c'est la liberté de l'opposition qui caractérise les régimes démocratiques tels que nous les concevons. »

Le délégué américain Milton Murray ne manqua pas non plus d'opposer sa conception de la liberté de la presse à celle développée par les Russes.

« Avant de partir pour l'Europe, dit-il, j'ai acheté quatre journaux américains qui représentaient chacun un point de vue différent sur les mêmes faits. Et ce n'était que quatre parmi les 1.700 journaux publiés aux Etats-Unis sans aucune restriction.

« Aux Etats-Unis, ajouta M. Murray, aucun parlement ne peut indiquer à aucun éditeur ce qu'il doit imprimer. Telle est la liberté, le droit des éditeurs de journaux de publier les nouvelles comme ils les voient. Ils représentent toutes les tendances politiques (anarchiste, communiste, socialiste, démocrate, républicaine) toutes les conceptions religieuses et toutes les opinions. La seule restriction imposée est celle de la correction. Les Américains pensent qu'il n'y a pas de liberté, si on limite, pour les organisations ou pour les individus, le droit de publier un journal. »

M. Murray dit que le Congrès devait soutenir le droit des journalistes de se procurer et de transmettre les nouvelles sans autre restriction que celle de la correction et de l'honnêteté. Il devrait s'opposer aux restrictions de la liberté de circuler.

Il ajouta qu'il ne pensait pas que la presse dût être jamais mobilisée au service de quoi que ce soit. Il n'est pas nécessaire à son avis d'influencer l'opinion publique, il suffit de lui présenter les faits.

La résolution qui a mis fin à ce débat s'inspire plutôt des idées défendues par les Français et les Américains. Elle déclare notamment : « Tous les journalistes doivent pouvoir s'informer librement. La publication des nouvelles, informations et opinions, ne doit subir d'autres restrictions que celle de la décence, de l'honnêteté et de la probité. »

Mais on reste surpris de l'assurance avec laquelle les Russes peuvent proférer de telles affirmations, de l'accueil dépourvu d'esprit critique qui leur est fait dans certains milieux et de la réserve apportée par ceux qui leur répliquent.

La liberté de la presse, la liberté de l'information, la liberté d'opinion, existent-elles en Russie ? Il suffit de poser la question. Il n'est de liberté que pour les gouvernants. Aucune pour les gouvernés, les journalistes y compris; pour les journalistes moins que pour personne.

Certes, il faut distinguer entre journalistes et journaux. Les journalistes « font » les journaux comme les métallurgistes font des autos et les ouvriers du bâtiment font des maisons. Mais les journaux ne leur appartiennent pas.

Il ne va pas de soi que les journalistes, dans les journaux pour lesquels ils travaillent puissent défendre la paix entre les peuples et combattre le péril fasciste. Ils peuvent quelque chose, ils ne peuvent pas tout. Mais ce qu'ils peuvent — et qui est déjà important — vont-ils le faire aveuglément ?

Le danger fasciste n'est pas disparu, tant s'en faut. Mussolini et Hitler sont morts, mais Staline est bien vivant. Le national-communiste ne dame-t-il pas le pion au national-socialisme ?

La paix est menacée. Par qui ? C'est bien un secrétaire communiste de la C. G. T. française qui a dit que bientôt les Anglo-Saxons seront chassés d'Europe. Ce sont bien les lieutenants de Tito qui disent : « Dans deux ans nous serons à Londres. » C'est bien la Russie qui a descendu le rideau de fer. Entre l'impérialisme russe et l'impérialisme américain, lequel est le plus dangereux, lequel a commencé ?

Cela, les journalistes sont obligés — comme tout le monde — de se le demander. Un commandement de M. Yudine ne leur suffit pas. Entre se mettre à l'alignement russe, sans prendre la peine de réfléchir et s'efforcer de voir clair avant de manier leur stylo, leur choix sera facile.

F. CHARBIT.

Les Maisons d'Enfants menacées

Violamment combattue par les stalinien, pour des motifs qui ne sont pas désintéressés, fortement critiquée par les défenseurs de la laïcité, l'Entraide française voit ses ressources considérablement réduites. Par un hasard curieux c'est justement le seul secteur solidement laïque de l'œuvre qui semble le plus menacé. Il s'agit des Maisons d'Enfants dont quelques-unes furent des refuges, pendant l'occupation, pour toutes les victimes des persécutions et où l'on entreprend des expériences vivantes d'Education nouvelle.

Nous publions, ici, un ordre du jour voté par le personnel de ces centres. Rappelons que le Comité central de l'Entraide française comprend des représentants de la C. G. T., du Secours populaire et de l'Union des femmes françaises.

Les membres du personnel des Maisons d'Enfants de l'Entraide française, réunis sur convocation du Syndicat du personnel de l'Entraide française (adhérent à la C. G. T.) le jeudi 28 août 1947,

Après avoir entendu les informations et explications présentées par les représentants du Syndicat,

Se félicitent de l'action entreprise par celui-ci pour la défense des Maisons d'Enfants,

S'élèvent vigoureusement contre tout projet de réorganisation de l'Entraide française, comportant suppression ou mutilation de l'institution et du Service des Maisons d'Enfants,

Attirent l'attention du Comité central de l'Entraide française et des représentants des pouvoirs publics sur l'impossibilité matérielle et morale de suspendre une activité justifiée :

1. Par des nécessités sociales impératives (il est exclu, dans la majorité des cas, de rendre les pensionnaires des centres à leur famille, que celle-ci soit détruite, dispersée ou défaillante),

2. Par la valeur des expériences tentées et des résultats obtenus,

3. Par la multiplicité et la variété des centres permettant l'orientation et la sélection des enfants,

4. Par le caractère de neutralité absolue des Maisons d'Enfants,

5. Par l'effet de propagande et d'éducation provoqué par le rayonnement de l'institution en France et à l'étranger,

6. Par la promesse que l'institution porte en elle d'une organisation systématique de l'aide à l'enfance inadaptée.

La crise anglaise

Dirigisme = Pénurie

La pénurie de dollars en Angleterre

Catastrophe! l'Angleterre n'a plus de dollars! Attlee lance un S. O. S. à la nation! Et un S. O. S. plus pressant encore à l'Amérique! Les pays qui vendent à l'Angleterre ne peuvent plus se faire payer en dollars, bien que l'obligation de payer en dollars, si tel était le désir du vendeur (« convertibilité de la livre »), ait été imposée à l'Angleterre par les Etats-Unis lors de son emprunt et que cette condition soit entrée en vigueur depuis même pas un mois!

Pourquoi tout ce tra-la-la-la? Pourquoi l'Angleterre n'a-t-elle plus de dollars? Est-ce qu'avant cette guerre-ci, vous avez jamais entendu dire qu'un pays manquait de dollars, ou de toutes autres monnaies étrangères? Non, n'est-ce pas? L'absence des monnaies étrangères nécessaires pour payer les achats effectués à l'étranger est un phénomène nouveau, un phénomène de cette après-guerre-ci, et qui est tout simplement une conséquence du dirigisme des monnaies, de l'étatisation du change des monnaies, institué à peu près partout dans le monde aux environs de 1939, et maintenu depuis, malgré la fin des hostilités.

A propos du plan Marshall nous avons déjà exposé cette question, mais peut-être n'est-il pas inutile d'y revenir, les problèmes monétaires, malgré leur extrême simplicité, gardant toujours un certain caractère mystérieux du fait que possédants, dirigeants et « spécialistes » ont tout intérêt au mystère.

Avant que soit établi le « contrôle des changes », c'est-à-dire le monopole de l'Etat pour le change des monnaies, celles-ci s'échangeaient librement entre particuliers selon une proportion qui se trouvait fixée par de libres discussions entre les possesseurs des différentes monnaies, tout comme se fixe, en régime d'économie non contrôlée, le prix de la salade, de la laine ou du fer. Cette proportion s'établissait aux environs des valeurs respectives des deux monnaies échangées, c'est-à-dire de leur pouvoir d'achat dans leurs pays respectifs. Si, avec un dollar, on pouvait acheter en Amérique, mettons 10 kilos de pain, et qu'avec une livre sterling on pouvait acheter en Angleterre, mettons 30 kilos de pain, le change du dollar contre la livre sterling s'établissait aux environs de 3 dollars pour 1 livre sterling.

Bien entendu, cela n'était qu'approximatif. Si, par exemple, les Anglais achetaient, à un certain moment, beaucoup plus en Amérique que les Américains n'achetaient en Angleterre, les Anglais avaient besoin, pour régler leurs achats, de beaucoup plus de dollars que les Américains n'avaient besoin de livres pour régler les leurs; puisqu'on demandait alors plus de dollars que de livres il s'ensuivait, en vertu du jeu bien connu de l'offre et de la demande, que le dollar montait par rapport à la livre : les gens qui avaient des dollars et qui n'a-

vaient pas besoin de livres n'acceptaient de donner leurs dollars que s'ils y trouvaient un avantage, c'est-à-dire si on leur livrait des livres à un prix inférieur à leur valeur, si, par exemple on leur donnait une livre pour seulement 2 dollars et demi au lieu de 3, c'est-à-dire de quoi se payer en Angleterre 30 kilos de pain alors que la quantité de dollars qu'ils donnaient en échange ne leur permettait d'en acheter en Amérique que 25 kilos. Inversement, dans le cas contraire.

Ainsi, comme toutes choses, en régime de liberté économique, les monnaies ne s'échangeaient jamais, ou très exceptionnellement à leurs valeurs exactes; les prix oscillaient continuellement autour des valeurs, mais ils gravitaient toujours autour d'elles et ne pouvaient jamais s'en écarter beaucoup car, même en mettant les choses au pire (1), on trouvait toujours des gens qui acceptaient de vous échanger une monnaie qui leur permettait d'acheter dans le pays de cette monnaie une certaine quantité de marchandises, contre une autre qui leur permettait d'en acheter le double dans un autre pays.

Aussi n'y avait-il pas alors de pénurie de monnaies. On trouvait toujours à acheter contre sa propre monnaie les monnaies étrangères dont on pouvait avoir besoin, à condition, bien entendu, d'y mettre le prix, c'est-à-dire à condition de les acheter à leur valeur, ou avec une prime suffisante lorsque le rapport de l'offre et de la demande était défavorable.

Mais la monopolisation des changes par l'Etat a modifié tout cela. Il n'y a plus, aujourd'hui, de marché libre des monnaies. Il est interdit aux particuliers d'échanger eux-mêmes leurs monnaies contre des monnaies étrangères, l'Etat s'étant réservé ce droit pour lui seul.

Or, ainsi que nous l'avons montré dans des notes précédentes, chaque fois que l'Etat intervient dans les échanges, ce n'est que pour **les fausser**; c'est pour faire effectuer les ventes à des prix qui ne correspondent pas aux prix véritables, à des prix autres que ceux qui s'établiraient si vendeurs et acheteurs s'entendaient librement entre eux. En ce qui concerne les changes, c'est afin d'échanger la monnaie nationale pour plus de monnaie étrangère que celle contre laquelle elle s'échangerait si elle n'était pas l'objet d'un monopole. C'est ainsi que, dès avant la crise anglaise, sur le marché privé des changes, qui subsiste, malgré toutes les interdictions de l'Etat, comme marché illégal, et qui est le seul marché honnête parce que là seulement les choses s'échangent à leurs prix vrais, la livre valait environ 3 dollars, mais l'Etat britannique, lui, se refusait à donner une livre pour moins de 4

(1) Il va sans dire que cela ne s'applique pas en cas d'inflation catastrophique, lorsque les prix montent chaque jour, ou même chaque heure. Dans ce cas il n'existe plus à proprement parler de monnaie, et ce qui porte encore ce nom ne peut naturellement plus trouver preneur, à n'importe quel prix.

dollars; dès lors, personne autre que ceux qui avaient un besoin pressant et immédiat de livres pour acheter des marchandises britanniques n'acceptait de vendre des dollars au Trésor anglais; comme, d'autre part, l'Angleterre achetait à l'Amérique beaucoup plus qu'elle ne lui vendait, les dollars qu'elle avait pu se faire prêter, l'an dernier, par l'Etat américain s'épuisèrent nécessairement. Et un semblable épuisement se reproduira toujours tant que l'Etat britannique persistera à échanger des livres contre des monnaies étrangères à un cours supérieur au prix véritable de la livre, c'est-à-dire tant que l'Etat maintiendra son monopole des changes, car le jour où il accepterait de vendre sa monnaie à son vrai prix, son monopole n'aurait plus de raison d'être.

En résumé, si la Grande-Bretagne n'a plus de dollars c'est exactement pour la même cause que celle pour laquelle, il y a six mois, lorsque l'Etat français prétendait fixer le prix de la viande, on ne trouvait plus de viande dans les boucheries, la même cause que celle pour laquelle les Français ne trouvent plus à se loger depuis que l'Etat a fixé le prix des loyers. Que l'Etat britannique fasse comme notre gouvernement a fini par faire pour la viande, qu'il cesse d'intervenir sur le marché des changes, qu'il laisse la livre se vendre au prix qu'on accepte de la payer, tout comme notre « dur » d'André Philip laisse la viande se vendre 350 frs., au lieu du prix « légal » de 250 frs., et la Grande-Bretagne retrouvera autant de dollars que nous trouvons de viande aujourd'hui chez le boucher, le problème est le même, et la solution est identique.

Dirigisme = Esclavage

Plus le droit de choisir son métier ni son patron

Le dirigisme poursuit son développement implacable. On contrôle d'abord les capitaux, puis les prix, les salaires, puis la production, puis l'homme. Car chacun de ces contrôles entraîne nécessairement, pour être efficace, le suivant.

L'engrenage est fatal. On part de l'interdiction de sortie des capitaux, interdiction saluée par les applaudissements de tous les non-capitalistes, pour aboutir au travail des « dirigés », c'est-à-dire au travail forcé, c'est-à-dire à la mise en esclavage des salariés.

La « crise de dollars » a été l'occasion pour le Labour Party britannique d'inaugurer cette dernière phase (depuis longtemps portée à son terme en Russie stalinienne).

Deux mesures ont été prises à cet égard, presque en même temps. L'une vise des travailleurs de nationalité non britannique, la seconde s'applique aux travailleurs britanniques eux-mêmes.

Le 12 août, un accord fut signé entre la Grande-Bretagne et les autorités de la zone américaine d'occupation d'Allemagne pour le transfert en Angleterre de 20.000 femmes provenant des camps de réfugiés, qui iront travailler dans les diverses industries britanniques et qui ne pourront quitter la maison où elles seront em-

ployées sans la permission du ministre du Travail. Attachement du serf à la glèbe.

Le lendemain 13 août, une conférence réunissant le ministre du Travail, des représentants du patronat et des syndicats ouvriers, décidait pour tous les travailleurs de Grande-Bretagne âgés de 18 à 50 ans (18 à 40 ans pour les femmes) la suppression de la liberté de l'embauche. A partir du 1er octobre les patrons devront obligatoirement s'adresser pour l'embauchage de leur personnel aux bureaux de Travail officiels, et ceux-ci auront le pouvoir d'imposer obligatoirement aux chômeurs l'entreprise où ils devront travailler. L'ouvrier anglais sera donc dans l'alternative, ou bien de rester indéfiniment sans travail (et bien entendu, sans secours de chômage), ou bien d'accepter l'emploi qui lui sera désigné, même si c'est dans une industrie où il ne voudrait pas travailler, même si c'est à plusieurs centaines de kilomètres de ce qui avait été jusqu'alors son domicile, là où il a sa famille, ses amis, les lieux qui lui sont chers. Travail forcé.

Rappelons aussi, pour ceux qui tenteraient de l'oublier, que le droit de grève n'existe plus en Angleterre. Il a été supprimé durant cette guerre, et cette interdiction subsiste toujours. Ne sont légales que les grèves qui sont autorisées par les syndicats. Et comme les syndicats, adhérant au Labour Party, sont le gouvernement, les grèves ne sont légales que si elles sont, en fait, autorisées par le gouvernement, ou, si l'on veut être plus précis, par des organismes appartenant au parti du gouvernement. Jusqu'ici, pourtant, le gouvernement n'avait pas osé sévir contre les nombreuses grèves illégales, déclenchées sans autorisation syndicale, qui ont eu lieu depuis la fin de la guerre, mais prenant prétexte de la « crise de dollars », des ministres ont déclaré que cette « tolérance » pourrait bien prendre fin et que le gouvernement pourrait être amené à prendre contre les grévistes les mesures de répression prévues par la loi (1).

Ainsi, la condition à laquelle va se trouver réduit le travailleur britannique sera une condition juridiquement nouvelle, intermédiaire entre celle du serf et celle de l'esclave. Sur l'esclave il aura l'avantage d'avoir la liberté de son temps en dehors des heures de travail, mais sur le serf il aura le désavantage que s'il est attaché à l'usine, comme le serf l'était à la terre, l'usine ne lui sera point attachée, comme la terre l'était au serf. Le serf ne pouvait quitter le domaine de son seigneur, mais le seigneur ne pouvait obliger le serf à quitter le domaine. Notre travailleur moderne, lui, ne pourra quitter l'usine pour laquelle il aura été désigné, mais celle-ci pourra toujours le renvoyer, ou le bureau du Travail l'expédier ailleurs.

Les juristes devront créer un mot nouveau pour désigner cette nouvelle condition de la pauvre bête à travail, mais ce qui est certain,

(1) Il faut sans doute voir le début de ces mesures dans le licenciement de 2.500 mineurs du Yorkshire prononcé par le Conseil qui administre, au nom de l'Etat, les charbonnages britanniques maintenant nationalisés, pour le motif que, fin août, ils avaient fait une grève « non autorisée ».

c'est qu'on ne pourra plus l'appeler un travailleur libre.

Dirigisme = Totalitarisme

La suppression de la liberté économique et de la liberté du travail entraîne nécessairement la suppression de la liberté politique. C'est l'A. B. C. du matérialisme historique, et il faut tout l'illusionnisme de certains camarades pour croire qu'en vertu de je ne sais quelle prédestination du peuple britannique il puisse en être différemment en Angleterre.

Grâce toujours à la crise de dollars, le premier pas sur cette voie vient d'être franchi. En Angleterre, mère et pays type du parlementarisme, le parlementarisme a vécu. L'Angleterre est, depuis le mois dernier, sous le régime des décrets-lois.

Le fondement de tout régime parlementaire, c'est que c'est le Parlement qui fait les lois. Le jour où il ne fait plus les lois, le jour où, volontairement ou involontairement peu importe, il abandonne son pouvoir de légiférer, il n'y a plus de Parlement. Et le jour où l'Exécutif devient, de ce fait, Législatif en même temps qu'Exécutif, le jour où tout le pouvoir se trouve ainsi concentré en un petit nombre de mains, on se trouve en présence d'un Etat totalitaire. Le totalitarisme n'est que l'inverse de la séparation des pouvoirs.

Lorsque, durant les années qui précéderont cette guerre, le régime des décrets-lois devint le régime ordinaire de notre IIIème République, il n'y eut pas un esprit clairvoyant qui ne le dénonçât comme du préfascisme. Or, ce n'est pas parce que les choses se passent en Angleterre et que c'est Attlee, au lieu de Daladier, qui a demandé les pleins pouvoirs, qu'il en est autrement. Si désagréable que ce soit d'être d'accord avec Churchill, les faits sont les faits : C'est la première fois qu'en Angleterre, en temps de paix, est accordé au gouvernement le droit de légiférer ; c'est la première fois, depuis la Révolution de 1688 que les Communes se suicident.

Et si l'on invoque, comme l'on fait toujours en pareil cas, la situation « exceptionnelle », rappelons qu'en France durant la guerre de 14-18, bien que les Allemands fussent à Noyon, aucun pouvoir spécial ne fut demandé par le gouvernement, les Chambres conservèrent intact, et seules, le droit de légiférer. Quel déclin en moins de trente ans!

Dirigisme = Nationalisme

Le national-socialisme du Labour Party

Mais pourquoi tout cela? Pourquoi ce dirigisme? Pourquoi cette disparition de la liberté? Loin de nous la pensée d'incriminer la bêtise ou les mauvais desseins des dirigeants. Ceux-ci ne sont pas plus responsables des absurdités ou des méfaits qu'ils commettent, qu'ils ne sont à créditer du bien ou du logique qu'il leur arrive de faire. Dans les deux cas ils sont mus par les événements, ils ne les meuvent point.

La raison de l'absurdité du dirigisme et de la malfeasance de ses conséquences doit être cherchée dans la contradiction où se trouve aujourd'hui l'Europe, plus précisément l'Europe occidentale.

Durant cent cinquante ans au moins, depuis la révolution industrielle du XVIIIème siècle jusqu'aux environs de 1914, les pays de l'Ouest européen ont été les maîtres économiques du monde. Ils furent durant cette période, et tout particulièrement l'Angleterre, l'« atelier du monde ». Ils ont été les créateurs de la civilisation moderne et cela leur permit de bénéficier de tous les avantages matériels et moraux, économiques, politiques et culturels qu'il est possible de s'assurer lorsqu'on se trouve en tête, dans la marche en avant de l'humanité.

On sait qu'aujourd'hui il n'en est plus de même. Pour jouir des avantages que leur conférait le fait d'être les protagonistes de la civilisation industrielle, il leur a fallu répandre l'industrie dans le monde entier, ils ont ainsi perdu leur monopole et les avantages qui en résultaient. Ils n'ont pu réaliser leur supériorité qu'en la détruisant.

D'une part, en effet, un grand nombre de pays se trouvant maintenant industrialisés, leurs débouchés se sont par cela même réduits : l'Inde n'a plus besoin des cotonnades du Lancashire, ni la Russie des canons ou des ingénieurs du Creusot. D'autre part, et c'est là le plus important, certains des pays où fut importée la civilisation industrielle jouissaient de conditions naturelles qui leur permirent de porter cette civilisation à un plus haut degré que les pays d'Europe, parce qu'elles leur permettaient de produire plus, plus vite et meilleur marché. Les pays qui sont encore susceptibles d'absorber des produits industriels d'une technique supérieure ont donc été eux-mêmes fermés à l'Europe, du fait de la concurrence de ces pays neufs, plus aptes qu'elle à la civilisation moderne, soit, tout particulièrement, de l'Amérique.

Dans un tout récent discours, Harriman, ministre du Commerce des Etats-Unis, déclarait orgueilleusement que « moins d'un demi-million de mineurs américains produisaient, chaque année, 50% de charbon de plus que n'en produisent les deux millions de mineurs d'Europe » (1), que « 20% seulement de la population des Etats-Unis est occupée dans l'agriculture et que, cependant, cette petite proportion suffit, d'une part, pour nourrir les Américains beaucoup mieux que tout autre peuple, et, d'autre part, pour fournir plus de vivres à l'exportation qu'il n'en a été exporté par tous les autres pays pris ensemble ». Or, contrairement à ce que pense le vaniteux Yankee, cette haute production par journée de travail n'est pas due au « système » de production développé outre-Atlantique, mais simplement aux facilités extraordinaires qu'offrent au travail humain, ai-

(1) Pour apprécier les choses plus exactement, il faut comparer les quantités de travail totales exigées dans chaque pays pour la production d'une tonne de charbon, c'est-à-dire : ajouter au travail du mineur celui des ouvriers qui ont fabriqué les machines dont il se sert : or, comme l'industrie houillère est plus mécanisée en Amérique qu'en Europe, cela réduit l'écart. Même observation pour l'agriculture.

dé de la machine, les immenses champs houillers de l'Est américain, admirables de régularité, d'épaisseur, de faible profondeur, et les magnifiques plaines à céréales du bassin du Mississipi. Conditions favorables par elles-mêmes et auxquelles sont dues également l'invention et la mise au point des méthodes de travail américaines.

La supériorité américaine étant une supériorité naturelle, tenant à la nature même des choses, il est vain de prétendre l'égaliser. L'Europe occidentale se trouve nécessairement déçue. Déçue de sa situation de maîtresse du monde.

Mais personne n'accepte d'être déchu, pas plus les nations que les individus. D'où les efforts désespérés que fait l'Occident européen pour se préserver de la concurrence américaine.

Comment s'en préserver? L'Europe ne peut pas lutter avec l'Amérique librement sur le grand champ de bataille de l'économie mondiale, elle y est battue d'avance. Elle n'a qu'une ressource : profiter des positions acquises lors de sa grandeur passée pour se barricader à l'intérieur de celles-ci. Se barricader, elle, ses colonies, et ses satellites s'il lui en reste encore! Chaque pays de l'Europe occidentale est maintenant un véritable camp retranché, assailli de toutes parts par l'expansion américaine, et qui ne voit pas d'autre moyen de salut que de vivre sur lui-même.

D'où le progrès extraordinaire de l'étatisme (1), sous toutes ses formes, en Angleterre et en France. L'intervention de l'Etat y a pour but d'essayer de maintenir une activité économique qui serait réduite considérablement si était appliqué le principe de toute économie saine et progressive : Produire chaque chose là où on peut la produire avec le moindre travail.

C'est pour entretenir cette activité factice qu'on établit des restrictions de toutes sortes à la consommation intérieure afin qu'une plus grosse partie de la production nationale puisse être réservée à l'exportation; c'est dans ce but qu'on n'ouvre les frontières qu'à certains produits déterminés et contingentés, juste ce qui est indispensable pour alimenter l'industrie en matières premières et la force du travail qui la fait marcher; c'est dans ce but qu'on empêche les nationaux de sortir du pays, en leur refusant d'emporter de quoi vivre plus de quelques jours; c'est dans ce but qu'on interdit les grèves et qu'on fait de l'ouvrier un esclave, et c'est dans ce but aussi qu'on attribue officiellement à la monnaie du pays un prix supérieur à son prix véritable. Nos Etats sont dans la situation de ces gens autrefois fortunés qui ont perdu leurs revenus mais qui veulent encore à tout prix faire figure : ils se claustrent le plus possible à l'intérieur de leur maison et y crèvent de faim, mais quand il leur arri-

(1) Il y a aussi une raison plus générale au développement de l'étatisme, qui provient du développement même du capitalisme. Mais le développement de l'étatisme en Europe a été extraordinairement accéléré par le phénomène que nous indiquons ici. Il arrive souvent que la ligne générale d'une évolution se trouve réalisée par l'intervention d'une série de causes occasionnelles.

ve de se montrer en public, ils ne le font qu'avec leur faste passé; leurs bijoux, il est vrai, sont faux, mais ce sont la copie des anciens... qui étaient vrais. Le « prestige », paraît-il, l'exige!

Mais tout cela est du nationalisme! L'épithète exacte qui convient à l'actuelle politique du Labour Party est donc celle de nationale-socialiste. Elle est socialiste dans le même sens que celui où Hitler employait le mot, c'est-à-dire comme synonyme d'étatique; et elle est « nationale » parce que, comme elle, ce qu'elle cherche à acquérir c'est l'« autarcie », c'est que l'Angleterre se suffise à elle-même. Il s'agit pour Attlee de « sauver l'Angleterre », tout comme il s'agissait pour Hitler d'« assurer l'avenir de l'Allemagne ». Aucun but de classe, un but strictement national.

Seul le décor est changé. Si le but et les moyens employés par l'Angleterre travailliste et l'Allemagne nationale-socialiste sont les mêmes, les procédés utilisés pour mettre ces moyens en œuvre sont différents. Affaire de tempérament! Au lieu de la brutalité du soudard germanique, la souplesse d'esprit et de manières du commerçant britannique. Mais, de même que, comme disait Guesde, les barricades ne sont pas la révolution, mais seulement l'« illustration » de la révolution, les camps de concentration ne furent que l'illustration du national-socialisme et celui-ci demeure, même s'il est accompagné d'une autre illustration. Quelle que soit celle-ci il s'agit toujours d'assurer au pays dont on est, par des procédés artificiels imposés par l'Etat, une situation économique supérieure à celle qui lui reviendrait, naturellement, au moment considéré, eu égard à la condition de la technique et à la situation économique du monde à ce moment.

Or l'internationalisme, l'humanisme, au sens large et profond du mot, exigerait tout le contraire. Les développements de l'économie ont amené un déplacement des centres de production; loin de s'y opposer on devrait le faciliter. Mais on s'y oppose parce qu'on veut conserver à tout prix la situation qu'on a acquise. Hier la technique avait fait de votre nation une nation privilégiée; aujourd'hui la raison d'être de ces privilèges a disparu, n'importe! vous voulez garder les privilèges!

Le nationalisme précipite la destruction de la nation

Mais c'est là une tentative absurde! Absurde et impossible parce que les développements historiques que commande la poussée des transformations économiques ne peuvent pas plus être arrêtés que ne peut l'être le mouvement d'une machine sous la pression croissante d'un fluide. Tout effort que l'on tente pour s'y opposer ne fait, par réaction, que précipiter les choses, et si l'on insiste trop on risque l'explosion.

Les conséquences de la politique anglaise du contrôle des changes fournissent de cela un excellent exemple. Le résultat de cette politique est que l'Angleterre n'ayant plus de dollars pour effectuer les achats qu'il lui est tout

de même indispensable de faire en Amérique, son gouvernement doit se mettre à genoux devant le gouvernement américain. Il implore Washington pour qu'on veuille bien consentir à modifier les clauses de l'ancien prêt et lui en faire un nouveau. Non seulement il se met ainsi dans la position humiliée d'un quémendeur, ce qui est beaucoup plus dommageable à son prestige que si la livre ne s'échangeait que contre 3 dollars, mais il accroît par là, considérablement, sa dépendance économique et politique à l'égard de l'Amérique, car on ne donne rien pour rien, et si l'Amérique accepte de se faire le banquier de l'Angleterre presque à titre gracieux, ce n'est tout de même pas pour ses beaux yeux! Ainsi, par l'un de ces jeux dialectiques dont est faite toute l'Histoire, le contrôle des changes institué pour préserver l'Angleterre de l'Amérique aboutit, tout au contraire, à l'en faire dépendre davantage!

Mais ça ne s'arrêtera pas là. Actions et réactions vont se poursuivre. A l'emprise politique accrue de l'Amérique, l'Angleterre va répondre en renforçant encore ses mesures d'autarcie nationale; elle a déjà décidé de réduire ses achats à l'Amérique, elle fait réduire ceux de ses dominions, elle interdit pratiquement tout voyage de ses nationaux en Amérique et dans tous les pays qui dépendent du dollar en leur refusant tout moyen d'y vivre, ne fût-ce que quelques jours, elle s'est fermée complètement aux films américains, etc... Bien entendu l'Amérique répondra à ces mesures en accroissant ses exigences. Et le jour où pressions et contre-pressions seront ainsi devenues trop fortes, alors il arrivera ce qui est arrivé avec le national-socialisme allemand : l'explosion se produira, l'explosion qui mettra fin à l'existence nationale des peuples de l'Europe occidentale, comme celle qui débuta en 1919 a mis fin à l'existence nationale du peuple allemand.

Comprenons-nous bien! Je ne veux pas dire que l'Amérique va, demain, déclarer la guerre à l'Angleterre et à la France! Ici encore, le décor sera changé. Les formes du conflit final seront sans doute moins brutales, plus enveloppées, et ce conflit final, en tout cas, n'est pas pour l'immédiat. Mais le résultat sera le même. Français et Anglais seront incorporés dans l'empire yankee, tout comme les Allemands, pas avant cependant que l'autre candidat à l'empire du monde n'ait été mis hors de jeu, tout comme la Grèce n'est devenue province romaine qu'après l'élimination de la Macédoine. On utilise, comme alliés, avant d'absorber comme sujets.

Contraste

La République dominicaine

Qu'on me permette, pour quitter ces vues qu'on trouvera peut-être trop générales ou trop lointaines, de redescendre dans le présent en signalant un petit fait, un tout petit fait.

Déjà on avait été témoin, il y a quelques mois, de ce fait extravagant : l'Argentine prêtant de l'argent à la France!

L'Argentine, le type des pays emprunteurs, le pays dont tous les capitaux, tant publics que privés, lui ont été fournis par l'Angleterre et

la France, prêter de l'argent à un pays qui, depuis un siècle, avait été son inlassable banquier! Quel retournement, et combien suggestif!

Mais, le mois dernier, on a vu mieux encore!

Vous connaissez Saint-Domingue, cet Etat, ancienne colonie espagnole, qui occupe la moitié orientale de la grande île des Antilles dont l'autre moitié est occupée par la République d'Haïti, l'ancienne colonie française du XVIIIème siècle. Pendant longtemps, cet Etat nègre, ou, plus exactement, métis, comptait parmi les plus obérés de l'Amérique centrale, et ce n'est pas peu dire! Il avait contracté emprunts sur emprunts, les avait employés à je ne sais quoi, et n'en payait jamais les intérêts ni l'amortissement. De sorte que, pour se faire payer, les créanciers, principalement américains, avaient d'abord pris le contrôle des douanes, fixant eux-mêmes le montant des droits et les percevant eux-mêmes, puis finalement, en faisant débarquer, en 1916, des troupes américaines, qui occupèrent le pays pendant huit ans! Saint-Domingue, du fait de ses dettes, avait donc perdu toute indépendance.

Or, au cours de ces quinze dernières années, on commença à assister à ce phénomène étrange que l'Etat dominicain se mettait à s'acquitter si régulièrement de ses obligations financières que les prêteurs étrangers durent progressivement abandonner les garanties politiques qu'ils avaient exigées. Puis, le 17 juillet dernier, le Parlement dominicain, sur la proposition du président, décidait, en grande pompe, de rembourser immédiatement tous les emprunts étrangers, bien que la date de leur échéance fût encore fort lointaine : deux jours plus tard, un chèque, un beau chèque en dollars, était remis à une banque de New-York pour effectuer ce remboursement. Saint-Domingue ne doit plus maintenant un seul sou à l'Amérique, ni à aucun autre pays étranger!

Eh bien! Je ne vois rien de plus significatif que ce remboursement effectué aux Etats-Unis par un Etat nègre réputé jusqu'ici pour la lourdeur de ses dettes, se produisant juste au moment où les fiers Etats européens, jusqu'ici réputés comme les plus riches Etats sont obligés de mendier à ces mêmes Etats-Unis emprunts sur emprunts, réduits qu'ils sont à vivre au jour le jour sur chaque emprunt en attendant de contracter le suivant! Le contraste entre cette ancienne colonie européenne recouvrant sa pleine indépendance politique, parce que reprenant sa complète indépendance financière, avec les grandes métropoles européennes perdant chaque jour un peu plus de leur indépendance politique au fur et à mesure qu'elles accroissent leur état de dépendance financière est éclatant. L'Amérique tout entière monte, et pas seulement les Etats-Unis; l'Europe tout entière descend, les Etats qui avaient jadis mené le train dans la montée étant maintenant en tête de descente.

Si l'indépendance est la condition de la grandeur — et qui pourrait prétendre le contraire? — je propose qu'à la prochaine conférence des « quatre Grands », l'Angleterre et la France soient remplacées par Saint-Domingue!

R. LOUZON

" L'Ere des organisateurs "

Suivant en cela la mode américaine, excellente d'ailleurs, l'éditeur présente l'auteur en quelques lignes significatives tant par ce qu'elles disent que par ce qu'elles dissimulent. En voici l'essentiel :

« Burnham, né en 1905, jeune et brillant professeur de philosophie à l'Université de New-York, adhère à la IV^e Internationale en 1933, rompt avec Trotzky en 1940, publie en 1941 un livre, écrit en 1940 « The managerial revolution », livre traduit et publié en français en 1946 dans la collection de R. Aton (chez Calmann-Lévy) sous le titre « L'Ere des organisateurs ». (Un peu comme si on remplaçait le titre de la **R. P.**, par **L'Ere des producteurs.**)

On nous laisse ignorer la formation politique de Burnham avant 1933 ; ce philosophe aurait-il découvert la politique sociale brusquement à 28 ans grâce à Trotzky ? Peu probable, mais l'éditeur considère peut-être le passage par la III^e Internationale, même avant 1933, comme une maladie honteuse ! Aucune indication non plus sur ce qu'est devenu Burnham depuis 1941, mais il suffit de se reporter au numéro du 14 mai 1947 du journal « Carrefour » pour constater qu'il participe maintenant, à sa manière, à l'offensive Truman. Burnham n'est donc pas de ces « imbéciles » qui ne changent pas. (Qu'on ne me reproche pas ces arguments « personnels », car pour bien comprendre une œuvre il n'est pas mauvais de pouvoir comprendre l'homme.)

Le propos du livre de Burnham est des plus honorables ; c'est l'étude de la transformation sociale à l'époque présente. Nous vivons une période révolutionnaire (l'affirmation est banale) mais que signifie, que contient cette révolution, voilà ce que cherche cet intellectuel, récemment libéré de Trotzky. Il veut comprendre la mutation actuelle de la société, préciser où elle va. Il se propose de juger objectivement, de faire œuvre scientifique et non morale, sans faire intervenir de préférences personnelles. (Burnham n'aurait-il pas comme quiconque un subconscient capable de faire cela pour lui, sans même qu'il s'en rende compte, un petit subconscient trumanisant ?)

Burnham donne d'abord une excellente définition d'une « révolution sociale » :

1. C'est d'abord un changement radical dans les institutions économiques et politiques (c'est-à-dire la propriété, les modes de production, la structure légale, le régime et l'organisation politiques de la société) ;

2. C'est, plus ou moins parallèlement, un changement dans les institutions culturelles et dans l'idée que se font les hommes de leur place dans le monde et dans l'univers ;

3. C'est enfin le changement du groupe d'hommes qui détiennent les positions dirigeantes et les privilèges.

Ces trois changements suffisent pour qu'on puisse parler de révolution sociale, mais pour que cette révolution soit « socialiste prolétarienne » il faut plus, elle doit conduire à une société **sans classes, démocratique et interna-**

tionale, et pour cette révolution la classe **ouvrière** a à jouer le rôle décisif. Burnham estime l'accord général sur ce point mais tandis que les marxistes pensent que le socialisme est la **seule alternative** du capitalisme, Burnham décèle à travers les cahots et le chaos des transformations actuelles ce qu'il appelle la révolution **directoriale** conduisant le monde vers une autre alternative : la société directoriale.

Pourquoi Burnham écarte-t-il la première alternative, la révolution socialiste ? Comment voit-il se faire la seconde, la révolution directoriale ?

Le premier point, impossibilité de la révolution socialiste, repose sur une analyse un peu courte que je m'efforce de présenter fidèlement par les quelques phrases suivantes. L'histoire de la Russie depuis 1917 **infirme** la venue du socialisme : il est unanimement admis que la Russie a été la première expérience du socialisme ; en novembre 1917, la prise du pouvoir par un parti avec l'aide des ouvriers et des paysans pauvres a abouti à l'abolition de la propriété privée des moyens de production. Depuis, la Russie n'a pas évolué **vers** le régime socialiste mais s'en est écartée. Toutes les tentatives faites pour expliquer l'état actuel de la Russie en le qualifiant de capitaliste ou sur le point de le devenir ont lamentablement échoué.

Cette analyse tient relativement très peu de place dans le livre de Burnham et ses arguments ne sont guère que les à-peu-près auxquels les trozkystes nous ont habitués depuis longtemps. Identifiant socialisme et Russie, même dans ses « erreurs », on doit nécessairement aboutir à l'affirmation que le socialisme est impossible. Si on en juge par l'analyse (escamotée) du point fondamental : pouvons-nous aller vers la révolution socialiste, on est obligé de conclure que Burnham a quitté le trozkysme sans le dépasser.

Comme il avait ainsi « constaté » que la solution socialiste devait être écartée, Burnham porte une attention minutieuse sur les caractères du monde dans lequel nous vivons et des transformations qu'on peut y déceler. Il présente de la société capitaliste une analyse remarquable dont il est utile d'indiquer les différents points :

1. Production de **marchandises**, comparables entre elles par leur valeur d'échange (prix monétaire). D'où résulte le principe de la liberté des échanges. On produit donc pour vendre, par suite on doit détruire les produits consommables s'ils ne sont pas vendables ;

2. Rôle éminent de la **monnaie**, moyen de régler les échanges et aussi de les truquer (inflation, déflation, capitalisation, etc.) ;

3. L'argent sert de **capital**. Axiome : « L'argent fait de l'argent » ;

4. La production a pour but le **profit** ;

5. La production est réglée par le **marché** où les prix s'établissent le plus librement possible ;

6. Les rapports des classes se définissent par rapport à leur rôle relativement à l'argent : **capitalistes** ou **salariés**, mais il y a des survivances tenaces : **producteurs indépendants** ;

7. Principe de la liberté du capital et de la liberté du travail. C'est-à-dire que l'argent comme la force de travail sont devenus des marchandises ;

8. Le capitalisme entraîne des préceptes moraux non contestés : **a)** le propriétaire d'une usine doit aussi en posséder les produits ; **b)** la plupart des gens doivent vendre leur force de travail ; **c)** une entreprise doit régler sa production d'après ses profits (rentabilité des entreprises, spectre du déficit...) ;

9. L'Etat ne devrait pas intervenir dans la production. Toutefois dès les débuts de l'ère capitaliste il y a eu des interventions incessantes mais **en faveur** du capitalisme (protectionnisme, manipulations monétaires) ;

10. Philosophie : **individualisme**, théorie du progrès (on pourrait ajouter pragmatisme) ;

11. Classe dirigeante : la **bourgeoisie**.

Cette société capitaliste est le point de départ du monde actuel, mais déjà on constate des changements si importants que l'on doit conclure que nous vivons une période de transition **rapide** vers un autre type de société. Burnham dit textuellement dans l'avant-propos, daté de 1946, que « le capitalisme a disparu totalement dans des pays de plus en plus nombreux ». La révolution à laquelle nous assistons est une révolution sociale qui peut être appelée **directoriale** d'après la classe qui la pousse en avant et qui en profitera.

Le groupe social qui s'efforce actuellement d'atteindre la position de classe dirigeante est celui des **directeurs** (manager, en américain, c'est-à-dire administrateur, directeur), c'est-à-dire de la bureaucratie dirigeante des entreprises, que ce soit entreprises d'Etat ou privées. Leur poussée réussira. Elle s'appuie sur la possession par l'Etat des moyens de production. L'Etat, c'est-à-dire les institutions qui le composent, sera la **propriété** de la classe des directeurs. Quand la majeure partie des instruments de production passe sous le contrôle de l'Etat, la transition est accomplie, la société capitaliste n'existe plus ou ne s'attarde qu'à titre temporaire ; la société directoriale est établie. L'étatisation de la propriété et du contrôle des principaux instruments de production, déjà très avancée dans le monde entier, s'opérera à un rythme de plus en plus rapide jusqu'à son achèvement. (Remarquons que cette prédiction de 1940 ne s'est pas vérifiée ni pour l'Amérique ni pour les zones d'influence américaine : Italie, Japon, Allemagne occidentale, etc. et que l'évolution actuelle est plutôt en sens contraire.)

Burnham affirme encore que la direction effective des instruments de production a, d'une façon sans cesse croissante, échappé aux mains des capitalistes, et que d'autre part un conflit fondamental d'intérêts oppose « directeurs » et « capitalistes. »

Ces deux affirmations méritent quelques observations critiques : pour qu'il y ait révolution sociale il faut, suivant la définition même de Burnham (point 1) qu'il y ait changement dans le mode de production. Or en régime capitaliste, la production est réglée par le profit. Cela ne veut pas dire qu'il y a toujours profit mais que le moteur de la production est la recherche du profit, ce que l'on appelle plus

doctoralement la recherche de la **rentabilité** des entreprises. Si on constatait que le mythe de la rentabilité est remplacé par autre chose, par exemple le mythe de la fonction publique ou de la satisfaction des besoins ou quelque chose d'analogue, il serait possible de suivre Burnham dans ses affirmations. Mais au contraire le mythe de la **rentabilité** domine autant les entreprises d'Etat que les entreprises privées et même les coopératives de production. Grâce à cette religion (quasi unanimement acceptée, même par la classe ouvrière) et qui trouve son Eglise et ses prêtres dans la Banque, les capitalistes dominent l'Etat, la bureaucratie d'Etat, les « directeurs » les plus « synarchistes » et par suite tant que la soi-disant classe directoriale conservera cette religion (et elle ne paraît guère y contredire) ce sont les capitalistes qui dirigeront, même si toutes les entreprises étaient « nationalisées ». Il ne pourrait y avoir véritable conflit d'intérêts entre « directeurs » et « capitalistes », du moins un conflit à l'échelle des classes, que si les directeurs agissaient délibérément contre le mythe de la **rentabilité**, c'est-à-dire au nom d'une nouvelle religion (dans le sens étymologique, ce qui sert à relier) tout à fait opposée. De ce point de vue, on peut dire que Burnham se met le doigt dans l'œil d'une façon aussi grossière que le bon socialiste qui croit avoir avancé la révolution parce qu'il aura donné aux actionnaires du gaz de Carpentras un titre d'obligation garanti par l'Etat en échange de son titre d'action.

La théorie de la rentabilité des entreprises, loin d'être abandonnée par les « directeurs » des entreprises nationalisées paraît plutôt être largement utilisée par eux comme un moyen de « tenir » les ouvriers.

Les prémices de Burnham sont donc dans l'observation (contestable comme fait général) de l'extension des étatisations d'entreprises, qu'il ne veut appeler ni socialisme d'Etat ni capitalisme d'Etat, mais qui préfigurent selon lui la structure de l'économie dans une société « directoriale ». Partant de ces prémices il prévoit les développements suivants, en opposition avec les points caractéristiques du système capitaliste :

1. Diminution du rôle de la **monnaie** (cela n'est guère confirmé, car depuis la fin de la guerre les manipulations monétaires internationales jouent un rôle croissant) ;

2. Les denrées et services ne seront plus des **marchandises** mais des entités spécifiques destinées à satisfaire certains besoins et non d'autres, indépendantes ou partiellement indépendantes de leur valeur d'échange (j'avoue humblement devant cette phrase qu'un dessin de Jean Effel serait bien utile) ;

3. La position des travailleurs **libres** tendra à disparaître (la tendance est incontestable) ;

4. Il n'y aura plus de crise cyclique mais peut-être des crises d'un caractère nouveau (technique ou politique). (Pour ce qui concerne les crises cycliques les observateurs de l'économie américaine d'aujourd'hui sont circonspects) ;

5. Régulation de la production par un **plan** (quand on songe à la rigolade des plans Beveridge, Monnet ou autres Marshall on est édifié) ;

6. Suppression du chômage.

Dans l'ensemble les prédictions de Burnham ne sont guère vérifiées.

Quoique les faits ne soient pas très confortables

mes à la thèse de Burnham, il est intéressant de voir quels seraient les caractères politiques et idéologiques de la société « directoriale ». Ici Burnham a observé attentivement les points communs des différents systèmes totalitaires (le russe, l'allemand, l'italien) :

Localisation de la souveraineté, non plus dans le Parlement mais dans des comités d'organisation, des commissions, etc. ;

Régime politique totalitaire, car la politique et l'économie sont fusionnées ; « dans une société divisée en classes, il faut que la démocratie soit limitée de manière à ne pas déranger les relations sociales fondamentales qui assurent à la classe dirigeante son pouvoir et ses privilèges » et les « directeurs » ne peuvent conserver leur position dirigeante qu'en s'assurant du contrôle de l'Etat, ce qu'il n'est pas aisé de faire sans dictature. Toutefois, Burnham estime possible qu'après de fortes convulsions une certaine démocratie pourrait s'établir dans une société « directoriale » (par le moyen de syndicats, coopératives, associations techniques, etc.) ;

Idéologies « directoriales » basées sur l'Etat, le peuple, la race et non sur l'individu, sur le travail et non sur l'or, sur la planification et non sur la libre initiative, sur les devoirs des travailleurs et non sur les droits de l'individu.

La politique mondiale d'une société « directoriale » est nécessairement en opposition avec l'existence simultanée d'un grand nombre de nations souveraines et tend raisonnablement vers un système mondial unique. Cependant il est fort probable qu'il aboutirait plutôt à un nombre restreint de super-Etats, auquel on parviendra par la guerre ; 1914 ayant été la dernière grande guerre de la société capitaliste, 1939 est la première de la société directoriale.

Les prédictions politiques de Burnham n'ont pas eu de chance ; il voyait : 1° la consolidation du continent européen impliquant l'effondrement de l'Empire britannique sur le continent ; 2° l'effritement de l'Empire britannique parce que principal représentant politique de la société mondiale capitaliste ; 3° l'Etat directorial, ne visant pas au profit, renovera dans le monde entier la vie coloniale et semi-coloniale permettant l'exploitation et le développement des pays arriérés que le capitalisme n'est plus en état d'assurer, faute de profits suffisants.

En 1941, Burnham prévoyait le partage du monde nouveau en trois super-Etats : Japon, Allemagne et Etats-Unis. En 1947, Burnham estime que la victoire de la Russie est plutôt une confirmation de sa thèse. Inclignons-nous bien bas devant une thèse qui est vérifiée grâce à l'échec de ses prédictions. Il est vrai que Burnham explique son erreur de 1941 en disant qu'alors il continuait encore à subir l'influence de Trotsky.

*

L'édition française du livre de Burnham est préfacée par Blum avec ironie, intelligence et... insuffisance bien « socialiste ». « Il est possible, souligne-t-il, de détruire la propriété privée capitaliste sans avoir détruit le capitalisme. Les régimes totalitaires sont des régimes instables, donc de transition. » « Je crois, ajoute-t-il, que les sociétés « directoriales » qui pourraient émerger d'une période de transition et de confusion se dirigeraient plus ou moins rapidement vers le socialisme par l'ef-

fet d'une sorte de loi d'attraction démocratique. » (Mais d'où peut bien sortir cette « sorte de loi » providentielle ?) La préface de Blum ne nous permet donc pas de conclure si nous ne croyons pas à la possibilité d'exorciser le démon.

En fin de compte, après avoir lu le livre de Burnham, si riche d'idées, si soucieux de recherches sans préjugés, si fertile en imaginations intellectuelles, que nous en reste-t-il ? Exactement rien. Ou plutôt, retournant la question, pourquoi tant d'intelligence aboutit-elle à ce fiasco intellectuel ? Parce que dans tout cela il n'est pas question de la classe ouvrière. Burnham a soigneusement supputé les actions et les réactions des capitalistes, des « directeurs » mais il ne se demande pas comment peut et doit réagir la classe ouvrière. Il semble que pour Burnham la conscience prolétarienne était morte et que le jeu se menait en dehors d'elle. Il a donc démontré, par l'absurde, que, sans la classe ouvrière, la révolution socialiste est impossible. Burnham a vu les faillites des partis « ouvriers » et en bon ex-bolchevo-léniniste il n'a pas imaginé la classe ouvrière en dehors des partis. Et pourtant elle existe et elle commence à comprendre, à force d'expériences désastreuses, que l'action du type « 1917 » n'est pas la seule possible.

Malgré tout la lecture du livre de Burnham est utile parce qu'elle pose crûment le problème de la structure économique de l'Etat et qu'elle nous contraint de résoudre la question fondamentale : l'Etat est-il nécessaire dans une économie des besoins ? et pose le problème tactique : la révolution prolétarienne est-elle possible avec l'Etat ou uniquement contre l'Etat ?

Peut-être le capitalisme ne se survit-il à lui-même, dans ces caricatures que sont les régimes totalitaires, que parce qu'il n'a pas d'héritier, parce que le prolétariat, malgré la conscience d'être l'héritier présomptif, ne sait pas encore comment faire valoir son héritage ; il s'en remet toujours aux partis, donc à l'Etat, et ne s'attache pas encore à construire par ses propres organisations, contre l'Etat, la société libre des producteurs libres et égaux.

Mais il faut bien être optimiste car, en fin de compte, le livre de Burnham prouve par ses absurdités que la seconde alternative, la soi-disant société « directoriale », n'est qu'un leurre et qu'il n'y a donc vraiment qu'une seule alternative : la société **socialiste sans classes, démocratique et internationale**, et pour la construction de laquelle la **classe ouvrière** jouera le rôle décisif.

Marc EYRAN.

Auriol, l'égal des mineurs américains

Il y a en France un salarié dont le niveau de vie n'a pas baissé. Malgré la hausse des prix, le blocage des salaires et la nécessité de faire des « économies » afin de « sauver le franc et la France », le premier magistrat de la République, dont nous ne savons à quelle fédération de fonctionnaires il est affilié, a su sauvegarder son train de vie. Par là, il s'est montré presque l'égal des mineurs américains. La liste civile du président de la République (traitement, frais de représentation, etc...) a été, en effet, fixée pour 1947 à 27 millions de francs, alors qu'elle n'était que de 3 millions avant la guerre. Neuf fois plus qu'en 1938, c'est à peu près exactement ce dont la vie a monté.

La conférence de Montrouge

La R. P. a rendu compte de la première conférence tenue à Londres, par le mouvement des Etats-Unis socialistes d'Europe. La seconde s'est tenue à Montrouge les 21 et 22 juin. Certains de nos amis y ont assisté et en sont revenus déçus. Une de nos camarades nous a envoyé, au contraire, quelques notes favorables, que nous utilisons ici.

Les déceptions ne sont-elles pas provoquées, comme toujours, par des illusions excessives ? On a parlé d'un nouveau « Zimmerwald ». Et sans doute, la réunion, pour la première fois, depuis la guerre, de militants décidés à rompre avec la « psychose de guerre » et le nationalisme, peut évoquer, pour les anciens, le souvenir de la première conférence internationale réunie en Suisse, en 1915, pendant l'avant-dernière guerre mondiale.

Mais les différences sont essentielles. A Zimmerwald, en 1915, on ne groupait que des représentants qualifiés du mouvement ouvrier (syndicats et partis socialistes). La conférence provoqua immédiatement la rupture avec le socialisme de guerre et l'organisation des minorités internationalistes dans tous les pays belligérants, ses effets se prolongèrent jusqu'à la Révolution russe et la fondation de la Troisième Internationale. L'esprit de Zimmerwald souffla sur le monde et passa sur toutes les organisations ouvrières et tous les peuples.

Personne, à Montrouge, ne s'illusionnait sur la portée et l'efficacité de la conférence, dont Marceau Pivert — l'un des animateurs — précisa les possibilités, avec une honnête modestie : dégager des idées communes, capables d'influencer tous les peuples européens. Il n'est pas question d'action immédiate, pas même de création d'un puissant mouvement d'opposition.

On peut constater d'abord que la base de la conférence était beaucoup plus large que celle de toutes les réunions internationales tenues en ces quarante dernières années, car on a rencontré à Montrouge des socialistes, des syndicalistes, des socialistes fédéralistes, des libertaires, des pacifistes, des socialistes chrétiens, des délégués de l'Union antiraciste (anciens déportés et internés), etc.

Est-ce un bien ? Oui, s'il s'agit de représentants ouvriers. Mais des gens que l'idéologie domine et qui ne sont pas prisonniers des réalités de classe, risquent de se contenter avec des satisfactions purement intellectuelles.

On pouvait craindre que la conférence ne s'orientât vers l'utopie d'une Europe socialiste, où P. U. R. S. S. serait incluse. On pouvait craindre aussi qu'elle alignât ses conclusions sur l'acceptation du plan Marshall. On a voulu se tenir entre les deux blocs, sans s'opposer nettement aux tentatives d'organisation européenne, sous patronage américain. Mais le troisième adversaire à combattre a été assez nettement précisé par Limon, l'un des délégués français.

C'est l'Etat, qui n'est plus essentiellement un Etat de classe, mais qui devient l'instrument d'un état-major politique, d'une bureaucratie de technocrates. Tous les plans proposés aboutissent au renforcement de la nation. Les partis socialistes sont devenus des partis de gouvernement, mais, leurs traditions démocratiques les empêcheront d'exercer une autorité suffisante, et ils devront céder la place à des formations gouvernementales plus solidement hiérarchisées.

Le rassemblement basé sur ces trois négations aurait-il pu déclencher une action efficace ? Aucune fièvre impatiente n'animait les participants. Et les éléments d'extrême gauche (Quatrième Internationale, P. O. U. M., etc.), si leurs phrases étaient plus nettes et dynamiques, semblaient, comme toujours, plus disposés à profiter d'une Tribune pour leur propagande doctrinale, qu'à faciliter un groupement sur un programme minimum.

Cependant, nous — qui n'étions le jouet d'aucune

illusion préalable — nous avons suivi cette conférence sans hostilité dédaigneuse ou sans indifférence désabusée. C'est que, même sans lendemain, elle constitue une manifestation digne de retenir l'attention, par le ton franchement internationaliste de certaines interventions, et surtout par le désir, courageusement affirmé, de briser la malédiction qui pèse sur le peuple allemand vaincu.

Pour la première fois, depuis la guerre, un camarade allemand — accueilli à la tribune par des salves répétées d'applaudissements — a pu parler des responsabilités allemandes, et aussi des responsabilités de tous les grands Etats capitalistes dans la dernière guerre.

Et lorsque les Polonais (seuls de leur avis) ont demandé de surseoir à la reprise des relations avec les Allemands, ce fut un camarade juif qui protesta avec le plus de véhémence et d'indignation.

A la lumière de cette observation générale, certaines interventions méritent l'analyse :

Le représentant de l'Independent Labour Party, Brookway, tint des propos dont il est bon de noter la valeur socialiste et internationaliste — qu'il s'agisse d'éviter la colonisation de l'Europe et de n'accepter le plan Marshall que sous conditions — de l'internationalisation des principales sources de matières premières (bassin de la Ruhr) et des grandes voies de communication (Dardanelles, Panama, Suez, etc.) — de la lutte contre toute forme d'oppression (il apporta sur les traitements subis par les socialistes allemands en zone soviétique, des précisions bouleversantes). Brookway s'honore d'avoir été l'un des premiers à reprendre contact avec les Allemands, dès la fin des hostilités.

Le même esprit internationaliste se retrouve chez les Hollandais, tant socialistes que fédéralistes, qui ont déclaré avec une grande simplicité qu'ils n'avaient jamais confondu les dirigeants allemands et le peuple allemand. Jef Last, directeur du principal journal résistant hollandais a déclaré qu'il n'avait jamais permis que le nom de becbe soit employé dans aucun des articles soumis à son approbation.

Il n'est pas inutile de signaler l'intervention de Frenay (l'ancien ministre des Anciens Combattants) qui vint commenter l'appel au peuple allemand proposé à la conférence.

Il parle tour à tour des responsabilités de la guerre qui reviennent à Hitler sans doute mais aussi aux « démocraties. »

Il brosse ensuite un tableau de l'Allemagne actuelle, parle avec émotion de la misère des populations, de l'inhumanité des déplacements et conclut : « Il est plaisant et choquant à la fois d'entendre que l'Allemagne d'aujourd'hui constitue encore « le danger. »

Il rappelle que les camps allemands n'ont pas été inventés pour l'Europe, que des révolutionnaires allemands en ont goûté les douceurs pendant dix et douze ans, que les Allemands pour vivre ont été contraints d'adhérer à quelques-unes au moins des organisations hitlériennes.

« Les mutilations territoriales subies par l'Allemagne dit ensuite Frenay, ne sont pas saines. Il n'est jamais sain d'aller contre la vérité historique. Cela est à l'origine d'un renforcement du nationalisme et de conflits (exemple de la Pologne). Quant au démantèlement économique c'est un crime. Le potentiel que représentent les richesses économiques allemandes doit être socialisé dans le cadre européen, comme doivent l'être les autres productions européennes, le fer et les hauxites français par exemple. » En conclusion l'orateur, vivement applaudi par l'ensemble des délégués, demande la socialisation à la base de toutes les richesses européennes, l'internationalisation politique et économique européenne dans le cadre d'une économie socialiste mondiale.

Le camarade allemand, rédacteur au *Journal socia-*

liste de Dusseldorf, prenant la parole après Frenay, appuya — un peu trop à notre gré — sur la culpabilité des dirigeants et du peuple allemands.

Il insista sur la situation désespérée de la jeunesse allemande, qui devient criminelle.

Nous assistons à la disparition de la nation devenue la proie du bolchevisme. Le rideau de fer se ferme sur l'Est allemand.

« L'établissement des « zones » aggrave considérablement les misères de l'Ouest. La misère du ravitaillement dans la Rhrh est telle que chaque grève américaine des transports a pour conséquence des morts innombrables d'Allemands. Comment, en effet, se passer de l'aide américaine alors que les fameux 750 calories auxquelles on a proclamé que nous avions droit nous donnent journalièrement trois minces tranches de pain de maïs, quelques grains de sucre et si nous avons de la chance, 100 à 150 gr. de matières grasses par mois, alors que depuis plusieurs mois nous ne touchons plus de pommes de terre. »

Il termine en disant : *Les socialistes, les socialistes chrétiens, les paysans de l'Ouest ont toujours été hostiles à l'hitlérisme. Ne soyez pas trop exclusifs. Acceptez ceux qui sont avec vous, même avec des nuances. Nous ne voulons pas que les bombes atomiques démolissent encore les cabanes construites avec les ruines de nos villes.*

Brookway, en une deuxième intervention, remarqué avec force que pour la première fois depuis la guerre, les délégués à la conférence de Montrouge ont eu une attitude internationaliste à l'égard des Allemands.

Il n'a jamais vu, continue-t-il, affiches aussi basses que celles placardées en ce moment même à Paris contre Schumacher par le parti communiste français.

Schumacher a connu les tortures et les mutilations. C'est le dernier socialiste allemand ayant fait des réunions à l'étranger avant la guerre.

Les responsabilités de la deuxième guerre mondiale nous les portons tous. Nos travaux actuels et futurs sont seuls capables d'empêcher le déclenchement de la troisième.

D'abord, il faut que les Allemands mangent.

Ils meurent littéralement de faim, on ne peut attendre un relèvement, une attitude énergique d'une peuple qui meurt de faim.

A la libération le P. S. allemand restait vivant. Aujourd'hui et à cause de l'occupation cette vitalité baisse de jour en jour.

**

La conférence, outre un appel au peuple allemand et des résolutions sur le problème espagnol, sur le problème grec et sur la question des populations déplacées, a voté la résolution générale suivante :

La Conférence pour les Etats-Unis socialistes d'Europe, consciente que les objectifs qu'elle se propose ne constituent que l'indispensable et première étape vers les Etats-Unis socialistes du monde, adresse son salut fraternel aux travailleurs du monde entier, particulièrement des U. S. A., de l'U.R.S.S. et de l'Europe, et les convie à mener la lutte pour le renversement de toutes les forces d'oppression et de réaction.

Elle déclare :

1° Que l'Europe, à moins de vouloir consacrer sa propre division n'est pas concevable sans la totalité des peuples qui constituent sa communauté historique. En conséquence, elle inclut les territoires européens placés sous l'influence soviétique et qui formeront l'indispensable trait d'union avec l'U. R. S. S.

Dans une première étape, et compte tenu des circonstances actuelles, ce pays mi-européen, mi-asiatique, ne peut être inséré dans le cadre que devrait se fixer l'Europe socialiste et démocratique de demain :

2° Que le transfert des souverainetés nationales à un organisme fédéral s'impose pour mettre fin au chaos politique et économique de l'Europe. Elle en appelle aux socialistes, aux syndicalistes, aux fédéralistes, aux travailistes et, d'une façon plus générale, aux peuples qui veulent le renouvellement des structures politiques, économiques et sociales pour lutter ensemble et par tous les moyens contre le

principe anachronique des souverainetés nationales, générateur de haine, de misère et de guerre ;

3° Son opposition résolue à toute forme d'étatisme totalitaire. Aux étatisations bureaucratiques, donc oppressives, elle oppose les socialisations à base démocratique remettant entre les mains des travailleurs manuels, techniques et intellectuels les clefs de l'économie ;

4° Que l'offre faite par le général Marshall d'aide à l'Europe correspond pour celle-ci à un besoin vital, mais ne constituera un facteur de paix que si elle n'est accompagnée d'aucune forme, avouée ou non, d'assujettissement politique et économique.

Le plan de relèvement de l'Europe ne peut être conçu et réalisé que par les Européens eux-mêmes liés sur une base internationale avec la masse des travailleurs qui constitue l'élément moteur de cette reconstruction ;

5° Que l'Europe socialiste, donc pacifiste, qui ne manifesterà à personne son hostilité, ne saurait servir d'instrument à une politique d'hégémonie d'où qu'elle vienne. Devant les dangers croissants, elle en appelle aux peuples de l'Europe pour prendre conscience de leur communauté de destin et de leur unité nécessaire afin d'apporter à leurs problèmes actuels les solutions urgentes qui s'imposent et que résumant les deux mots : Socialisme et Fédéralisme ;

6° Qu'il est d'une nécessité vitale pour les peuples d'outre-mer comme pour les peuples européens d'établir entre eux les liens d'une collaboration étroite et confiante, étant désormais exclue toute forme ouverte ou déguisée de colonisation et d'impérialisme. Les peuples d'outre-mer ont le droit d'accéder à leur indépendance et de déterminer le degré de leur coopération avec une Europe devenue socialiste.

Sur la base des considérations précédentes, la Conférence donne mandat au Comité international qui sera désigné à l'issue de ses travaux pour :

1° Former un Comité économique qui envisagera la réponse à donner aux propositions Marshall dans la ligne générale d'une organisation socialiste de l'Europe ;

2° Inscrire à l'ordre du jour de la prochaine conférence le problème des peuples de l'Est européen et des peuples d'outre-mer et d'inviter leurs représentants qualifiés à se joindre à leurs travaux ;

3° D'entrer en relation avec les organisations internationales qui poursuivent un but semblable aux leurs afin d'arrêter, dans le cadre des résolutions adoptées, les modalités les plus efficaces de travail et d'action en commun.

Cependant, les représentants du P. O. U. M. et de la Quatrième Internationale ont maintenu leur opposition à la résolution finale. Nous publions ici, à titre documentaire, le texte qu'ils ont présenté :

A la suite de la conférence tenue à Londres au mois de février dernier et dans le cadre des décisions qui y furent prises, les participants à la conférence de Paris pour les Etats-Unis socialistes d'Europe réunis à la mairie de Montrouge le 21 juin 1947 ont adopté les résolutions suivantes :

Ils décident :

1° De poursuivre et d'intensifier leur action, dans le cadre de la lutte de classe et de l'internationalisme prolétarien, à laquelle les événements actuels confèrent une justification et une urgence accrues ;

2° De dénoncer les traités de paix impérialistes imposés par les grandes puissances aux peuples d'Italie, de Pologne, de Roumanie, de Hongrie et de Finlande. De se prononcer pour une paix juste et démocratique, pour une paix sans annexions ni réparations ;

3° De proclamer le droit de tous les peuples d'Europe à disposer d'eux-mêmes. De lutter sans compromis pour la libération des peuples opprimés des robbies ;

4° De dénoncer les plans d'expansion et de domination des grandes puissances impérialistes. D'exiger le retrait de toutes les troupes d'occupation. De réclamer partout le rétablissement des libertés démocratiques et les droits d'organisation, de réunion et de presse pour toutes les tendances du mouvement ouvrier dans tous les pays d'Europe ;

5° De lutter pour la liquidation du fascisme en Espagne et au Portugal et des survivances fascistes

en Allemagne, en Grèce, etc. De s'élever contre le régime d'esclavage imposé aux peuples allemands et autrichiens, ainsi que contre les déportations de minorités nationales entières et les transferts massifs de populations au mépris des droits les plus élémentaires de la personnalité humaine ;

6° De démasquer les initiatives européennes de Churchill et de certains cercles américains comme tentatives de faire de notre continent une tôle de pont de l'impérialisme anglo-saxon en vue d'une guerre contre l'U. R. S. S. ;

7° De montrer que les offres d'aide formulées par le général Marshall ont comme but, à travers la reconstruction de l'économie capitaliste européenne en ruine, la colonisation économique, étape vers l'hégémonie mondiale de l'impérialisme américain ;

8° D'en appeler aux organisations ouvrières, socialistes, syndicales, des jeunes et de ceux des masses populaires qui attendent et désirent la transformation du monde capitaliste :

1) pour la rupture avec les formations politiques de la bourgeoisie ;

2) pour le front unique de classe et la lutte pour les revendications des masses laborieuses ;

9° D'engager le combat, à travers l'action quotidienne et politique, pour le renversement du régime de la propriété privée des moyens de production, pour les États-Unis socialistes d'Europe ;

10° La conférence s'adresse au prolétariat de l'U.R.S.S. victime du totalitarisme stalinien et aux travailleurs des États-Unis d'Amérique et leur dit : « Notre lutte est votre lutte. Nous voulons bâtir une Europe socialiste. Nous voulons mettre fin à la course aux armements. Nous voulons empêcher la troisième guerre mondiale qui se prépare. Nous voulons éviter la colonisation du monde par les deux blocs impérialistes. Nous vous invitons à nous soutenir envers et contre tout dans notre action pour les États-Unis socialistes d'Europe, première étape vers les États-Unis socialistes du monde. »

Il ne faut pas s'étonner de cette opposition. Les « anciens » y retrouveront l'écho affaibli de la discussion qui dressa, au cours de la conférence internationale de Zimmerwald en 1915, la gauche avec Lénine et la droite avec Merrheim et Ledebour — celle-ci mettant l'accent sur les possibilités de mettre rapidement fin à la guerre mondiale, celle-là décidée à profiter de la guerre pour réaliser le programme révolutionnaire.

Mais nous ne sommes plus en 1915. Et la troisième guerre mondiale pourrait nous surprendre, alors que nous nous disputons encore autour de textes.

R. H.

Un appel du P.O.U.M.

À la veille du plébiscite hitlérien du 6 juillet, la police de Franco a réussi à arrêter la plupart des membres du comité exécutif du P. O. U. M. et à s'emparer de l'imprimerie clandestine de « La Batalla ».

Notre parti, après huit ans de lutte sous la terreur franquiste, vient de perdre pour la troisième fois et sa direction politique et son organe central de combat.

Un nouveau comité exécutif a déjà pris la place des camarades emprisonnés. La lutte contre le régime franquiste continue. Mais nous avons des camarades à secourir dans les prisons. Et nous avons besoin d'une nouvelle imprimerie pour que « La Batalla » puisse continuer sa tâche.

Nous sommes un parti ouvrier indépendant. Nous ne sommes pas liés au gouvernement espagnol en exil. Nous n'avons pas les moyens financiers des communistes. Nous devons vivre grâce aux ressources de nos militants qui touchent des salaires de famine.

Au milieu de toute sorte de difficultés nous poursuivons notre lutte. Nous la continuerons jusqu'au bout. Mais plus que jamais nous avons besoin de la solidarité ouvrière internationale.

Les combattants d'octobre 1934 et de juillet 1936, les victimes du stalinisme et du franquisme, ceux qui n'ont jamais défailli dans leur lutte pour le socialisme s'adressent à vous tous.

Adresser les mandats à : Pedro Bonet, Paris C. 5339.25, rue Pelleport, 88, Paris (20°).

La Révolution prolétarienne

Parmi nos lettres

Deux années de R. W. Postgate
de gouvernement nous écrit :
travailleuse

L'article de Roger P. sur le gouvernement travailliste est si excellent que si je veux lui apporter quelques corrections de détail c'est seulement pour qu'il soit parfait. Je commencerai par la fin :

P. 13, col. 1, il est dit qu'un locataire qui obtient une réduction de loyer n'a aucun recours contre l'expulsion. Ce n'est pas tout à fait exact. L'expulsion ne peut intervenir qu'après un délai de trois mois et le propriétaire ne peut alors imposer un loyer supérieur à celui fixé par le tribunal.

P. 12, col. 1, George Lansbury n'avait pas, avant sa mort, survenue en 1940, fondé une nouvelle société humaniste ; il avait continué de participer à l'activité d'une ancienne Ligue pacifiste tout en restant membre du Labour Party. Une des grandes forces des travailleurs britanniques réside dans leur coutume hostile aux petits partis et syndicats et de demeurer unis en un seul bloc.

P. 10, col. 2. Les « Autorités locales » — conseils municipaux et conseils de comté — n'ont pas le droit de battre monnaie. Tout ce qu'elles peuvent faire, après y avoir été autorisées par le Trésor — c'est-à-dire par le gouvernement — c'est émettre des emprunts.

Dans la même colonne, il est dit que les Lords repoussent, à chaque lecture, la loi sur la nationalisation des transports et qu'ils pourront s'opposer aux autres mesures socialistes. Eh bien ! ils ont déjà endorsed la nationalisation des transports et ils céderont finalement, c'est mon avis, sur la plupart des projets de loi importants. Il est vrai qu'ils ont, en théorie, un droit de veto dont ils peuvent user à leur gré et que, seule, l'intervention du roi pourrait les contraindre. Mais leur position est en fait très affaiblie parce que, en 1911, la dernière fois qu'ils ont tenté de résister quand même, la menace a suffi à les faire reculer et ils n'oseraient pas recommencer. Leur cas me rappelle une remarque que j'entendis faire un jour par un père de famille américain qui se considérait très « avancé ». « Mes filles, disait-il, sont absolument libres, elles peuvent faire tout ce qu'elles veulent, à leur choix. — Mon père, ce n'est pas tout à fait vrai, observa l'une d'elles : quand nous ne faisons pas ce que vous voulez, nous recevons une bonne fessée. — Eh bien ! c'est exactement ce que je dis : vous avez la pleine liberté du choix entre ce que je dis et une fessée. » La Chambre des Lords peut ratifier les projets de loi qui lui viennent des Communes, tels quels ou après avoir inséré des amendements, souvent excellents ; ou elle peut être ignorée. On ne peut avoir aucun doute sur son choix.

Pourquoi l'Algérie sera perdue par la France

Notre ami Jacquet, en quelques souvenirs, va au fond même du problème algérien :

J'ai vécu cinq ans en Algérie ; je m'y suis marié ; j'ai suivi à la Faculté les cours du professeur Emile Félix Gautier ; j'ai encore là-bas mon beau-frère, ma belle-sœur, leurs enfants et petits-enfants (et même arrière-petits-enfants). Depuis quarante-cinq ans que je m'intéresse à l'Algérie je suis persuadé que nous la perdons alors qu'il était facile de la conserver. Quand j'ai quitté la Bouzaréah j'ai fondé l'école indigène des Ouleds-Brahim, à dix minutes du village européen de Maillot.

Voici comment je fus accueilli par le vieux scribe qui remplaçait l'administrateur alors à la chasse : « Vous venez faire ici une mauvaise besogne. Tout indigène instruit devient ingouvernable. »

Au cours d'une promenade scolaire, je m'arrêtai

Un jour de printemps dans une ravissante tribu, je fis chanter mes élèves, ils récitèrent des fables. On m'offrit des figues, du miel, du couscous.

Quelques jours plus tard la tribu demanda poliment une école. L'administrateur m'engueula et la demande fut... classée.

Les colons avaient une école pour à peine 25 élèves. Des milliers de jeunes indigènes ne recevaient aucune instruction.

Dans le Finistère... et ailleurs

Le camarade Couic, qui était à la veille de la guerre secrétaire de la section finistérienne des instituteurs, nous explique sa position de réserve présente :

Malgré les nombreuses sollicitations dont je suis l'objet, je reste dans le rang ici, me contentant d'exposer mon point de vue dans notre bulletin mensuel et à la tribune des A. G. Notre section finistérienne a subi elle aussi les effets de la guerre, du chauvinisme et des manœuvres des stalinien. Nos amis Cornec, Allot et Le Menn ont été « débarqués » assez malproprement de la direction syndicale. Par solidarité avec eux je suis rentré dans le rang, car je ne doute pas que, si je n'avais eu le « privilège » d'être P. G. j'eus été du « bateau ». On m'a fait pas mal de rissettes et d'ouvertures — y compris celle d'adhérer au P. C. ! — mais je préfère le rang plutôt que d'avoir l'air d'avaliser les manœuvres des dirigeants actuels où les stalinien ont eu l'habileté de ne pas prendre le secrétariat général. Notre section, malgré ses gros effectifs, ne réunit que des Assemblées squelettiques bien inférieures à celles d'antan où nous étions que huit cents syndiqués. La masse ne se réveille que lorsqu'il s'agit de discuter des barèmes de mutations ou de promotions au choix et ne met sur pied que des « ours » invraisemblables où les catégories veulent inscrire des avantages nuisant à la cohésion et à l'unité du personnel. Des mouvements se dessinent en faveur d'organisations particularistes : maitres de C. C., d'enseignement agricole et ménager, etc...

On assiste à cette désaffection générale relativement à l'action proprement dite. On se syndique comme on s'assure contre l'incendie. On paye la cotisation — comme la prime — et on laisse courir. Cela favorise le syndicalisme de sommet où les dirigeants — qui ne sont élus que par des minorités, la majorité ne votant pas — ont la responsabilité des « mots d'ordre », la base étant absente de l'élaboration des formes d'action. Cela est vrai je crois pour la C. G. T. tout entière où l'on enregistre quelque trois millions d'abstentions lors du vote pour les organismes de sécurité sociale. Notre C. G. T. se viderait-elle comme la C. G. T. U. autrefois ? Conséquence de la « politisation » du syndicalisme.

Couic ajoute quelques remarques au sujet de la R. P. :

La R. P. joué dans le mouvement syndical un rôle de clarification qui n'est pas négligeable. Mais je crains que la qualité de notre revue soit noyée d'ins l'océan des publications syndicales et politiques à fort tirage et que les efforts du « noyau » ne portent que peu de fruits. Aujourd'hui, rien ne « rend » qui ne touche pas les masses. Elle aura pour principal mérite de documenter un certain nombre de militants et de les armer pour la lutte qu'ils mènent dans leurs organisations. Mais nous avons dépassé le stade où les minorités avaient quelque influence sur le déroulement général de l'action syndicale. Mon propos peut paraître pessimiste, mais j'ai l'impression que dans l'aspect totalitaire que tend à prendre le mouvement social et politique, nous perdrons petit à petit de notre influence parce que nous trouverons en face de nous des organisations spécialement adaptées à l'action totalitaire et devant lesquelles notre « anarchisme » sera sans défense.

Du moins j'en juge ainsi du fond de mon bled. Il est possible que les militants des grands centres ouvriers voient les choses sous un autre angle et je souhaiterais me tromper.

Quoi qu'il en soit nous aurons la fierté d'avoir conservé notre liberté de jugement.

Conserver notre liberté de jugement, c'est

déjà quelque chose. Et un bon exemple. Le jour où il y aura de nouveau quelques milliers de militants ayant gardé ou retrouvé leur esprit critique, il y aura de nouveau une opinion publique ouvrière. Cela se sentira dans les syndicats et les partis, dans leurs congrès; cela se sentira aussi à l'atelier et dans la rue; cela se sentira partout et le totalitarisme devra compter avec elle. Ce jour-là, il y aura beau temps que la revue aura vu pousser à côté d'elle hebdomadaires et quotidiens.

Va pour ce réformisme

Un camarade, vieil abonné, instituteur rural dans quelque coin de la Loire, nous explique ainsi la situation dans laquelle il se trouve, et son état d'esprit :

La classe, le jardin, une chorale que j'ai créée et qui donne pas mal de travail, une société de Foyer rural dont je suis le principal artisan, et qui envisage une instruction de l'ordre de deux millions que l'on me charge gentiment de trouver. Et il faut quand même lire un peu, se tenir au courant et s'efforcer de temps en temps de ne penser à rien...

J'ai été bien heureux de retrouver la R. P., son esprit, son équipe si homogène et qui a résisté si heureusement à la tourmente. Oh ! je ne crois pas à tout ce que vous dite les uns et les autres. Je vis un peu retiré, je suis un peu plus individualiste et un peu plus bourgeois avec les armées, — je pense que je fais d'assez bon travail dans ce coin, et que pour le faire je suis obligé de taire des opinions qu'il m'est impossible de ne pas avoir, mais qu'il est bien impossible aussi de mettre en pratique dans un poste rural. Tu parles si j'en suis un de réformiste !

La situation réelle en Cochinchine

D'un camarade, ces remarques faites au bout de quelques jours passés à Saïgon :

Je commence à prendre contact avec la ville, la vie et les habitants. Que te dire de bien intéressant. Les Français comme partout insouciantes et sans façons, un peu fondeurs peut-être ?... Les habitants ?... hum ! ils ont un air passif qui ne me dit rien. La vie ici est loin d'être agréable et la situation beaucoup plus grave qu'on ne le pense en France. Impossible d'aller au delà de 3 ou 4 km. de la ville. Des convois armés et forts de 80 véhicules sont attaqués. Les gens sont terrorisés (population annamite, je parle) d'une part par les Viet-Minh qui les pillent et d'autre part par les Français qui se livrent à des représailles. « Oradour » est multiplié x fois. C'est quelquefois justifié. Je ne deviens pas « colonialiste », mais il y a beaucoup à dire là-dessus. La situation est nettement différente vue par un journaliste de Paris (genre Huma ou Franc-Tireur ou vue d'ici. Un député communiste de la Seine en a fait l'expérience il n'y a pas très longtemps à Hanoi où il était envoyé en mission. Il n'est pas resté très longtemps et était loin d'être satisfait à son départ. Je loge avec deux camarades dans une villa à environ 300 mètres de la zone dangereuse et à environ 2 km. du centre de la ville. Les nuits sont plutôt agitées par toutes sortes de détonations. Quant à nous nous sommes obligés d'être armés, chacun un revolver et un fusil américain, en plus une mitrailleuse et une caisse de grenades. On s'attend à une attaque de la ville d'un instant à l'autre. Sur le marché en plein centre de la ville, une grenade a été mise dans la chemise d'un officier qui accompagnait sa femme ; l'autre nuit un soldat à eu la tête coupée sur le port à quelques centaines de mètres du centre de la ville. Un fonctionnaire envoyé faire l'expertise d'un lieu sinistré a été castré avant d'avoir le ventre ouvert et cela se produit tous les jours... Et pourtant le Viet-Minh ne représente qu'une infime minorité du peuple annamite quoi qu'en disent certains.

La ville par elle-même est très belle, des maisons magnifiques, bien conditionnées et aménagées à la

moderne, dont bénéficient de nombreux indigènes. Les rues sont larges, bien asphaltées et bordées d'arbres magnifiques ; en période calme la vie doit y être agréable. La chaleur y est supportable, il pleut presque tous les jours. La vie y est acceptable, le pain et la viande, contre tickets, mais à discrétion, le sucre 250 gr. par mois, le café et le thé à volonté. Tout se paie en piastres qui vaut 17 fr. l'unité, en francs cela fait assez cher, seulement ici la piastre possède approximativement le même pouvoir d'achat que le franc en 1939, voilà comment il faut comparer pour se faire une idée des prix.

« On voudrait enfin travailler ensemble ! »

de culpabilité du peuple allemand, et qui n'admet pas que les Français soient aussi peu compréhensifs. Hélas !

Nos nazis avaient bien cru pouvoir dépasser les « Kozis » (communistes) grâce aux moyens que ceux-ci avaient déjà utilisés, et même ils les « perfectionnerent ». A présent les « Kozis » ont repris ces moyens perfectionnés, pour pouvoir en se camouflant de la même manière éliminer de l'Europe la dernière volonté de liberté. Rien ne m'inquiète plus que l'influence grandissante de la Russie. L'Occident se rend compte lentement de ce qui se passe; mais où est la force spirituelle qui lui permettrait de maîtriser cette influence?

Le capitalisme américain ne le peut pas, notre christianisme d'église non plus. En outre, ce n'est que dans les pays occidentaux qu'une lutte spirituelle peut être menée. Aucun esprit hétérogène ne peut pénétrer en Russie. L'isolement là-bas est encore plus profond qu'il ne le fut autrefois chez nous. C'est là également la conviction de la plupart des travailleurs. Mais à ce sujet nous ne pouvons non plus passer sous silence que précisément de forts courants provenant de l'Orient surgissent dans les syndicats. A mon avis le S. P. D. actuel (le Parti social-démocrate d'Allemagne) est le meilleur gardien de la paix et de la liberté de pensée. En général il faut bien dire que l'ouvrier allemand est devenu très réservé. La classe ouvrière aurait cessé de suivre Hitler beaucoup plus tôt, s'il n'avait pas simulé une politique de paix aussi rusée. Mais on voit d'après des articles comme en publie aujourd'hui dans le « Welt » un lord Vansittart que les autres aussi savent simuler. L'O.N.U. est aussi devenue un bluff et est plus impuissante que la S.D.N. L'occupation est admise comme une donnée.

Etant donné que les Anglais sortent moins de vices du pays que les Français, on les préfère aux Français, de la part desquels on ne comprend pas pourquoi ils ferment aussi hermétiquement leurs frontières. Les lignes de démarcation ont irrité les Français, et à présent ils font le même mal dans le Reich. En général, on croit qu'à Nuremberg, les criminels n'étaient pas seulement que sur les bancs des accusés. Dans l'ensemble, on en a assez de toujours entendre parler de culpabilité; on voudrait enfin travailler ensemble!

L'Etat, le Parlement et les fonctionnaires

quelques observations sur la dernière agitation des fonctionnaires :

Comme vous, je suis bien perplexe à propos des solutions d'arbitrage que l'on pourrait proposer dans un conflit entre l'Etat et ses serviteurs. C'est extrêmement difficile. J'y ai réfléchi longuement sans trouver une voie nette et solide. Un commentaire m'a frappé, parmi tous ceux qui ont été faits par les journalistes à propos de la grève rentrée des fonctionnaires. (Je crois que c'était celui du journal Combat). Voici en gros l'argument : Il ne s'agit plus de conflit entre une classe sociale exploitée et une classe sociale exploitante, mais entre des salariés et la nation tout entière représentée par l'Etat. Or,

c'est la nation qui doit avoir le dernier mot, lequel doit être prononcé par les représentants qu'elle a librement choisis (le Parlement).

Eh bien ! — est-ce le fait d'un tempérament d'anarchiste impétinent ? — je me cabre encore contre cette conception.

Car une injustice flagrante peut être consommée contre un million de serviteurs de l'Etat et sanctionnée par un Parlement qui se soucie beaucoup plus d'intérêts électoraux que de la Justice avec un grand J. La collectivité Nation n'a pas le droit d'opprimer ou de brimer ceux qui la servent. On peut bien admettre qu'elle n'en a point l'intention délibérée, mais les politiciens ont tant de moyens de la tromper et de desservir auprès d'elle la cause la plus juste, et ce'a par l'intérêt du parti, par passion politique, par démagogie ou tout simplement par prudence électorale qui incline chaque député à considérer d'où le vent viendra qui doit pousser à sa réélection. La garantie de haute indépendance d'un Parlement ne me dit pas grand'chose. Il ne s'agit pas seulement de dire le dernier mot dans un conflit de cet ordre, il s'agit que ce dernier mot soit le mot de l'équité. Et je ne suis pas très sûr de respect ni d'admiration envers les élus du suffrage universel. Je ne m'en laisse donc pas imposer par un argument qui signifie a priori la souveraineté de la Nation, même contre elle la révolte peut être un sentiment légitime et une attitude raisonnable. Ça dépend des faits de circonstances ; des situations pouvant devenir absolument insupportables sans que la Nation s'en émeuve beaucoup.

Ce côté des choses n'avait pas échappé aux grands révolutionnaires de 1893 puisque la Déclaration des Droits de l'Homme en appelait à l'insurrection considérée comme un devoir contre toute forme d'oppression et de tyrannie.

Ma méfiance rappelle donc la leur tout simplement, n'est-il pas vrai ?

Bien sûr, nous ne sommes jamais dans l'absolu. Il y a toujours place pour des solutions moyennes, des compromis modus vivendi, appels à la raison et à la conscience. Mais il faut convenir que le choix d'un arbitre est malaisé et, somme toute, le problème reste entier.

Les fonctionnaires ne l'ont pas résolu dans le récent conflit mais au moins ils n'ont rien confirmé par des engagements inconditionnels. On leur a trouvé de la sagesse. Leur sagesse, à mon avis, est précisément de ne pas avoir abdiqué toute idée de résistance par la force, celle de la grève si l'on pousse leur patience à bout. Et ma foi je crois bien que tout ce que je viens de vous écrire là, en vitesse et au bruit d'un tambour improvisé (mon petit-fils tape sur un fond de casserole) résume bien la question : Tant qu'on ne trouvera pas de solution à un arbitrage pacifique ne laissons pas entamer nos forces, ne renonçons pas à nos armes.

Espoir syndicaliste en Grande-Bretagne

Malgré le bureaucratisme qui y sévit actuellement, et la carence des groupes d'extrême gauche, une renaissance syndicaliste paraît possible en Angleterre.

Un ami anglais nous le fait espérer. Voici quelques fragments de sa lettre :

Ici la situation politique est très mauvaise, du point de vue révolutionnaire. La direction des groupes d'« extrême gauche » : Independent Labour Party, trotskystes, etc., est lamentable.

La Grande-Bretagne est en train de devenir un Etat bureaucratique et esclavagiste sous le couvert de formules prétendument socialistes. (Nous en sommes où était Rome à l'époque de Pédit de Diocletien sur les prix, en l'an 303 de notre ère). Le mouvement trade-unioniste est juste en train de devenir un second « Front du Travail ». Il ne semble pas que le gouvernement travailliste doive durer bien longtemps encore. Vraisemblablement, nous verrons bientôt un gouvernement de coalition, sous le commandement de Wall Street, qui aura comme double objectif : d'une part, rétablir l'« entreprise priée », et, d'autre part, hâter les préparatifs de guerre contre la Russie. Subsidièrement, étant donné le présent alignement sur l'Etat de la bureaucratie syndicale, une renaissance syndicaliste paraît possible.

La classe ouvrière devant l'Etat

Les lignes que l'on va lire sont extraites du « Karl Marx » d'Arturo Labriola, ouvrage dont la traduction française — par Edouard Berth — a paru en 1910.

Arturo Labriola n'est pas un auteur dont l'œuvre soit au-dessus de toute critique. Sa compréhension du marxisme — au moins dans la mesure où celui-ci est économie politique — est très insuffisante. Et son ignorance est grande du mouvement « socialiste » du milieu du XIX^e siècle, c'est-à-dire du mouvement spécifiquement prolétarien auquel Marx s'est opposé.

Cependant, sur la question du comportement des partis marxistes devant l'Etat, sa prédiction est fort bonne.

En lisant les lignes suivantes, ne cessez pas de vous rappeler qu'elles ont été écrites il y a environ quarante ans, c'est-à-dire largement avant l'arrivée au pouvoir des premiers partis marxistes. — J. P.

**

L'auteur part du fait que l'Etat moderne n'est pas seulement ce que dit le Manifeste communiste, l'organe de la classe exploiteuse.

« L'Etat bourgeois... s'est transformé. Il n'est plus une résultante, mais une force; il n'est plus un produit, mais un coefficient de la production, et le plus grand de tous. D'instruement, il est devenu maître, de moyen cause. L'Etat idéal, abstrait du régime bourgeois, est redevenu un bloc réaliste, qui ne vit plus seulement pour le bon plaisir d'une classe.

... L'Etat, grandi en force et en autonomie, a plutôt semblé se servir de la bourgeoisie que la servir. Peu à peu s'est constitué un domaine économique qui rend chimérique toute possibilité d'exploitation privée. L'Economie politique, qui affirmait l'incapacité administrative de l'Etat, a vu croître les entreprises publiques — étatiques et municipales — presque jour par jour... Autrefois, on s'appliquait à séparer la sphère de l'Etat de celle de l'Economie. Maintenant, comment le ferait-on encore? **L'Etat n'est plus seulement le pouvoir politique, mais il est aussi l'Economie.**

... L'Etat, pouvoir capitaliste à côté de la classe capitaliste, ayant un caractère impersonnel, la classe ouvrière a pu se demander si elle pouvait avoir vis-à-vis de lui la même attitude que vis-à-vis de la classe capitaliste. C'est sur cette illusion que s'édifia la pratique et la théorie du réformisme (1). D'autre part, la propriété publique de l'Etat et de la Commune s'agrandissait et, par une généralisation facile des termes propres à la politique, paraissait constituer le commencement d'une propriété collective à laquelle tous les citoyens participeraient. Puis, là où, comme dans les pays méridionaux et occidentaux, les formes pleinement démocratiques se réalisaient, et où, en l'absence de groupes aristocratiques s'appuyant sur la couronne, l'Etat revêtait un caractère assez ouvert et libéral, les ouvriers virent en lui un rempart et un protecteur. Dans ces pays, la tendance à la propriété d'Etat fut saluée comme le commencement de la transformation socialiste. Aujourd'hui, en France, en Italie et en Autriche, le socialisme se confond avec l'étatisme.

...Le parti socialiste n'est plus le représentant qui se dresse contre les institutions existantes, mais d'une évolution qui s'accomplit dès maintenant à l'intérieur de la société actuelle et par le moyen de l'Etat lui-même. **Le Parti socialiste, par la nécessité**

même des choses, devient un parti conservateur, qui préconise une transformation dont l'agent n'est plus le prolétariat lui-même mais le nouvel organisme économique qu'est l'Etat. La social-démocratie devient même le parti qui, dans un avenir prochain, devra défendre ce nouvel organisme; et, par rapport à elle, les vieux partis conservateurs perdent presque leur caractère conservateur.

... Cette évolution ne pourra cesser de sitôt. Il n'est pas possible que les ouvriers, dès maintenant, puissent mettre l'Etat et la classe capitaliste sur le même plan. Même le désir des ouvriers de passer au service de l'Etat est vif et spontané; nous en avons en Italie une preuve avec les « ferrovieri », qui pourtant représentent une des fractions ouvrières les plus cultivées et les plus avancées. L'avantage économique n'est pas douteux, par ce qu'en général, l'Etat paie mieux et exige moins; et la liberté politique moindre qu'il consent à ses employés est compensée par la plus grande indépendance personnelle que ceux-ci ont vis-à-vis de leurs supérieurs, employés comme eux, quoique à un échelon plus élevé de la hiérarchie; aussi, partout, les ouvriers demandent l'étatisation. En France, l'industrie sucrière semble près de devenir une industrie d'Etat; et quand l'Etat ne transfère pas en régie une entreprise il ne manque pas d'exercer un tel contrôle sur les industries privées qu'il donne naissance à un droit de copropriété, qui ressemble assez à l'expropriation publique; et il ne semble pas que les capitalistes privés craignent trop la chose.

Engels, en fait, avait prévu cette extension du domaine de l'Etat: « Quelques moyens de production et d'échange sont, dès le principe, si colossaux, comme, par exemple, les chemins de fer, qu'ils excluent toute forme d'exploitation capitaliste, autre que celle par actions. A un certain point de l'évolution, cette même forme ne suffit plus; le représentant officiel de la société capitaliste, l'Etat, doit en assumer la direction. » (Anti-Dühring). Mais Engels ne prévoit pas les changements qui devaient en résulter pour le mouvement ouvrier. Selon lui, les ouvriers doivent garder vis-à-vis de l'Etat industriel la même attitude que vis-à-vis des capitalistes, et ses raisons sont très évidentes: « L'Etat moderne, poursuit-il, quelle que soit sa forme, est une machine essentiellement capitaliste; c'est l'Etat des capitalistes, le capitalisme collectif idéal. Plus il dispose de forces productives, plus il devient ce capitalisme collectif et plus grand est le nombre des citoyens qu'il exploite. Les ouvriers restent des salariés, des prolétaires. Les rapports capitalistes ne sont pas supprimés, mais portés à leur plus haute puissance ».

L'erreur d'Engels consistait à identifier les deux termes: Etat capitaliste et Etat des capitalistes. L'Etat industriel et l'Etat interventionniste sont des Etats capitalistes, mais ne sont pas la chose des capitalistes. Ils exploitent leur entreprise sur la base des mêmes principes qui régissent l'entreprise capitaliste, mais on ne peut pas dire qu'ils les gèrent pour le compte de la classe capitaliste. Il faut même dire qu'ils les gèrent dans l'intérêt général de la société. Les ouvriers sentent si bien la différence qu'ils demandent l'étatisation et provoquent un développement toujours plus grand des prétendues réformes sociales. **Il n'a pas été possible au parti socialiste d'échapper à cette transformation.**

(1) Et, plus tard, du fascisme. (N.D.L.R.)

...Les principes de l'entreprise d'Etat (ordre, discipline, hiérarchie, subordination, productivité maximale, etc.), sont les mêmes que ceux de l'entreprise privée. Là où le parti socialiste se place franchement sur le terrain étatique — ou delà même de ses intentions — **il acquiert une psychologie toute capitaliste**. Son attitude embarrassée vis-à-vis de l'insubordination des ouvriers dans la fabrique privée devient chaque jour plus manifeste, et s'il ne craignoit pas de perdre sa clientèle électorale, il s'élèverait davantage encore contre l'esprit de révolte des ouvriers. C'est ainsi que le parti socialiste, le parti conservateur de la future transformation étatique, devient le parti conservateur de l'organisation sociale présente.

...Aujourd'hui, les partis socialistes sont en pleine crise, et cette crise naît de la contradiction entre leur programme et leur action. Ayant monopolisé le mouvement ouvrier, les exigences particulières de la lutte parlementaire ont remplacé les fins générales de ce mouvement. Comme un parti ne peut agir que par le moyen des organes officiels de l'Etat, pénétrer dans ces organes est devenu le signe même de

la révolution sociale. **L'Etat gouvernant, sinon par les ouvriers; au moins au nom des ouvriers** : voilà la révolution ouvrière. Le but de toute l'action prolétarienne, c'est de conquérir l'Etat et de s'en servir pour le bien des ouvriers...

Or, ainsi que nous l'avons vu dans les chapitres précédents, l'opposition entre salariés et capitalistes ne vient pas d'une particulière méchanceté des capitalistes, mais tient à deux conditions objectives : a) le rapport de dépendance de l'ouvrier vis-à-vis du capitalisme, b) l'opposition des intérêts ouvriers et capitalistes. Comme ce double ordre de circonstances se retrouve encore dans les rapports entre les salariés et l'Etat, **on peut prévoir que l'opposition des salariés et des capitalistes sera remplacée par l'opposition des ouvriers et de l'Etat.**

La lutte de classe ne finit pas avec la fabrique du capitaliste privé; elle continue au delà et renait en toute organisation sociale où les producteurs ne sont pas en même temps propriétaires et maîtres de l'atelier. »

Arturo LABRIOLA

L'unité syndicale exige une véritable C. G. T.

Tant pis pour ceux qui nous reprochent, sur le ton de la condescendance affectueuse, de gémir et de grogner autour « du linceul de pourpre où dorment les dieux morts ». Même lorsque nous voulons vivre avec notre temps, l'actualité ranime tous les jours de vieux souvenirs et à chaque événement nouveau, nous subissons la hantise du « déjà vu » et du « déjà entendu. »

Une fois de plus, la lutte pour la renaissance du « syndicalisme » pose avec acuité le problème de l'unité syndicale, dont la solution a orienté notre « Révolution prolétarienne », pendant les onze premières années de son existence, alors que s'opposaient deux C. G. T. rivales, — la vieille C. G. T., portant l'héritage de « l'Union Sacrée » de guerre, dominée par le mythe de l'intérêt général, accrochée à la Société des Nations, au Bureau International du Travail, au Conseil National Economique, à un « syndicalisme légaliste et gouvernemental » — la C.G.T. unitaire, où la colonisation communiste provoqua soit la fuite individuelle des syndiqués, soit des départs collectifs dans l'autonomie qui aboutirent, dans la grande majorité des cas, au retour dans la vieille C. G. T.

Trois dates marquent l'évolution du mouvement ouvrier, pendant l'entre deux guerres. 1921 : scission syndicale, terme ultime de la lutte entre la majorité liée à la politique de guerre et la minorité révolutionnaire. — 1936 : reconstitution de l'Unité syndicale au lendemain du 6 février 1934, à la veille de la victoire électorale du Rassemblement populaire. — 1939 : aux premiers jours de la guerre, scission provoquée par le pacte germano-soviétique.

Il n'est pas, dans notre esprit, de nier la responsabilité des hommes, dans ces événements. Des militants s'affirment, en s'opposant à des courants qui naissent dans les profondeurs de l'Histoire. Encore faut-il connaître, décrire et délimiter ces courants.

C'est la guerre qui a provoqué la scission de 1921. Sans doute, si la minorité s'était maintenue sur la position, précisée par Monatte dans sa lettre au Comité confédéral de décembre 1914 — « la classe ouvrière n'a pas de responsabilité à prendre dans cette guerre » — même si la scission n'avait pas été évitée, la C. G. T. U., demeurée sur un solide ter-

rain de classe, aurait simplement prolongé la C. G. T. d'avant 1914, en s'adaptant aux possibilités révolutionnaires de l'époque. Mais la révolte contre la politique de guerre ne garda pas cette clarté fondamentale. Sentiments tumultueux, idéologies utopiques, « saoulerie de l'abstraction », prestige de la Révolution russe, tout cela aboutit à une confusion, qui permit rapidement à une fraction disciplinée de triompher sur des ruines.

En 1939, il ne fut même plus question du conflit entre deux idées-forces : la défense nationale et la lutte de classes. L'opération de scission doubla la politique de répression anticomuniste, évidemment justifiée par les nécessités de guerre. Entre ceux qui obéissaient à Staline, et ceux qui s'alignèrent derrière Daladier... et plus tard derrière Reynaud, ou derrière Pétain, ou derrière De Gaulle... les intérêts et la volonté propre de la classe ouvrière n'intervenaient pas.

Au contraire, en 1936, pour reconstituer l'unité syndicale, on ne trouva pas de plateforme plus solide que celle établie après la Charte d'Amiens. Papier historique, vieux de près d'un demi-siècle, disent les « gens à la page » : C'est qu'ils se refusent à distinguer entre la motion de congrès, évidemment actuelle, et la charte qui garantit l'existence et le développement d'une institution, d'un régime ou d'un mouvement. La Charte d'Amiens demeure pour la classe ouvrière française le monument capital, analogue à la *Déclaration des Droits* pour la démocratie anglaise, à la *Déclaration des Droits de l'Homme* pour la bourgeoisie française.

Cependant, de ces trois expériences, une première conclusion s'impose :

L'unité syndicale est fonction de l'autonomie organique et morale de la classe ouvrière. La scission a toujours été provoquée par l'intervention d'éléments extérieurs à la classe ouvrière. En règle générale ce sont des militants *exclusivement syndicaux*, qui ont assuré, consolidé ou réalisé l'unité. Ce sont des intellectuels et des politiciens qui sont les responsables, conscients ou non, de la scission.

C'est là, pour nous aujourd'hui, une évidence banale. Mais notre conception de l'unité syndicale est-elle d'une application aussi simple que nous le pen-

sions de 1921 à 1936 ? Nous répandions, à cette époque, la formule de « l'unité pour l'unité. » Nous pensions que, ce qui est essentiel, c'est que tous les salariés soient groupés dans la même organisation. Nous nous opposions à ceux qui subordonnaient l'unité à l'acceptation soit d'une doctrine, soit d'un programme d'action. Soit ceux qui posaient la question : « l'unité ? Pourquoi faire ? » Nous répondions : Il faut d'abord faire l'unité. Sans doute, affirmions-nous que celle-ci ne peut être sérieusement garantie que par l'indépendance syndicale. Mais briser l'unité, au nom de l'indépendance, nous paraissait aussi insensé que de tuer un malade, par respect d'un régime médical.

Cette tendance nous inciterait aujourd'hui à condamner formellement toute rupture avec l'actuelle C. G. T. — qu'il s'agisse de l'organisation de la Confédération Nationale du Travail ou de la formation de la Fédération autonome des P. T. T. Or, non seulement, nous ne prononçons pas de condamnation, mais nous serions plutôt disposés à suivre avec attention les progrès de la C. N. T. et à encourager nos amis des P. T. T. Avons-nous donc changé ? Avons-nous abandonné ces idées simples et fortes ? « L'unité pour l'unité. Des syndicats uniques dans une C. G. T. unique. »

C'est qu'en fait entre la C. G. T. de 1906, même la C. G. T. reconstituée de 1936 et la C. G. T. actuelle, il y a plus qu'une différence de tendance et d'esprit, il y a une différence de nature, fondamentale, qui tient à la base même du groupement. L'adhésion à la vieille C. G. T. dépendait exclusivement de la condition de salarié. On adhérait au syndicat pour défendre ses intérêts immédiats et c'était l'évolution même de cette défense qui avait provoqué la création de Fédérations de métiers ou d'industries — d'Unions locales, départementales et régionales de syndicats — d'une Confédération Générale du Travail.

Le phénomène contraire s'était déjà produit en 1936, après la victoire du Rassemblement populaire et les grandes journées de juin. Les syndiqués de la fameuse « promotion Blum » adhéraient à la C. G. T., par le même mouvement qui les alignait sur le Front populaire électoral. La C. G. T. n'était plus une « Fédération » de syndicats corporatifs vivants. Ceux-ci, dans la majorité des cas, — sauf dans quelques vieilles Fédérations, à peine modifiées dans leur composition par la promotion Blum — n'apparaissaient plus que comme des sections locales d'un « parti syndical », doublure ou succursale des partis politiques.

Le phénomène s'est aggravé, après la libération. Aggravé dans ce sens que ce n'est pas seulement le mouvement politique, né de la Résistance, qui a gonflé les effectifs de la C.G.T. C'est le désir de s'abriter derrière une formation politique et même gouvernementale. On adhère au syndicat, comme on vote... parce que l'on a choisi des hommes et un parti, que l'on croit capables de vous assurer le maximum de sécurité et de bien-être. Et, pour rendre favorables ces puissances tutélaires, — si le vote politique et l'adhésion au syndicat ne suffisent pas — on accomplit quelques gestes rituels : manifestations, défilés... cessation de travail, etc...

Sans doute la C. G. T. n'est-elle composée que de salariés. Et il serait grotesque de prétendre séparer la C. G. T. de la classe ouvrière. Mais la C. G. T. n'est pas la classe ouvrière, quoiqu'elle groupe la majorité de celle-ci, parce que ce n'est pas l'ambition de constituer la classe ouvrière qui anime cette majorité.

Sans doute, ne peut-on nier la spontanéité de certains mouvements, auxquels participent des syndiqués de la C. G. T. Mais ces mouvements naissent, hors de la C. G. T., et quelquefois contre elle.

De l'autre côté, la même évolution se produit. On adhère parfois aux syndicats chrétiens, par fidélité à l'Évangile et aux encycliques. On y adhère aujourd'hui, parce que l'on a plus confiance en MM. Bidault et Schumann, qu'en MM. Thorez et Croizat !

On ne reprochera pas aux syndiqués de la Confédération Nationale du Travail de céder à des sentiments de cet ordre, et de croire en des hommes ou des partis providentiels. Mais leur révolte demeure d'ordre idéologique. Pour adhérer à la C. N. T., il ne suffit pas d'être salarié, il faut encore accepter ou rejeter certaines formules.

Au moins, par un de ses aspects, la situation actuelle présente donc une analogie frappante avec celle que nous avons connue de 1921 à 1936. En cette période de scission, l'adhésion à la C. G. T. ou à la C. G. T. U. se déterminait par des motifs extérieurs à la classe ouvrière. Il n'existait pas — proclamions-nous — de véritable C. G. T. représentant toute la classe ouvrière.

Nous pouvons le proclamer, aujourd'hui, avec la même sincérité et la même énergie.

Ces observations éclairent le devoir des militants syndicalistes. La rupture avec la C. G. T., le refuge dans l'autonomie ? Erreur tactique, peut-être ? Mais ce n'est là, ni une trahison des intérêts ouvriers, ni même une opération de scission ouvrière... tout au plus l'expression organique d'une scission déjà consommée. Ce qui est essentiel, c'est de maintenir le maximum d'unité à la base, c'est d'éviter la dispersion, la fuite individuelle des syndiqués.

Le devoir qui s'impose aux militants syndicalistes, c'est de se retrouver, par delà des formations toutes provisoires, pour recréer le climat favorable à l'unité syndicale. On négligera les idéologies, les programmes d'action — maxima ou minima — ; on mettra l'accent sur la condition de salarié, déterminant le groupement syndical ; on recherchera les conditions d'une véritable démocratie syndicale, « d'une maison habitable pour tous. »

Cure salutaire de simplicité ! Car si séduisantes que soient toutes les doctrines révolutionnaires, nous demeurons convaincus que le syndicalisme est révolutionnaire lorsqu'il est indépendant ; et que l'indépendance du syndicalisme exprime tout simplement l'existence d'une classe ouvrière, ayant confiance en elle-même et en son destin !

Roger HAGNAUER.

Après les événements de Tunisie

La C. A. du Cartel de la C. G. T., réunie le 18 août, après étude de la situation syndicale de Tunisie, à la suite des événements des 4 et 5 août, s'élève contre l'attitude de l'U. S. T. T. qui n'a pas voulu se joindre aux autres centrales sur la position unitaire de défense du minimum vital à 6.000 francs, estime plus que nécessaire, en raison du coût de la vie ;

Dénonce cette attitude à l'ensemble du prolétariat de Tunisie, attitude qui donne appui et consistance aux propos des pouvoirs publics et du patronat, qualifiant les demandes des autres centrales syndicales de « Séductions démagogiques » ;

Proteste contre la fin de non-recevoir donnée par le résident général à une demande d'audience formulée par les centrales syndicales C.G.T., U.G.T.T., C.F.T.C., le 13 juillet, afin de le mettre au courant de l'émotion et de la colère de la classe ouvrière tunisienne, suscitée par les intentions gouvernementales sur ce point ;

Stigmatise l'action de l'U.S.T.T., qui, avant que la grève générale de l'U. G. T. T. ait eu lieu, a demandé aux pouvoirs publics l'appui de la force armée pour assurer la sécurité du travail, cette position impliquant inévitablement des frictions entre salariés et force armée ;

Regrette que les événements de Sfax aient donné lieu à des incidents sanglants qui ont causé plusieurs morts d'hommes ;

Salue les malheureuses victimes qui rejoignent celles d'un passé lourd en sacrifices ;

Demande à cette occasion qu'une enquête véritable, menée par une commission analogue à celle instituée à la suite des fusillades de Metiaoui en 1937, soit mise en train avec les participations de toutes les tendances syndicales, tant de France que de Tunisie

Dans un communiqué publié par l'U. G. T. T., celle-ci se plaît à rendre hommage à l'attitude syndicaliste adoptée par la délégation du Cartel et de la C. F. T. C. qui n'a pas participé aux travaux de la Commission des Salaires, de laquelle l'Administration l'a injustement évincée. Nous sommes heureux et fiers que nos camarades restés fidèles à la C.G.T. continuent la véritable tradition du syndicalisme.

Les syndicats polonais

au tournant

Après le recouvrement de son indépendance par la Pologne, en 1918, l'organisation syndicale qui y prit forme ressemblait à celle de l'Allemagne et de l'Autriche. C'est après avoir surmonté les obstacles rencontrés au début du mouvement syndical, — les ancêtres des communistes d'aujourd'hui ayant représenté la tendance subordonnée au parti, les socialistes, celle du syndicalisme apolitique, indépendant, basé sur la lutte de classes — que cette forme put, à la suite de l'impuissance communiste, se généraliser.

Le développement numérique des syndicats arriva à son apogée en 1930. Le nombre d'adhérents groupés dans 8.000 sections syndicales, atteignit alors 1 million, dont plus de 600.000 affiliés à notre centrale syndicale (faisant partie de la F. S. I.). En dehors de celle-ci, il y avait des syndicats chrétiens, des syndicats nationalistes et des syndicats libres, jouant un rôle secondaire, souvent même celui de « jaunes. »

La dictature fascisante des colonels, donnant l'assaut au mouvement syndical, fit créer des organismes pro-gouvernementaux, composés d'éléments pris dans les syndicats. Cette création de combat, appelée l'*Union des Syndicats Professionnels*, déclencha d'abord une forte attaque contre le syndicalisme de classe qui la repoussa victorieusement. En dépit des répressions, qui le firent affaiblir numériquement, il garda sa combativité et son indépendance. Notre centrale syndicale, avec son secrétaire général, Z. Zulawski en tête, fit montre d'un grand courage et de réelles capacités d'organisation. A la veille de la guerre, alors que les organismes artificiels gouvernementaux fondaient, nous assistions à une sensible ascension du mouvement syndical groupant plus de 300.000 ouvriers conscients et aguerris dans la récente lutte.

Certes, ce chiffre n'est pas énorme sur l'ensemble de 1.900.000 travailleurs employés dans l'industrie et les transports. Mais l'énergie et l'attitude nette du mouvement syndical eurent les effets positifs : toutes les grèves et actions revendicatives étaient dirigées par nos syndicats ; sur 1.229 grèves qui eurent lieu en Pologne en 1938, 998 furent entièrement victorieuses et 231 à peine furent un échec pour les ouvriers ; les conventions collectives englobaient 56 pour cent de l'ensemble des travailleurs ; dans les entreprises industrielles importantes (employant plus de 200 personnes) 65 pour cent des ouvriers avaient des conventions collectives.

La guerre et l'occupation

Il n'y eut, évidemment, aucune activité syndicale pendant la guerre et l'occupation allemande. Les dirigeants syndicalistes qui tombèrent entre les mains des Allemands périrent les uns après les autres. La découverte par l'occupant d'une organisation clandestine entraînait la mort de ses membres. Le mouvement ouvrier entra dans la clandestinité. Agissant, pour les besoins de la conspiration, sous les mots d'ordre Liberté, Egalité, Indépendance (*Wolność, Rowność, Niepodległość*, ce fameux W. R. N. des procès actuels de Varsovie) il porta, au cours des premières années de l'occupation, tout son effort

sur la lutte contre l'occupant. Au fur et à mesure de son développement, il reprit toutes ses formes anciennes. Le nom officiel du mouvement ouvrier clandestin était : *Mouvement des masses laborieuses*. Il exprimait la volonté de faire renaître dans la clandestinité et de grouper dans une organisation commune tous les groupements ouvriers, soit : parti socialiste, mouvement syndical, mouvement ouvrier d'éducation et de culture, coopératives et mouvement du sport ouvrier.

En 1943, ce but fut réalisé : le Conseil du Mouvement des Masses Laborieuses, composé de représentants de toutes ces organisations, vit le jour. En même temps fut constituée la Commission centrale des syndicats (nom officiel de la C. G. T. polonaise) ayant pour tâche d'entretenir les cadres syndicaux de façon que, dès la débâcle allemande, la reconstruction des syndicats fût immédiatement possible. En plus de ce but ample et assez difficile, l'activité syndicale clandestine comprenait l'aide matérielle à des militants syndicaux, parfois à des collectivités ouvrières tout entières qui entraient en conflit avec leurs entreprises, toutes dirigées par les nazis. Souvent, il fallut diriger ces travailleurs dans une autre province, leur fournir rapidement de fausses identités, afin de les soustraire à une mort sûre dans un camp. D'autre part, les groupements syndicaux clandestins se mirent à l'étude d'une nouvelle organisation de l'industrie en vue de réaliser les principes de la socialisation. C'est dans ce sens que furent élaborés dans plusieurs branches de l'industrie et des transports des statuts qui prévoyaient la création de Conseils et de Comités de gestion avec une participation active des représentants des ouvriers, des cadres techniques et des consommateurs. Ces représentants devaient être élus, dans l'entreprise, par élection directe du personnel. Sur le plan régional ou national ils devaient comprendre les délégués des syndicats ouvriers, ceux des coopératives, des municipalités et des consommateurs. La planification économique dans le secteur nationalisé fut élaborée d'une façon analgoue.

Dans la période d'occupation le mouvement ouvrier tout entier vivait de l'espoir de recouvrer, après la victoire sur l'hitlérisme, une pleine liberté de son organisation. Le mouvement syndical clandestin se préparait tout particulièrement à devenir le principal moteur de la nouvelle structure socialiste de la Pologne. Les transformations accomplies dans la vie économique du pays par l'occupant rendirent ces espoirs plus réels que jamais. L'opinion publique fut entièrement acquise à ces plans, ce qui trouva son expression dans les déclarations officielles du C. N. R. polonais.

Après la libération

La « libération » de la Pologne accomplie par l'Armée rouge, entre plusieurs autres désillusions, mit également fin à l'espoir de réaliser le programme socialiste de la transformation économique, ainsi qu'à celui de la reconstruction d'un syndicalisme indépendant. Dès l'entrée en Pologne, la N. K. V. D. s'entoura de l'état-major de ses fonctionnaires destinés à jouer un rôle de direction dans tous les do-

maines de la vie polonaise. Ces hommes, aidés par les communistes et les communistes polonais, secondés par des carriéristes, se mirent à organiser la vie de notre pays selon leurs plans qui, évidemment, excluaient une participation active des organismes ouvriers indépendants.

Ainsi, parallèlement à l'occupation du territoire polonais par les troupes soviétiques, les agents communistes formaient des syndicats locaux et nationaux. En même temps on désigna le bureau de la C. G. T. polonaise sans tenir compte ni du passé glorieux de notre Centrale, ni de son travail élaboré dans la clandestinité. Les camarades Z. Zulawski, ancien secrétaire général de notre C. G. T., A. Zdanowski, secrétaire-adjoint, Szczerkowski, président de la Fédération Textile et président de la C. G. T., Szczucki, membre du bureau de la C. G. T. et secrétaire général de la Fédération du Livre, ainsi que tous les autres anciens militants des syndicats furent éliminés et remplacés par des fonctionnaires communistes et quelques socialistes progouvernementaux.

D'ores et déjà on érigea le principe : tous les salariés doivent obligatoirement faire partie du syndicat. Tout essai de créer une organisation indépendante de l'administration d'Etat s'avéra impossible. Il devint nécessaire, pour obtenir une augmentation de salaire ou tout simplement pour garder son travail, d'adhérer à l'organisation syndicale officielle.

Evidemment de telles méthodes d'organiser le mouvement syndical assurent un succès numérique certain ! L'organisation syndicale actuelle compte deux millions de membres, soit deux fois plus que l'ensemble des centrales au moment de l'apogée syndical en Pologne indépendante ! Cependant, cette organisation n'a aucune influence sur l'existence des travailleurs. Elle n'est même pas capable de dire son mot en ce qui concerne les salaires. L'augmentation de 30 pour cent réclamée et obtenue l'année dernière fut sabotée par la bureaucratie communiste à la tête des entreprises nationalisées. L'embauchage, le licenciement d'ouvriers à la suite de la moindre démonstration d'opposition contre le régime se trouvent en dehors de l'influence syndicale.

On enleva aux syndicats tout caractère d'organisation ouvrière combattant pour une existence meilleure.

Réactions des travailleurs

Certes, les ouvriers n'ont pas cessé d'être des ouvriers et n'ont pas cédé les droits qu'ils avaient acquis en Pologne d'avant guerre. Le mécanisme totalitaire ne les a pas encore écrasés dans son engrenage. Ils n'ont pas perdu le désir d'améliorer leur sort par leur propre effort et de faire montre de leur force dans une manifestation collective. Les cadres des organisations uniformes ne se prêtent point à ces tendances. Aussi, sommes-nous, aujourd'hui, témoins de deux bien curieux phénomènes. Tous deux auront, dans l'avenir le plus proche, une importance décisive pour le mouvement syndical polonais.

Voici le premier. Comme on le sait, les syndicats sont dirigés par des commissaires imposés par le régime. Or, sous la pression des masses laborieuses et pour conquérir l'appui des travailleurs, le gouvernement décida d'autoriser les élections aux bureaux syndicaux. Le bureau de la C. G. T. en procédant à ces élections donna aux travailleurs des instructions, afin qu'ils votassent pour les candidats présentés par les partis politiques. En dépit de cette consigne, les ouvriers essayèrent de se débarrasser des protégés stalinien et rayèrent les candidats du parti communiste (P. P. R.). Ainsi, sur le réseau du chemin de fer de Varsovie les cheminots n'élirent au bureau de leur syndicat aucun adhérent du P. P. R. Les choses se passèrent d'une façon analogue dans les entreprises les plus importantes.

Voici une deuxième constatation. Au printemps de cette année, eurent lieu, dans les principaux centres industriels, des mouvements revendicatifs concernant les salaires et des grèves organisées, évidemment, en dehors des syndicats. Bien que plusieurs militants syndicalistes locaux fussent arrêtés, ces mouvements apportèrent aux ouvriers certains avantages ; après la terreur hitlérienne et la « libération » soviétique dans les cadres du N. K. V. D., ils constituent dans la vie polonaise actuelle, la première manifestation ouvrière de masses.

A ces actes d'indépendance de la classe ouvrière les autorités réagirent par des arrestations de socialistes et des syndicalistes, les accusant officiellement d'avoir incité aux grèves et propagé des « ferments malsains. »

En ce moment on prépare un procès monstre contre les militants ouvriers d'avant guerre, actifs pendant l'occupation. Ce procès tend à salir le W.R.N., symbole de la résistance ouvrière contre les nazis. Le bureau de la C. G. T. actuelle déclare de son côté qu'elle « réprouve les luttes politiques au sein des syndicats », c'est-à-dire qu'il condamne la libre désignation par les ouvriers des candidats aux bureaux syndicaux. Les mêmes déclarations syndicales de juin dernier contiennent l'interdiction de déclencher des grèves dans les entreprises nationalisées, soit dans la grande et moyenne industrie polonaise.

Sur une proposition communiste, le bureau confédéral adopta, au mois de juin dernier, une longue résolution dont voici quelques passages :

« Dans l'industrie nationalisée, où la classe ouvrière collabore à l'économie nationale et où seule une production accrue peut améliorer le bien-être des travailleurs, les grèves sont nuisibles à notre économie et, partant, aux intérêts de la classe ouvrière. La C. G. T. se prononce contre les grèves dans l'industrie nationalisée. »

Dans une autre résolution la C. G. T. polonaise exige l'augmentation du rendement au moyen du travail aux pièces et des primes individuelles à l'instar du stakhanovisme russe.

Rappelons que presque toute l'industrie polonaise, toutes les entreprises employant plus de 100 ouvriers sont nationalisées. Cela veut dire que l'interdiction des grèves proclamées par la C. G. T. concerne la grande et la moyenne industrie. La phraséologie sur la collaboration économique n'est nullement fondée, car les travailleurs n'ont aucune influence sur la marche des entreprises dirigées par des bureaucrates communistes. Même les représentants du parti socialiste officiel se sont plaints il n'y a pas longtemps, que les ouvriers non adhérents au parti communiste, sont continuellement tracassés.

Ainsi le mouvement syndical polonais, organisé présentement à la mode totalitaire, s'oppose à tous les principes du syndicalisme, tel que nous le concevions, tel que le conçoit encore aujourd'hui tout travailleur libre.

Cependant les traditions d'une organisation syndicale libre, organisation socialiste de classe, vivent en Pologne, toujours puissantes. Et même si les bureaucrates de la C. G. T. polonaise réussissent à déformer les élections libres des travailleurs, même s'ils réussissent à briser les premières tentatives de grèves et arrêtent les dirigeants locaux, réels ou imaginaires, ils ne pourront pas détruire les grandes traditions du mouvement syndical indépendant polonais.

La situation des syndicats polonais et de leurs militants dépend beaucoup de l'attitude des travailleurs des pays libres. Pourront-ils tolérer les méthodes totalitaires d'extermination du mouvement ouvrier dans les pays assujettis à la dictature communiste ?

Zygmunt ZAREMBA.

Notes d'Economie et de Politique

LA SECONDE CATASTROPHE BLUM

Lorsqu'en 1936 Léon Blum devint, pour la première fois, chef du gouvernement, son action d'éclat, durant son passage au pouvoir fut l'assassinat de la République espagnole. En décidant d'accord avec l'ultra-conservateur Chamberlain le blocus de la République espagnole et en maintenant ce blocus même lorsqu'il fut avéré que ce qui devait en être la contrepartie, le blocus de Franco par l'Italie et l'Allemagne, n'était pas réalisé, il condamna à mort la République espagnole. Catastrophe pour la République, catastrophe pour la classe ouvrière, catastrophe pour la paix !

Le second passage de Blum au pouvoir, il y a six mois, a été moins tragique, mais tout aussi catastrophique. Blum a prétendu arrêter l'inflation au moyen d'un « choc psychologique » ; il l'a précipitée.

Le « choc psychologique » n'a eu que deux effets. D'une part, comme toute annonce d'une baisse des prix, naturelle ou décrétée, il a ralenti momentanément les affaires, ce qui a diminué l'augmentation du produit des impôts qu'entraîne normalement l'inflation (en janvier le montant du rendement de la taxe sur le chiffre d'affaires a baissé, même en valeur absolue, dans une mesure considérable, ce qui a accru le déficit). D'autre part, en donnant un renouveau de vigueur à l'illusion que la baisse des prix peut être obtenue par des mesures de police, il a fait ajourner la réduction massive qui s'imposait dans les dépenses de l'Etat. De sorte que l'inflation, c'est-à-dire l'émission de billets de banque non gagés remis à l'Etat pour lui permettre d'effectuer ses paiements, s'est accrue énormément et qu'en conséquence les prix continuent et continueront à monter à une cadence accélérée.

Dès le mois de mars, deux mois après le premier décret de baisse de 5 % et à la veille du second décret de baisse, l'accroissement du nombre de billets émis par la Banque de France était plus grand que celui du mois de mars de l'année précédente : 17 milliards au lieu de 13 milliards, — et il devait continuer à en être ainsi chaque mois jusqu'à ce que finalement en juin dernier le montant des nouveaux billets émis est arrivé au chiffre jamais encore atteint de 42 milliards — au lieu de 5 milliards en juin 1946 ! Au total, le montant des nouveaux billets émis qui n'avait été, durant le premier semestre de l'an dernier, que de 58 milliards, fut, durant le premier semestre de cette année-ci, de 96 milliards ! Pas loin du double !

Tel est le bilan de cette « expérience » imbécile ! Six mois d'expérience d'une politique qui devait, à ce que prétendait son auteur, sinon supprimer l'inflation, au moins la réduire !

Voilà l'un des aspects de la catastrophe ! Son aspect le plus visible. De même que la « non-intervention » devait supprimer le ravitaillement de Franco par Mussolini et Hitler, et qu'elle ne fit que l'accroître, de même la baisse des prix par décrets et le blocage des salaires, qui devaient amener une amélioration de la situation monétaire, n'ont fait que l'empirer.

Mais cet effet immédiat comporte des prolongements encore plus graves. Le blocus de la République

espagnole avait amené la défaite de la classe ouvrière espagnole, cette seconde expérience Blum a obligé la classe ouvrière française à une défaite, moins sanglante, mais tout aussi nette. En torpillant les revendications de salaires que le prolétariat avait posées fin décembre dernier, au moyen de sa promesse fallacieuse de « faire baisser le coût de la vie », Blum a obligé les ouvriers français à se contenter jusqu'à aujourd'hui de salaires qui avaient été fixés en juin 1946, c'est-à-dire à un moment où le coût de la vie était les deux tiers de ce qu'il était après le décret sur les 5 % de baisse et presque moitié moindre de ce qu'il est maintenant (indice des prix des produits alimentaires : 662 en mai 1946, 1007 en février 1947, 1132 en mai 1947). Il a obligé le prolétariat à baisser, en un an, de moitié, son niveau de vie.

Conséquence matérielle terrible, et qui, comme toujours, se double d'une conséquence morale.

La trahison de la République espagnole par les gouvernements du « Front populaire » de France avait détruit toute illusion sur la vertu des « démocraties » ; il était devenu impossible à quiconque de prendre au sérieux tout appel que pourraient faire ultérieurement les démocraties pour combattre le fascisme, et le résultat fut... juin 1940. La trahison commise à l'égard des travailleurs français par le parti socialiste, devenu le parti des bas salaires, aura des conséquences analogues, dont la forme ne peut être encore prévue, mais qui sont tout aussi certaines. Et de toutes les catastrophes que nous aura values l'« expérience » Blum, celles-là seront les plus graves.

IL FAUT, OU SUPPRIMER L'INFLATION...

Répétons pour la centième fois cette vérité évidente, que personne n'essaie même de réfuter, mais à laquelle tout le monde tente d'échapper, **qu'en régime de monnaie fiduciaire il n'est pas d'autre cause à la hausse des prix que l'inflation, due elle-même au déficit budgétaire.** Vous pouvez bloquer les salaires, vous pouvez, comme les gens de 93, envoyer à la guillotine ceux qui n'obéissent pas à vos lois du « maximum », vous ne parviendrez point à empêcher les prix de monter, si ce n'est très momentanément, du moment que l'Etat continue à fabriquer de la fausse monnaie en émettant des billets sans couverture réelle, véritables chèques sans provision qui ne peuvent être « honorés » qu'à condition qu'on réduise, par la hausse des prix, ce qu'on veut en paiement aux autres.

Si donc, aujourd'hui, en France, on veut arrêter la hausse des prix, il n'est pas d'autre moyen que de supprimer le déficit budgétaire, ou, plus précisément, la partie de ce déficit qu'il n'est pas possible de couvrir par des emprunts, soit quelque 200 milliards par an, au minimum, pour le moment présent.

Techniquement rien n'est plus facile. Il suffit de supprimer les effroyables protubérances parasitaires qui encombrant actuellement l'Etat et lui occasionnent infiniment plus de 200 milliards de dépenses.

Bornons-nous en à voir les deux principales : l'armée et la « direction » de l'économie.

L'armée d'abord !

A quoi sert l'armée ? Je voudrais bien qu'on me

le dise. Durant exactement 70 ans, de 1870 à 1940, on a dit : il faut avoir une armée pour se défendre contre l'Allemagne ; s'il n'y avait pas l'armée allemande, s'il n'y avait pas le militarisme prussien, nous n'aurions pas besoin d'une armée permanente. A l'heure actuelle il n'y a plus de militarisme prussien, même plus de Prusse, il n'y a plus la moindre armée allemande ; la raison d'être de l'armée française a donc disparu.

Oui, je sais bien ! il y a le conflit des impérialismes... la guerre est plus proche que jamais... Tout à fait d'accord ! Mais précisément, du moment qu'il s'agit d'un conflit véritablement impérialiste, c'est-à-dire entre puissances **mondiales**, qu'est-ce que vous voulez y faire, comment pouvez-vous avoir la prétention d'y intervenir, vous, pauvre moucheron ! Bien plus ! comment une armée vous permettrait-elle d'intervenir, alors que cette armée serait très exactement divisée en deux, comme la nation dont elle est l'image, une moitié tenant pour le czar, et l'autre pour Wall Street !

Oui, je sais aussi... il y a les colonies... Mais vos colonies sont perdues. N'importe comment ! Votre armée ne pourrait que retarder de fort peu l'échéance inéluctable, et rendre la perte plus douloureuse et plus irrémédiable ! Il faut donc vous entendre pacifiquement avec les peuples de ces colonies afin que vous n'ayez plus besoin de maintenir les effectifs nombreux qui sont aujourd'hui en Indochine, en Afrique du Nord, à Madagascar. Suivez l'exemple que vous donne aujourd'hui l'Angleterre aux Indes, à Ceylan, en Birmanie, en Malaisie !...

Ce qu'il vous faut donc d'abord pour rétablir votre équilibre budgétaire, c'est abandonner votre politique infantine de « prestige », pratiquer une politique « réaliste », c'est-à-dire, conforme à vos possibilités.

Et puis, chose non moins importante, rendez l'Etat à ses fonctions propres. Celles pour lesquelles il est fait et celles seulement pour lesquelles il est fait : ses fonctions politiques. Qu'il assure les conditions nécessaires pour que l'activité des individus puisse s'exercer librement et sur un pied d'égalité, mais qu'il ne se mêle pas de faire lui-même de l'économie ! L'expérience a été une fois de plus concluante. Le rôle révolutionnaire de l'Etat est de libérer l'individu en le délivrant des liens naturels ou ocquis qui ont été tissés autour de lui : famille, clan, corporation, église ; quand, au lieu de cela, c'est lui qui impose de nouvelles chaînes, l'Etat n'est plus qu'une puissance réactionnaire. En le débarrassant de tous les attributs économiques dont vous l'avez accablé, vous ferez d'une pierre deux coups : dégagée du carcan qui l'enserme la production fera immédiatement un bond en avant, et ainsi, en même temps que vos dépenses seront réduites par la suppression de vos services d'Etat improductifs, vos recettes se trouveront augmentées, ce qui vous permettra, non seulement de ne plus avoir recours à l'inflation, mais même pas à l'emprunt, et, par surcroît, vous pourrez diminuer le prix des impôts.

Tout cela, c'est évidemment de la politique, et non pas des finances ! Mais c'est que, précisément, les finances et les variations monétaires ne sont que le reflet, la conséquence de la politique. La hausse des prix n'est, en dernière analyse, que la traduction en chiffres du déséquilibre entre les moyens réels d'un Etat et ses prétentions. Pour que le coût de la vie ne monte pas, il ne faut pas, comme l'on dit, vouloir péter plus haut que son cul.

...OU S'Y INSTALLER

Si l'on ne veut pas se résoudre à cette politique réaliste, si l'on veut, comme les hommes d'affaires véreux, continuer à faire figure au moyen de faillites répétées, il faut se résoudre à continuer l'inflation, mais il faut alors résolument s'y adapter. Il faut accepter l'idée d'un déficit budgétaire chronique, donc d'une émission continue de fausse monnaie, donc d'une continuation indéfinie de la hausse des prix, mais s'arranger pour que toutes ces augmentations se poursuivent avec le minimum de heurts ; amortir les secousses.

Pour cela l'une des choses qu'il faut établir au plus tôt consiste dans l'échelle mobile des salaires.

Les anciens lecteurs de la R. P. se souviennent peut-être que j'ai souvent jadis attiré l'attention sur ce point : que l'échelle mobile était, d'une manière générale, contraire aux intérêts des travailleurs en période de hausse des prix. La raison en est simple : les périodes de hausse des prix étant toujours des périodes de grande activité économique, des périodes où le patronat réalise de gros bénéfices, ces périodes sont des moments particulièrement favorables pour la lutte ouvrière ; les travailleurs peuvent en profiter pour faire augmenter leur salaire réel, c'est-à-dire obtenir des augmentations de salaires supérieures à la hausse des prix, donc plus élevées que ce que leur donnerait l'échelle mobile. Dans l'une des dernières R. P. nous avons montré par deux exemples particulièrement typiques que ce raisonnement était vérifié par les faits, et on en trouvera plus loin un nouvel exemple. Mais, encore une fois, cela suppose que la classe ouvrière est en état de revendiquer, qu'elle en a la ferme volonté ; les circonstances peuvent être aussi favorables que possible, si on ne se bat pas, l'on n'aura pas la victoire. Or, étant donné qu'actuellement la classe ouvrière ne veut pas se battre, étant donné que, depuis la « libération », elle est chloroformée par cette effroyable mixture que constituent la religion moscovite, le nationalisme français et le culte de l'Etat et des partis « ouvriers », étant donné qu'elle a accepté sans sourciller pendant une année entière une réduction de moitié de son niveau de vie, il serait vain d'espérer qu'elle serait capable de faire augmenter son salaire réel malgré les conditions favorables dans lesquelles elle pourrait se battre ; dès lors, l'échelle mobile serait le moindre mal.

LA HAUSSE DES SALAIRES SUPERIEURE A LA HAUSSE DES PRIX (suite)

Dans la R. P. de juin dernier nous avons donné deux exemples d'une hausse des salaires supérieure à la hausse des prix, l'un tout récent, qui se rapportait à la Suisse durant cette guerre-ci, l'autre qui s'appliquait à la France entre les deux guerres. Ces deux exemples appartenaient donc l'un et l'autre à une époque où le régime monétaire était un régime de monnaie fiduciaire. Mais on observe le même phénomène en régime de monnaie réelle, alors que la hausse des prix provient de la diminution de valeur réelle du métal dans lequel est frappée la monnaie, par suite de découvertes minières ou métallurgiques, et non de l'inflation.

C'est ainsi que la période du Second Empire, qui a été une période de hausse des prix à cause de la découverte, en 48, des fameux placers d'or californiens, a vu, elle aussi, les salaires s'élever plus que les prix.

Voici, en effet, ce que, dans un article tout récent et qui ne se donne nullement pour objet d'établir une thèse économique, Will Morris écrit dans le **Socialist Leader**, organe de l'Independent Labour Party (I. L. P.) britannique (1) ; c'est un article qui fait partie d'une série qui se donne pour objet de tracer « une brève histoire du capitalisme » :

Durant les années de prospérité dont a joui le capitalisme britannique entre 1850 et 1875, la classe ouvrière elle-même bénéficia d'un standard de vie plus élevé. **Les prix s'élevèrent** (2), mais les salaires également, et le résultat net fut que, en ce qui concerne du moins les ouvriers occupés toute la journée, les salaires réels (2) — c'est-à-dire calculés en pouvoir d'achat — montrèrent une forte augmentation. En 1865 les salaires réels (2) étaient de 17% au-dessus du niveau de 1850 ; en 1870 ils avaient augmenté de 18 % et, en 1875, de plus de 33 pour cent, par rapport à ce qu'ils étaient au milieu du siècle.

Cela est d'autant plus remarquable que la combativité de la classe ouvrière britannique n'était pas, à ce moment, tellement élevée. On était au lendemain du chartisme : abattus par l'échec de ce mouvement dans lequel ils avaient mis tant d'espérance, les ouvriers anglais étaient devenus particulièrement prudents, extrêmement circonspects ; ils ne portaient en grève qu'à la dernière extrémité. Mais cela ne veut pas dire qu'ils avaient perdu le sens de leurs intérêts de classe, cela ne signifie pas qu'ils étaient prêts, comme les ouvriers français d'aujourd'hui, à les sacrifier sur l'autel de la patrie ou au bénéfice d'un quelconque impérialisme étranger ; beaucoup de leurs syndicats et leurs militants les plus représentatifs appartenaient à l'Internationale. Et c'est pourquoi, malgré leur prudence et presque leur pusillanimité, ils trouvèrent moyen de bénéficier dans une large mesure des conditions de lutte extrêmement favorables que leur assurait la hausse des prix.

*

**

Je me demande pourquoi je viens d'écrire cette note, ainsi que les deux précédentes. Voici un quart de siècle — depuis que l'inflation a commencé — que je m'évertue à répéter ces vérités d'évidence, et à les prouver de mille manières. Or, j'ai pu, au cours de cette expérience déjà longue, me rendre compte à maintes reprises que cela ne servait à rien. Oh ! ce n'est pas que l'on vous contredise jamais ; on écoute vos arguments, on vous entend énumérer vos preuves, sans répondre quoi que ce soit ; vous croyez que l'on a compris et que l'on acquiesce. Eh bien ! pas du tout ! Si, à quelque temps de là, vous vous trouvez en rapport avec la même personne, vous constatez qu'elle pense, qu'elle parle, et qui, pis est, qu'elle agit exactement comme si la hausse des prix dépendait d'autre chose que du déficit budgétaire, et qu'elle est convaincue que la hausse des prix est une calamité pour la classe ouvrière parce que les salaires ne peuvent jamais rattraper les prix !

C'est tellement plus agréable d'attribuer la hausse des prix aux intermédiaires, aux spéculateurs, au marché noir, ou simplement à la « cupidité », à moins que l'on n'ait quelque propension à la magie,

(1) **The Socialist Leader** du 5 juillet 1947. Article intitulé : Le nouveau trade-unionisme.

(2) C'est moi qui souligne. — L'augmentation des prix en Angleterre, de 1850 à 1875, fut de 24 %. — R. L.

ce qui vous fait attribuer la hausse au fait qu'on n'a pas adopté le magnifique système monétaire que vous avez imaginé ! Et combien aussi c'est tellement plus facile de s'évader dans de vaines vitupérations ou dans la confection de quelque plan mirifique que de s'atteler à la dure bataille qu'il est nécessaire de mener chaque jour contre le patronat et l'Etat, pour arracher quelques francs d'augmentation.

Les « fausses évidences », comme celles qui ont coulé sur la mannaie, ont la vie dure lorsqu'elles flattent nos manies et satisfont notre paresse intellectuelle et morale. Tout ce que l'on peut dire contre elles c'est à peu près comme si l'on pissait dans un violon. Tant pis ! continuons à pisser...

L'ECLATANTE VICTOIRE DES MINEURS AMERICAINS

Il y a, en revanche, un pays — et c'est le seul point un peu clair de l'horizon dans le monde d'aujourd'hui — où la classe ouvrière ne s'en laisse pas compter. C'est le pays où il n'y a pas de « partis ouvriers », le pays où de soi-disant représentants du prolétariat ne sont pas ministres, le pays où les syndicats ne s'occupent de politique que lorsqu'il s'agit de faire mordre la poussière à un élu, quel que soit son parti, qui a voté des lois antiouvrières, un pays, en un mot, où la classe ouvrière ne compte que sur elle-même, je veux dire : les Etats-Unis d'Amérique.

Les mineurs viennent d'y remporter une victoire éclatante. Sans même avoir besoin de faire une nouvelle grève, les patrons s'estimant battus d'avance, le syndicat des mineurs de houille a signé, au début du mois dernier, avec la plus grande partie des compagnies, un contrat collectif par lequel le salaire horaire est augmenté de 44,5 %. Oui ! 44,5 % d'augmentation dans un pays où les prix n'ont, comparativement à la France, que très peu monté, alors qu'ici on marchandait 10 % d'augmentation lorsque la vie, d'une année à l'autre, a augmenté de 100 % !

La paie journalière du mineur se trouve ainsi portée à 13 dollars 5 cents, soit, au cours officiel du dollar, à 1.560 francs, et, au cours vrai du dollar (le cours « noir »), à 2.600 francs pour le moins.

Autres avantages du nouveau contrat : journée de 8 heures au lieu de 9 (comptée de l'entrée à la sortie de la mine) ; une demi-heure pour le casse-croûte au lieu d'un quart d'heure. Et enfin, une somme de 10 cents par tonne de charbon extraite sera versée par les compagnies à un fonds « social » destiné à améliorer les conditions de vie des mineurs.

J'ai laissé pour la fin le plus beau : il est stipulé expressément que l'ouvrier a le droit de ne venir au travail que « lorsqu'il le veut et le peut » (quand il est, dit le texte anglais : **willing and able**).

Ces résultats sont d'autant plus impressionnants qu'ils sont obtenus au lendemain même du vote d'une loi dirigée contre les syndicats, et tout particulièrement contre le syndicat des mineurs. Il est ainsi démontré une fois de plus que la loi n'a pas de prise contre des travailleurs qui sont bien résolus à employer l'action directe chaque fois qu'il est nécessaire.

Lewis, le président des mineurs, est peut-être, et il est même très certainement, un gangster, mais,

malgré cela, ou peut-être, dans une certaine mesure, à cause de cela, il sait qu'il ne peut garder son emprise sur le syndicat qu'à la condition d'obtenir des avantages concrets et substantiels, et aussi, condition nécessaire pour pouvoir obtenir ces avantages, qu'il n'a qu'à dire un mot pour que tous les mineurs entrent en bataille, résolus et solides. Et... le résultat est là !

APRES LES SOCIALISTES FRANÇAIS, LES SOCIALISTES HOLLANDAIS SE SONT A LEUR TOUR DESHONORÉS

Le gouvernement hollandais est un gouvernement de coalition dans lequel le parti socialiste hollandais joue l'un des rôles les plus importants, si ce n'est le plus important. La responsabilité des socialistes hollandais dans l'agression à laquelle leur Etat s'est livré le mois dernier contre la République indonésienne est donc aussi grande que celle qu'ont les socialistes français dans l'agression commise à l'égard du Viet-Nam lorsque, le 30 octobre dernier, les troupes françaises se sont emparées, sans l'ombre d'un droit, des douanes d'Haïphong, déclenchant ainsi délibérément la bagarre.

Le parti socialiste n'est pas seulement partout, en Europe, le parti des bas salaires ; il y est aussi partout, sauf en Angleterre, le parti colonialiste, un parti colonialiste type, fomentateur des expéditions coloniales. Dans tous les domaines, il prend donc exactement le contre-pied de ce qui fut pendant un siècle, non seulement sa politique, mais sa raison d'être.

C'est une constatation qui peut chagriner certains, mais qui s'impose ; aujourd'hui

LE SOCIALISME EST MORT.

Rappelons que ces agressions, que ce reniement sans vergogne des engagements pris, cette annulation unilatérale des traités signés (ceux par lesquels la France avait reconnu l'indépendance de l'Annam et la Hollande celle de Java et de Sumatra) sont le fait de gens qui n'ont cessé et ne cessent de nous remplir les oreilles de leurs imprécations contre Hitler parce qu'il a, très exactement, commis les mêmes crimes qu'eux : violer les traités et déclarer la guerre. Mais leur cas présente, en outre, cette circonstance aggravante que, tandis que Hitler s'attaquait à des adversaires d'une force équivalente à la sienne, ils envoient, eux, leurs tanks et leurs avions contre des peuples dont les armes sont dérisoires à côté des leurs et cette autre circonstance, non moins aggravante, qu'alors que Hitler pouvait prétendre agir dans l'intérêt de l'ensemble de son peuple, nos socialistes ne font parler le canon que pour défendre les intérêts de quelques planteurs.

Aussi combien ont-ils eu raison ceux qui se sont obstinément refusés à participer au conflit qui mit aux prises les vainqueurs d'aujourd'hui avec ceux d'hier. Ce n'était qu'un duel entre bêtes également féroces. Les vainqueurs d'aujourd'hui n'étaient point les ennemis du fascisme, mais ses rivaux. Si ces Français et ces Hollandais qui préludent actuellement au renouvellement des horreurs des pénitenciers de Poulo-Condor et des Célèbes dans lesquels périssent, de mort lente, entre les deux guerres, des milliers de patriotes annamites et indonésiens, avaient disparu eux-mêmes dans les fours crématoires d'Auschwitz ou d'ailleurs, le niveau moral de l'humanité n'en aurait point été abaissé.

La férocité de l'homme blanc demeure, inégalée.

R. L.

« UN GRAND SECRET »

Poincaré le 1^{er} août 1914

Le tome III des *Mémoires* de Caillaux, qui vient de paraître, publie un certain nombre de documents montrant comment fut préparée, du côté français, la guerre de 1914 par l'équipe Poincaré.

Le plus important de ces documents est la lettre suivante dans laquelle un ministre d'alors relate la séance du Conseil des ministres du 1^{er} août 1914 :

... Cet incident s'est passé au cours d'une délibération du Conseil des ministres qui se tenait dans l'après-midi à l'Élysée. Je jure sur la tombe de ma mère et sur la tête de mes enfants que je dis la vérité et que même je reproduis à peu près textuellement les paroles qui ont été prononcées, surtout les plus importantes et qui sont restées — vous le pensez bien — gravées dans mon cerveau.

Le Conseil était réuni. M. Viviani, président du Conseil, se trouvait retenu au ministère des Affaires étrangères, où il avait un entretien avec M. de Schaen, ambassadeur d'Allemagne. Nous vivions des heures angoissantes et nous attendions avec émotion son retour. La porte s'ouvrit. M. Viviani paraît. Tous les regards se fixent sur lui. Deux mots sortent avec force de sa bouche : « Ils canent ». Des ah ! de soulagement s'échappent de nos poitrines, tandis qu'un seul visage reste impassible et sceptique.

Nous l'interrogeons : « Que s'est-il passé ? » Et Viviani nous fait le récit de son entretien avec M. de Schaen. « L'Allemagne, lui a dit ce dernier, ne veut pas d'une guerre avec la France. Elle désirerait avoir les mains libres pour régler à son gré l'incident austro-serbe » et M. de Schaen demanda à M. Viviani : « Que ferait la France au cas où la Russie serait entraînée dans le conflit ? » « La France, répondit Viviani, s'inspirerait de ses intérêts ». Cette phrase que le président du Conseil répéta par deux fois à l'ambassadeur d'Allemagne paraissait avoir produit sur lui une profonde impression et l'ambassadeur se retira en donnant à M. Viviani la conviction que, devant l'attitude ferme prise par le chef du gouvernement français, le gouvernement allemand, hésitant encore, reviendrait à une attitude plus conciliante.

« Je crois, dit en terminant M. Viviani, que nous allons éviter la guerre ». Une voix s'éleva alors maqueuse, cassante, ce fut celle du président de la République : « Allons donc ! dit-il. Cet homme-là vous joue. C'est une manœuvre, c'est un piège et, du reste, serait-ce la vérité, l'Allemagne à cette heure sentirait-elle le péril qu'elle court, croyez-vous que c'est au moment où nos troupes de couverture sont à leur poste, à l'heure où nous avons pu éviter l'attaque brusquée de nos ennemis que nous nous refuserions à tirer parti de la situation admirable où nous nous trouvons ? Non, ce n'est pas à la minute où nous sommes prêts que nous allons renoncer au bénéfice de cette situation. Du reste, dit M. Poincaré se tournant vers M. Messimy, ministre de la Guerre : s'il le faut nous créerons un incident de frontière. Ce n'est pas difficile, n'est-ce pas monsieur le ministre de la Guerre ? »

Un silence glacial suivit ces paroles et, bien que nous soyons, à cette heure, sous l'influence de ce superbe optimisme de nos grands chefs, il n'est pas — j'en suis sûr — un de nous qui ne devait songer à la gravité des paroles prononcées par le chef de l'Etat.

L'Algérie de demain

Regardons avec quelque attention la brochure (1) **Le Manifeste algérien dans la presse française**, récemment publiée par M. A. Mimouni.

Cette brochure m'a instruit et intéressé. Elle comprend : 1) le texte du fameux **Manifeste du peuple algérien**, de février 1943 (fameux, mais combien l'ont lu, de tous ceux qui en parlent ?) ; 2) le texte de l'**Additif au manifeste**, c'est-à-dire les réformes concrètes immédiatement revendiquées ; 3) une série d'interviews de Ferhat Abbas, dans lesquelles sont précisés l'idéal et le programme des **Amis du manifeste** ; 4) une série de commentaires de la presse française au lendemain des élections de juin 1946, qui virent le triomphe des **Amis du manifeste**.

... Juin 1946. Il y a un an. Comme ça paraît loin ! Et pas seulement parce qu'il n'y a plus, à la Chambre, d'**Amis du manifeste**.

Quiconque veut écrire de la situation algérienne devrait, avant tout, tenir compte de la caractéristique du moment : la **rapidité** de l'évolution (2).

Pendant des décades et des décades, les populations indigènes de l'Algérie ont présenté les apparences d'une stagnation que beaucoup de gens estimèrent définitive, intrinsèque, raciale... Et puis, brusquement pourrait-on dire, dans les vingt dernières années, un grand changement est apparu.

Comme le dit notre brochure, il y a eu augmentation, non seulement en quantité humaine, mais en qualité. On peut maintenant, autrement que par souhait, parler d'un « peuple algérien musulman », comme le fait l'**additif au manifeste**.

Mûri par bien des courants profonds que nous n'analyserons pas ici, ce changement a vu le jour avec la génération d'entre les deux guerres, avec les fils des combattants de 1914-1918.

Ainsi qu'il est naturel, l'augmentation de **capacité**, comme disait excellemment Proudhon, s'est accompagnée pour les populations indigènes d'un changement dans leur **condition civile**.

Je reliais dernièrement l'étude que j'ai faite en 1925 (n° 6 de la R. P.) sur la condition civile de l'indigène algérien. Eh bien ! c'est magnifique : tout est faux là-dedans ; tout est devenu faux. Finie la distinction entre « sujet » et « citoyen » ; (« indigénat » proprement dit) ; en désuétude les pouvoirs répressifs spéciaux du gouverneur général ; finis les tribunaux spéciaux pour indigènes ; finie l'interdiction de faire partie d'un bureau syndical ; finie l'inégalité de temps de service militaire et de solde, ainsi que l'inaccessibilité à tous les grades militaires et aux fonctions d'autorité. Et il ne s'agit pas là de mesures « sur le papier », sur la validité pratique desquelles on peut être sceptique. Non, étant loin d'avoir devancé l'évolution de la population, elles sont garanties par une conscience populaire et l'autorité sera forcée de les respecter. On peut considérer que la grande inégalité civile qu'il y eut pendant cent ans entre Français et musulmans algériens est un phénomène **révolu** (3).

(1) Aux Editions algériennes, 12, rue Pompée, Alger.

(2) Dans **Climats** du 19 juin, le député colon Chevalier préconise la reconnaissance, en Algérie, de deux collectivités civiles : l'une régie par le droit civil français, l'autre par la loi coranique, ces deux collectivités AYANT DES DROITS EGAUX. Il y a seulement dix ans, une démission collective de maires colons avait torpillé le « projet Viollette », qui allait beaucoup moins loin que cela !

(3) Il y aurait même tendance au renversement de l'inégalité sur certains points. Il n'est pas, par exemple, question en Algérie, de l'« impôt de solidarité ». Ça, c'est bon pour les Français de France. L'administration ne juge pas les gens d'Algérie taillobles à ce point ! Ne croyez pas surtout que cela résulte d'un amour particulier que l'on aurait pour ceux-ci. Il ne s'agit que de **prudence**. En 1919-1920 en effet, époque où l'administration n'avait pas encore la trouille, l'équivalent de cet impôt a été appliqué à l'Algérie. Il s'appelait alors « impôt sur les bénéfices de guerre » et son recouvrement, assez inquisitorial, se poursuivait encore en 1925.

L'Algérie se trouve donc en présence d'un problème. Habitée par, au moins, deux peuples, elle a vécu jusqu'ici sous le régime de la domination de l'un par l'autre. Cette « solution » n'est plus possible. Comment l'Algérie, va-t-elle donc vivre ?

« La personnalité algérienne », dit Ferhat Abbas, cité par notre brochure, « repose sur une **citoyenneté locale** étendue à tous les habitants d'Algérie : Européens, juifs, Arabes... A l'intérieur de cette citoyenneté algérienne, je vois deux catégories de ressortissants : l'une régie par le code civil, l'autre par la loi musulmane. Le choix sera entièrement libre... Deux collèges, l'un français, l'autre musulman, mais évoluant méthodiquement et loyalement vers un collège mixte, dans lequel Européens et musulmans évolués s'habitueront à une vie civile commune. Pour commencer, chacun des deux collèges pourrait comprendre 45 % des inscrits, et le collège mixte 10 %. Au fur et à mesure de l'évolution sociale et politique de l'Algérie, le collège mixte augmenterait d'importance, cependant que les deux autres seraient diminués, jusqu'au jour où ils finiraient par disparaître complètement... »

(En somme, ne voulant plus d'une assimilation à la France des musulmans d'Algérie, Ferhat Abbas se prononce pour une assimilation algérienne des Français d'Algérie.)

Les collèges électoraux de Ferhat Abbas, multiples, mais tendant à l'unicité, éliminent un parlement algérien, lequel serait doué du pouvoir législatif, « **sauf en matière militaire et diplomatique, apanage du pouvoir central de Paris** ».

Ferhat Abbas insiste à plusieurs reprises sur cette dernière restriction.

Il est visiblement sincère.

Or, nous n'avons pas à lui donner de leçons, mais il semble bien qu'il se trompe.

On croit ne désirer qu'une certaine autonomie administrative, et puis, celle-ci obtenue, elle apparaît peu de chose sans les autres attributs de la souveraineté. Voyez les Dominions britanniques. Les parlements locaux ne leur ont pas suffi. Il leur a fallu aussi avoir leur marine, leur armée, leur **Air-Force** et, au moins pour le Canada, leur ministère des Affaires étrangères.

Il y a plusieurs manières de se tromper en politique. Sous-estimer ce que l'on désire, le réduire à l'immédiatement atteignable, constitué sans doute une des moins graves de celles-ci. En croyant pouvoir amputer d'organes importants de souveraineté la République algérienne qu'il souhaite, Ferhat Abbas se trompe de la même manière que l'émir Khaled se trompait, quand il croyait ne pas désirer autre chose pour son peuple qu'une représentation au parlement français.

— Est-ce donc Messali qui a raison avec l'**indépendance de l'Algérie**, qu'il revendique, du moins à ce qu'on dit ?

— Hum ! Si l'un visait au-dessous des nécessités impliquées par l'évolution politique, l'autre m'a bien l'air de viser au-dessus du possible. Deux genres d'utopie !... Qu'est-ce qu'un **pays indépendant** ? Eh bien ! c'est Darlan qui a donné la définition, sans le vouloir d'ailleurs. C'est un pays capable de venir à bout de n'importe quelle coalition d'**adversaires**. (« L'Allemagne, qui a commencé la guerre seule, se sent capable de la terminer seule contre n'importe quelle coalition »). Donc, **poser la question de l'indépendance de l'Algérie**, c'est, comme on dit, **la résoudre**.

L'évolution de l'Algérie et du monde, mènera donc le territoire algérien quelque part entre l'indépendance de Messali et l'autonomie administrative limitée de Ferhat Abbas.

Ce sera quelque chose comme un statut de Dominion.

... Dominion de qui ? Eh bien ! si la France retrouve de l'intelligence politique et quelque puissance parmi les nations (deux grands « si » !), ce

sera un Dominion français. Sinon, il est des gens nombreux, qui s'accommoderaient d'un Dominion américain. D'autres rêvent d'un Dominion arabe (4), ce qui, par un détour, reviendrait encore à un Dominion américain. D'autres veulent un Dominion du Kremlin — mais il y a contradiction dans les termes, le premier impliquant pluralisme et liberté, le deuxième unicité policière.

S'il y a beaucoup d'intelligence chez les hommes, l'étape peut être atteinte sans heurt grave.

Sinon, la route passera par de vilaines guerres de races. Car si l'évolution progressive des indigènes, dont nous parlions tout à l'heure, est bien réelle, elle ne résume pas toute la situation algérienne. A côté de virtualités d'un avenir amélioré, il y a chez les Algériens, indigènes et Français, des passions qui datent du passé : passions et contre-passions injustifiables raisonnablement, mais de fort voltage, pouvant fort bien se court-circuiter en massacres et contre-massacres.

...Cependant, que la solution politique ait été obtenue après beaucoup, ou peu, de massacres, elle ne résoudra pas la question qui, en Algérie comme ailleurs, est au fond de toutes les autres, et dont nul ne parle, sauf de façon déplorablement superficielle : comment faire pour que les travailleurs ne soient plus exploités, comment faire pour que les exécutants de la production soient aussi les dirigeants de l'économie ?

J. PERA.

(4) Ce n'est pas le cas de Ferhat Abbas. « Le désert de Libye, dit-il dans notre brochure, est plus difficile à franchir que la Méditerranée ». Le mot est joli. Mais on pourrait répondre qu'on peut aussi aller en Orient par bateau. Cependant, Proche-Orient et Afrique du Nord sont des pays où poussent les mêmes plantes, entre lesquels, donc, il y a peu d'échanges. D'une manière générale, sur la planète, les courants commerciaux sont suivant les méridiens. Sur les lignes de longitude, il y a plutôt des migrations humaines, phénomènes très épisodiques.

Faits et documents

Le trust Hachette et les P. T. T.

Le *Combat syndical des P. T. T.* de mai retrace comment le trust Hachette est en train de renaitre de ses cendres. Il dégage les responsabilités des uns et des autres.

A la libération, notre camarade Neumeyer, secrétaire confédéral, membre de l'assemblée consultative, déposa un projet réorganisant l'entreprise Hachette et la mettant sous l'autorité des P. T. T.

Un projet plus complet fut élaboré par M. E. Thomas, qui recut l'accord de l'ancien bureau fédéral des P. T. T. Vint le congrès de Limoges et le changement de bureau.

Le bureau fédéral actuel n'a mené aucune action pour faire hâter le vote de cette loi. Pourquoi cette inertie ?

A la libération, les éditeurs des journaux de Paris créèrent les Messageries Françaises de Presse. Les administrateurs étaient M. Valois, directeur de *Franc-Tireur*, et M. Dorval, administrateur de *l'Humanité*. Quand la question fut posée aux Messageries Françaises de Presse, de mettre l'entreprise sous la direction des P. T. T., des représentants des journaux, entre autres *Ce Soir* et *l'Humanité*, s'y opposèrent.

Des réunions syndicales furent tenues où l'on disait aux employés et ouvriers que s'ils étaient rattachés aux P. T. T. ils gagneraient beaucoup moins.

On espérait ainsi avoir la haute main sur Hachette. Au trust d'argent était substitué le trust d'un parti.

Bontems lui-même donna de la voix. Au conseil régional de Paris en décembre 1945, il déclara qu'il s'était prononcé pour le rattachement de Hachette aux P. T. T. sans connaître la question. Mais actuellement, ajouta-t-il, j'en suis adversaire : « Hachette doit rester une entreprise dirigée dans sa

forme commerciale. Les P. T. T. ne pourraient pas l'exploiter rationnellement. Pendant la période qui a précédé la libération de Paris, les chauffeurs partaient à travers le pays, transportant des journaux. Il fallait improviser, payer de fortes sommes. Les P. T. T., avec leur routine coutumière, n'auraient pu assumer cette tâche. »

Ainsi, l'action combinée des administrateurs, du syndicat Hachette et de la Fédération postale visaient à maintenir le statu quo. Le monopole Hachette était remplacé par le monopole du parti.

Mais un vieil adage dit que tout a une fin. Les anciens patrons de Hachette ne restèrent pas inactifs. Ils exploitèrent la situation, créèrent « l'Expéditive » et finirent par concurrencer les Messageries Françaises de Presse qui connurent des difficultés financières très sérieuses.

Devant les progrès de « l'Expéditive » le conseil d'administration des Messageries acceptait, un peu remanié, le projet de notre administration, connu au parlement sous le nom de projet Gazier. Il était trop tard. Le mal était fait, l'enthousiasme avait disparu. Le bilan financier des Messageries, comme on peut bien le penser, fut largement exploité dans les couloirs de la Chambre et à la commission parlementaire chargée d'élaborer un projet rapporté par M. Bichet, député M.R.P.

Les six de Munich

Dans la revue belge *Pensée et Action*, de juillet-août, le camarade Lévy-Moncheur retrace le martyre de six antifascistes allemands exécutés par les nazis en 1943. Leur souvenir restera dans l'Histoire sous le nom des « Six de Munich » :

L'histoire des « Münchener Sechs », les Six de Munich, restera une des pages les plus glorieuses de l'histoire de l'antifascisme.

La mort des sœur et frère School, Sophie School, étudiante en philosophie, 21 ans, et de son frère, Hans School, étudiant en médecine, 24 ans, feldwebel de la Wehrmacht dans une compagnie d'étudiants, revenu du front russe et de leurs amis, décapités à la hache par les hommes de Hitler, doit être connue du monde ouvrier.

Voici leur histoire : le 18 février 1943, dans la matinée, une étudiante et un étudiant déposaient dans tous les coins de l'Université de Munich des tracts de la Résistance. Cette tâche accomplie, tenant en mains leur grande valise, contenant encore des centaines de tracts, ils montaient tout en haut de l'escalier contournant l'immense cour vitrée de l'Université et, de là-haut, ils jetaient dans le vestibule les tracts restants.

Arriva ce qui ne pouvait manquer d'arriver : la Gestapo, arrestation, l'étudiant et l'étudiante furent immédiatement emmenés.

Ils suivirent leurs bourreaux la tête haute, éprouvant ce sentiment inébranlable, que connaissent ceux qui savent qu'ils ont accompli un devoir, qu'ils ont posé un acte juste, indispensable.

Le samedi 20 février, leur ami Christophe Probst, étudiant en médecine, 24 ans, marié et père de trois petits enfants, était arrêté à son tour à l'Université d'Innsbruck et amené à Munich où, le lundi 22 février, tous les trois furent condamnés à mort.

Dans leurs tracts, ils avaient écrit :

« Chaque parole qui sort de la bouche de Hitler, est un mensonge !

» Quand il parle de paix, il veut dire guerre !

» Quand il commet le sacrilège de prononcer le nom du Tout-Puissant, il appelle les forces du mal, le diable.

» Sa bouche est la gueule puante de l'enfer ! »

Et voici un extrait de leur tout dernier tract :

« Etudiantes et étudiants !

» Le peuple allemand a les yeux fixés sur nous !

» De nous il attend la lutte finale pour l'anéantissement de la terreur nationale-socialiste.

» Les morts de Stalingrad nous conjurent : Peuple debout ! le signal des flammes nous appelle ! Notre peuple se lève debout contre l'esclavage national-socialiste dans toute l'Europe ! »

Devant le Tribunal du Peuple de Munich, le jour du jugement, la toute charmante et courageuse étudiante Sophie School lança à la face des juges les paroles suivantes : « Ce que nous avons dit, ce que nous avons écrit, la plupart d'entre vous le pensent

comme nous, mais vous n'avez pas le courage de le reconnaître. Il m'est totalement indifférent, que vous me condamnerez à la pendaison ou à la décapitation à la hache ! »

Pendant les dernières heures avant la décapitation, qui eut lieu trois heures après le prononcé du jugement, dans la cour de la prison de Stadelheim, où ils avaient été transportés, tous trois restèrent dignes, braves, courageux.

Le plus jeune fils School, soldat au front russe, était revenu en congé, de Russie. Les parents School, accompagnés du permissionnaire, se rendirent à Munich pour connaître le motif de l'arrestation de leurs enfants. Ils arrivèrent tout juste pour apprendre leur condamnation à mort et — chose étonnante, incroyable — ils réussirent à pouvoir embrasser leurs enfants une dernière fois.

Ils les trouvèrent d'un calme stupéfiant, dans un état d'exaltation vraiment enthousiaste. Sophie les regardait, le sourire aux lèvres, comme si elle regardait dans le soleil. Hans, en cette dernière heure de sa jeune vie, était là, devant ses parents, debout, droit, les traits clarifiés par la fin d'une lutte surmontée, disant : « Je n'ai pas de haine, tout, tout est fini maintenant ! »

Immédiatement après, Sophie School, sans verser une larme, sans sourcilier, embrassait une dernière fois son frère, qui marchait directement derrière elle vers l'échafaud.

Au moment où Hans School posa sa tête sur le bloc, il s'écriait : « Es lebe die Freiheit ! » (Vive la Liberté !)

Sa voix puissante fut entendue à travers l'immense prison.

Christophe Probst, décapité en même temps, marcha courageusement à la mort, lui aussi. Sa mère fut autorisée à lire la lettre d'adieu de son fils en présence d'un agent de la Gestapo.

« Liebes Mütterchen ! Chère petite maman ! Je te remercie de m'avoir donné la vie. Mon grand chagrin c'est que je vous fais souffrir. Embrassez tous ceux que j'aime et dis leur que je vais à la mort calmement et courageusement. »

L'étudiant en médecine Willy Graf, 22 ans, l'étudiant en médecine Alexandre Scmorell, 23 ans et le savant, professeur en philosophie Dr. Karl Huber, 46 ans, ne furent jugés qu'en avril et décapités en août de la même année. Ils moururent aussi courageusement que leurs camarades.

Inge School nous donne quelques détails sur la vie de sa sœur Sophie et de son frère Hans. C'est ainsi que nous savons qu'ils n'appartenaient à aucun parti politique. Leurs actes leur étaient uniquement dictés par leurs sentiments supérieurement humains.

J'ai considéré comme un devoir de faire connaître l'histoire de ces six Allemands, mort héroïquement pour l'idéal qui nous est commun, idéal que Hans School a si admirablement rappelé au monde lâche et répugnant dans lequel nous vivons, en s'écriant au moment où il allait mourir : « Es lebe die Freiheit ! » (Vive la Liberté).

La grève à la marseillaise

Lors d'une récente grève des tramways à Marseille, une idée intéressante fut lancée, et même un moment appliquée. Voici, d'après le *Libertaire* du 12 juillet, l'affiche apposée alors par la section de Marseille de la « grande relève » :

Cheminots, Traminois,

Vous faites la grève de la même façon que la faisaient nos pères en 1900. C'est une erreur, les temps ont marché.

Votre objectif, pour être d'accord avec le progrès, devrait être :

1) De chercher votre mieux-être tout en contribuant à abattre le système capitaliste, porteur de misère et de guerre ;

2) De ne pas détruire le bien-être des autres, consommateurs exploités comme vous, et dont le mécontentement pourrait vous être préjudiciable.

C'est possible.

Pour cela, un seul moyen :

Etre en grève, mais faire rouler trains et trams, GRATUITEMENT POUR LES USAGERS.

Ce faisant, vous n'incommodez personne que le

capitalisme en le privant de son profit, et vous ne vous rendez pas impopulaires.

Vos concitoyens, en reconnaissance, se feraient un plaisir et un devoir de verser leur quote-part entre les mains de vos receveurs pour vous permettre de continuer la grève et de vivre dignement comme vous en avez le droit le plus absolu.

Insistez auprès de vos dirigeants syndicalistes afin qu'ils appliquent cette méthode.

Le principe du respect de la propriété privée qu'on pourrait vous opposer dans ce cas, se posait-il pendant la guerre, au sujet de votre existence et de celles des vôtres ?

La vie n'est-elle pas cependant la plus précieuse des propriétés ?

A temps nouveaux, moyens nouveaux.

La grève ne doit desservir que le capital.

La loi Taft-Hartley Le bulletin international *Mouvement Syndical* libre d'août, publié par l'A. F. of L., résume ainsi les dispositions les plus importantes de la loi Taft-Hartley, qui porte gravement atteinte au mouvement syndical américain :

1) Le « closed shop » (« usine fermée » — où seuls les ouvriers syndiqués peuvent être embauchés) est interdite.

2) L'« union shop » (« usine syndicale » — où les ouvriers embauchés doivent s'affilier au syndicat) est interdite, sauf dans le cas où la majorité des ouvriers se prononce en sa faveur. Par « majorité » il faut comprendre dans ce cas la majorité des ouvriers auxquels s'applique le contrat collectif et non la majorité de ceux qui participent au vote.

3) Personne ne peut être exclu d'un syndicat sauf dans le cas de non-paiement de cotisations et d'autres contributions au syndicat. Cette disposition encourage l'activité des mouchards au service du patronat et restreint le droit du syndicat de prendre des mesures disciplinaires à l'égard des brouillons.

4) La déduction des cotisations syndicales des salaires est interdite sauf dans le cas où les ouvriers la demandent par écrit.

5) Les contremaîtres n'ont pas le droit de conclure des contrats collectifs.

6) Toutes formes de boycott de la part d'ouvriers qui ne participent pas directement à un conflit de travail (c'est-à-dire pour raison de solidarité) sont interdites. L'application de la loi Norris-La Guardia qui interdit l'injonction dans les conflits de travail est considérablement limitée.

7) Les grèves pour raison de conflits de compétence entre différents syndicats sont déclarées illégales.

8) Il est interdit aux syndicats de faire des dépenses ou des contributions en vue des campagnes électorales à la Présidence ou au Congrès des Etats-Unis.

9) Dans le cas où une grève provoque un soi-disant « état de crise nationale » une injonction peut être prononcée pour la durée de 80 jours prohibant les piquets de grève et le paiement d'assistance aux grévistes.

10) Il est interdit aux syndicats de demander l'embauchage d'ouvriers qui ne travaillent pas ou font un travail qui n'est pas considéré nécessaire par le patron. La disposition en question est formulée de façon à permettre l'interdiction de la garantie d'un minimum d'heures payées par semaine, des vacances payées et même des périodes de récréation.

11) Il est interdit de se mettre en grève pendant une période de 60 jours après l'expiration du contrat collectif. Cette disposition est susceptible d'encourager les patrons à prendre au cours de cette période les mesures les plus agressives contre le syndicat puisque celui-ci sera incapable de répondre par la grève.

12) Les contributions patronales aux fonds syndicaux d'assurances-maladies et de secours sont interdites là où le patron ne participe pas à l'administration des fonds.

13) Aucun syndicat local ou national ne peut obtenir la reconnaissance officielle si tous ses responsables n'ont pas déposé une déclaration faite sous serment et précisant qu'ils ne sont ni communistes ni sympathisants communistes.

14) A la demande de petits groupements de mé-

tier, des contrats collectifs englobant de grandes unités industrielles peuvent être remplacés par des douzaines de contrats s'appliquant à de tels petits groupements de métier.

15) Les patrons ont droit d'intenter procès aux syndicats pour dommages et intérêts en les accusant de violation de contrat ou de dommages qu'ils attribuent aux boycotts ou à des grèves causées par des conflits de compétence entre différents syndicats.

16) Les syndicats sont obligés de présenter chaque année des rapports détaillés sur leurs finances aussi bien que sur la vie intérieure de leurs organisations.

Convaincus que la Loi Taft-Hartley contredit les droits constitutionnels des ouvriers américains, certains importants syndicats affiliés à l'A. F. of L. se préparent à contester devant les tribunaux la constitutionnalité de cette mesure législative.

Après une conférence réunissant environ 100 juristes syndicaux en vue, Joseph A. Padway, juriconsulte principal de l'A. F. of L. a déclaré :

« Au point de vue juridique la loi est encore plus mauvaise que ne l'avaient pensé les responsables de l'A. F. of L. »

On s'attend à ce que prochainement deux dispositions de la Loi Taft-Hartley soient expressément violées pour provoquer une décision des tribunaux quant à leur constitutionnalité. Il s'agit en l'occurrence de 1) la disposition interdisant aux syndicats de dépenser de l'argent pour les campagnes électorales et 2) de la disposition prescrivant à tous les responsables syndicaux de prêter serment qu'ils ne sont ni membres ni sympathisants du parti communiste.

Padway a déclaré :

« C'est une insulte de demander aux responsables syndicaux qu'ils fassent de telles déclarations... On ne devrait demander à personne de prêter serment de n'être pas un indigène des îles Fidji, un chrétien ou tout autre chose. »

Au sujet de la disposition prescrivant aux syndicats de donner avis de la fin d'un contrat collectif 60 jours en avance, disposition dont la constitutionnalité est également contestée par l'A. F. of L., Padway a déclaré :

« Cette mesure contredit le principe que toute servitude involontaire est inadmissible. »

Un appel du C.A.S. des cheminots

L'appel suivant vient d'être lancé par une cinquantaine de militants des cheminots, tant de Paris que de province, en vue de la formation d'un Comité d'action syndicaliste des cheminots. (Siège : 33, rue Pigalle, Paris-9).

Nous attendons ce Congrès fédéral pour juger des perspectives de redressement de notre mouvement syndical.

Les Jeux sont faits. Une majorité artificielle, représentant moins de 10 % des syndiqués, impose sa loi : celle d'un syndicalisme politique proscrivant la démocratie, méconnaissant les intérêts véritables des Cheminots.

Au lendemain d'une grève aux résultats discutables pour la base, le malaise atteint son comble. Après avoir déserté les réunions où la liberté de parole est devenue un délit d'opinion, où il est impossible de discuter des questions revendicatives, les Cheminots, lassés et dégoûtés, quittent une organisation syndicale dont, sur les 10 membres du Secrétariat, 5 appartiennent aux cadres, 3 sont retraités ou retraits, 2 sont députés.

Les méthodes employées les font douter du syndicalisme et de ses buts. Il est temps de réagir. L'heure du travail fractionnel, des batailles de tendance en champ clos, des chapelles d'affinité, des compromis boiteux au sein d'appareils sans efficacité et sans prestige est révolue.

C'est pourquoi des syndicalistes libres de toute obédience, de toute conception, de tout grade, vous lancent un appel au regroupement :

Regroupement de tous les Cheminots syndiqués ou non syndiqués, adhérents à un parti ou sans parti, en dehors des conceptions philosophiques et religieuses.

Regroupement pour un syndicalisme libre, échappant à la tutelle des clans ou partis politiques, à l'emprise des Pouvoirs publics et de la S. N. C. F.

Regroupement pour défendre la liberté d'expression bafouée, jugulée au nom d'une discipline qui est la dictature d'un appareil s'arrogeant tous les droits qu'il veut supprimer à la base pour mieux l'opprimer.

Regroupement pour un syndicalisme purifié, où les droits et les devoirs sont égaux pour tous, où les responsabilités ne conféreront pas des privilèges et des avantages.

Regroupement pour un syndicalisme de justice et de progrès social, où l'impartialité du responsable remplacera la partialité de syndicalistes politiques, ou de délégués au service d'un parti.

Regroupement pour la défense des intérêts individuels et collectifs, sans souci de buts particuliers, dans un véritable esprit d'unité fait de fraternité humaine et de commune compréhension.

Sur ces bases, les signataires se proposent : le retour à l'unité réelle par l'indépendance ; à l'indépendance par le refus à toute soumission ; à la démocratie par le suffrage universel. Plus de cumul des mandats politiques rétribués et syndicaux ; votes à bulletins secrets ou consultation par referendum sur les grandes questions et sur le choix des militants aux fonctions syndicales, liberté des candidatures pour les délégations diverses : Comités d'entreprise et d'activité sociale, du personnel. Elections et non désignation des délégués ouvriers au Conseil d'administration de la S. N. C. F.

Pratique d'une démocratie réelle par la représentation proportionnelle des différentes conceptions dans les postes responsables, par la liberté d'expression dans la presse et les réunions corporatives, par le choix des militants d'après leur capacité.

Organisation d'une structure syndicale avec le souci d'accorder la plus grande liberté et une représentation équitable à toutes les catégories : roulants, agents des bureaux, sédentaires des dépôts et des ateliers, agents des gares, du S. E. S. ou de la voie ; plus de catégories mineures parce qu'elles ne sont plus dans la ligne.

Détermination de la politique et de l'action syndicales en fonction des intérêts cheminots et non du jeu subtil des intérêts impérialistes ou de la tactique électorale de partis politiques.

Syndicalisme constructif, dans l'intérêt national, par la défense de la corporation et du chemin de fer, par la lutte contre la politisation de la S. N. C. F., par une participation plus large à sa gestion.

Action permanente pour l'amélioration de notre sort par un travail intelligent, solidement étudié, par l'éducation des militants, la participation d'une masse sans cesse plus large aux postes responsables.

Cheminots, le syndicalisme véritable se meurt. Un syndicalisme autoritaire, se rapprochant sans cesse du syndicalisme caporalisé des pays fascistes, le remplace.

Il prépare votre asservissement et la dictature. Déjà la liberté du travail est menacée.

Il n'est que temps d'agir. Diffusez cet appel autour de vous. Organisez-vous sur les bases qu'il définit.

Pour un mouvement syndical libre, indépendant, démocratique, compétent, Cheminots, rassemblez-vous dans le Comité d'Action Syndicaliste des travailleurs des chemins de fer.

Directives confidentielles du parti stalinien

Un camarade nous communique le texte suivant de directives confidentielles qui auraient été remises aux militants du P. C., vers le 10 mai dernier, dans la région provençale :

Ennemi No 1. — Le radicalisme et le radical-socialisme. — Laver l'affront fait par Daladier lors de la tactique de notre chef Thorez, au début de la guerre. Le parti radical est encore puissant, mais il se réserve bien qu'il soit assez fort. Il se regroupe pour faire échouer notre manœuvre révolutionnaire. Il faut songer qu'il est dirigé par la Franc-Maçonnerie ; aussi faut-il diriger nos efforts pour abattre cette organisation anticommuniste internationale. Bien accueillir les francs-maçons, les mettre en confiance, connaître les membres de la secte, en dresser la liste, la transmettre au Bureau des R. S. du P. C.

Se méfier des radicaux et surtout des francs-maçons bien plus instruits, secrets et, en général, cou-

rageux et armés. Ne pas engager encore la lutte avec eux, car des ordres spéciaux et énergiques seront transmis à l'égard des francs-maçons en cas de mouvement brusqué.

Ennemi No 2. — L'Eglise romaine. — Ne pas chercher à rallier au P. C. les catholiques qui désertent et retournent à leurs chefs au premier signal en emportant des renseignements gênants pour notre action.

L'alliance avec les catholiques, soutiens de Pétain en majorité, avait été nécessaire au début de la libération du territoire afin de pouvoir tenir tête aux représailles possibles contre notre P. C.

Certaines régions françaises, très fanatiques, seront difficiles à réduire. Engager une offensive prudente, mais prendre des ordres.

Ennemi No 3. — Le Parti socialiste. — Chercher à le phagocyter progressivement. Ne pas trop exagérer la lutte pour ne pas le jeter dans les bras des radicaux ou des M. R. P. ce qui serait la mort du P. C. en France.

Consignes générales. — Le camarade se doit d'adhérer à la société pour laquelle le P. C. l'aura désigné. Il ne devra pas y faire connaître qu'il appartient au P. C. et s'ingérera à faire entrer dans cette société le nombre maximum d'adhérents du P. C.

En cas d'échec du P. C. — Déclencher sournoisement une vague de mécontentement général contre les militaires qui privent le pays et contre le gouvernement de dictateurs (impositions excessives — pseudo-libertés — restrictions alimentaires — gaspillages, etc.) afin de faire naître l'idée d'une révolution imminente, ce qui affolerait les milieux commerçants et industriels. Le gâchis sera à son comble et l'émeute possible.

Propager l'idée que les capitalistes affament sciemment le peuple par mesure de vengeance et de régression contre la République.

Aucune manifestation de masse sans ordres supérieurs.

Parti des fusillés ou parti des fusilliers ?

Le Ministère des Anciens Combattants et Victimes de la Guerre, en liaison avec le Service national des statistiques,

a terminé les calculs relatifs au chiffre total des disparus entre 1939 et 1945. Ces chiffres se répartiraient comme suit :

Combattants de 1939-1940	92.230
Combattants de 1940-1945	82.160
Morts sur le front russe	27.000
Disparus des 3 précédentes catégories (en majeure partie, Alsaciens disparus en U. R. S. S.)	10.000
Prisonniers de guerre	38.000
Victimes des bombardements	55.000
Déportés politiques ou pour condamnation de droit commun (en majorité juifs étrangers et espagnols républicains)	150.000
Fusillés à la suite de jugements de tribunaux militaires allemands (1940-1944) ..	26.000
Fusillés à la suite de jugements de tribunaux militaires français (1944-1945)	4.000
Victimes civiles des F. F. I., F. T. P. ou soldisant tels au moment de la libération ..	97.000
Victimes civiles, dossiers à ouvrir	36.000

A noter 1°) que, pour faits de résistance, il y eut 26.000 fusillés. Le parti stalinien mentait donc quand il disait être le parti des 75.000 fusillés.

A noter 2°) que le nombre des civils assassinés à la libération s'élève à 97.000. Combien là-dessus reviennent au parti stalinien ?

Ne mériterait-il pas d'être appelé plutôt parti des fusilliers que parti des fusillés ?

Les accords C.G.T.-Patronat des 16 juillet et 1er août

Nous ne pouvons joindre au texte de cet accord la photo publiée par tous les journaux et montrant M. Villiers, représentant de l'organisation patronale, serrant la main aux secrétaires de la C. G. T., Jouhaux et Frachon. C'est dommage. Rien n'aurait mieux illustré le document, ce chef-d'œuvre de bla-bla-bla et de collaboration de classe :

Voici l'accord du 16 juillet :

La C. G. T. et le C. N. P. F. décident d'un commun accord :

1) D'assurer aux travailleurs un minimum de salaire leur permettant de vivre décemment et de déterminer, compte tenu de cette nécessité, une nouvelle réglementation provisoire des salaires ;

2) D'examiner le problème général des prix pour une remise en ordre qui assurerait à tous les industriels et commerçants un bénéfice normal en supprimant les profits exagérés. Cet examen ne préjugera en rien les allègements à la réglementation des prix qui ont été obtenus ou qui pourraient être recommandés.

Les difficultés qui pourraient se poser au sujet des prix feront l'objet d'études en commun, notamment quant à la présentation des dossiers au Comité central des prix et à l'exercice des attributions des comités d'entreprise ;

3) D'examiner notamment le problème d'accroître en faveur des producteurs agricoles la livraison des produits industriels aux prix normaux en vue de permettre l'harmonisation des prix agricoles avec les prix industriels ;

4) Dans le cadre des lois existantes, la C. G. T. ne conteste pas l'autorité du chef d'entreprise, de même que le C. N. P. F. ne conteste pas l'exercice des libertés syndicales.

Dans ce même cadre, la C. G. T. et le C. N. P. F. étudieront les facilités qu'ils serait possible d'accorder pour l'exercice de ces libertés, notamment pour la tenue des assemblées syndicales régulières ;

5) Le C. N. P. F. et la C. G. T. s'emploieront à hâter la conclusion des conventions collectives ;

6) La C. G. T. et le C. N. P. F. rechercheront en commun les méthodes de travail permettant d'augmenter la production et le rendement sans mettre en péril la santé des travailleurs.

Les travailleurs bénéficieront directement de primes chaque fois que, par leur effort, ils auront porté la production à un niveau plus élevé ;

7) La C. G. T. et le C. N. P. F. reconnaissent la nécessité de défendre la monnaie et d'alléger et d'équilibrer le budget de l'Etat, comme le préconise le plan Monnet. Conformément à ce plan, ils agiront de concert pour défendre nos industries et favoriser leur développement, et leur assurer les ressources indispensables, notamment le charbon de la Ruhr ;

8) Le C. N. P. F. invite tous les employeurs qui ne l'auraient pas encore fait à consentir à leurs salariés une avance telle qu'elle a été appliquée dans l'industrie des métaux.

La C. G. T. et le C. N. P. F. feront connaître le résultat de leurs travaux avant la fin du mois ; dans le cas où le gouvernement n'aurait pas pris avant fin juillet les décisions qui lui incombent, le C. N. P. F. recommanderait le versement d'une nouvelle avance.

La C. G. T. et le C. N. P. F. invitent tous leurs adhérents à régler rapidement et dans un esprit de conciliation réciproque les conflits en cours ayant pour cause des questions de salaires.

La C. G. T. et le C. N. P. F. sont convaincus que leur déclaration commune, ainsi que leur volonté nettement affirmée de trouver des solutions justes aux problèmes économiques et sociaux, amèneront une normalisation dans le travail et, dans les rapports entre employeurs et employés.

Voici l'accord définitif du 1er août :

I

La C. G. T. et le C. N. P. F. ont examiné de façon approfondie les problèmes des salaires et des prix et ont conclu :

1) Pour les salaires à une augmentation générale et proportionnelle de 11 % avec minimum horaire de 42 fr. 50 à Paris dans les conditions précisées à l'annexe 1 ci-jointe ;

2) A une révision générale des prix dont les méthodes et les principes sont précisés à l'annexe 2 ci-jointe.

En proposant des solutions aux problèmes des salaires et des prix, la C. G. T. et le C. N. P. F. s'affirment convaincus de la nécessité pour le gouvernement de compléter de telles mesures par une politique efficace de ravitaillement et par une politique rigoureuse de lutte contre l'inflation à base d'équilibre budgétaire et de financement rationnel du plan Monnet.

II

La commission C. G. T. - C. N. P. F. des conventions collectives va commencer ses travaux avec notamment pour objectif un accord précis sur les méthodes de travail permettant d'augmenter la production et le rendement sans mettre en péril la santé des travailleurs et sur la question des primes devant bénéficier en conséquence aux travailleurs chaque fois que, par leurs efforts, ils auront porté la production à un niveau plus élevé.

III

La commission de conciliation a heureusement réglé le conflit de la couture. Elle continuera à fonctionner en tant que de besoin.

Ces accords du 16 juillet et du 1er août, sans doute très spectaculaires, seront aussi efficaces qu'un empiètre sur une jambe de bois. Tant pour les salaires, dont la valeur réelle continuera à baisser, que pour les prix, qui continueront à monter. Tant pour le minimum vital que pour le ravitaillement. Tant pour l'accroissement de la production que pour la réforme fiscale.

Lutte contre l'inflation ? Comment ? On peut se demander qui, de l'incurie gouvernementale ou de l'espoir stalinien de pêcher dans le gâchis, pousse le plus fort ou le plus délibérément à l'inflation.

La C. G. T. dans tout cela veut paraître faire quelque chose. Elle prépare surtout les conventions collectives qui, espère-t-elle, la défendront contre la désagrégation.

La polygamie islamique, dernier cri du féminisme !

Espoir, l'« organe central » du parti communiste prétendu marocain, porte en exergue une devise, une belle devise :

« Les hommes naissent et demeurent libres et égaux en droits. »

Les hommes... Mais pas les femmes !

Lisez l'article qui, sur deux colonnes, s'étale en première page du numéro du 25 mai.

CE MARIAGE N'ETAIT PAS UN CRIME !

C'est à Paris que l'amour a fleuri, et sans crainte, Félicie, la petite parisienne, a suivi Mohamed, son compagnon. Jamais les cieux du Souss (1) n'ont abrité tant de confiance et de tendresse réciproques. Après de longues années, nul ne reconnaîtrait Félicie sous le haïk blanc des femmes du pays !

Félicie est l'épouse de Mohamed et elle est Marocaine.

Puis elle a perdu sa jeunesse ; peu importe la vieillesse lorsque le corps est sain, mais hélas ! la maladie s'empare de Félicie. Qui donc prendra soin de Mohamed ? Qui élèvera leur cinq enfants si forts et, si beaux ? Oui, il est sage que s'installe au foyer une femme plus alerte, la seconde compagne de Mohamed.

Dans la maison de Félicie, à nouveau vibre la joie et règne la quiétude... Pas pour longtemps !

Un matin, un capitaine des Affaires indigènes et un caïd emprisonnent Mohamed et la jeune épouse : ce mariage est un crime ! Félicie est Française !

La seconde femme de Mohamed tissera de longs jours les tapis d'épaisse laine, ces tapis magnifiques dont la précieuse vente intéresse, sans nul doute, ceux qui savent si bien sequestrer les jeunes femmes aux doigts agiles.

Indignée, Félicie se rend à Rabat, où, sans peine, elle peut officiellement se convertir à l'Islam. Il a bien fallu relâcher les deux prisonniers (...)

Ces lignes sont signées L. M., initiales absolument claires pour les Casablancais : le ménage M. est la cheville ouvrière locale du parti et la dame, qui se prénomme L... est présidente de l'« Union des femmes ».

Ainsi, pour la femme française qui prétend présider les femmes du Maroc, lorsqu'une épouse vieillit, il est sage que s'installe à son foyer une femme plus alerte !

...« Mais où s'arrêteront-ils ? », demandait il y a une dizaine d'années la R. P., un jour que les com-

munistes avaient fait je ne sais plus quel lâchage de pieds aux rempiles de l'armée.

Où, où s'arrêteront-ils ?

En tout cas, l'étape d'aujourd'hui vaut être marquée. Les voilà à vanter la conversion à l'Islam comme moyen de lutte contre la monogamie.

Des gens qui se réclament du progrès !

Mais quand donc comprendra-t-on, qu'au moins par démagogie, ils sont un parti réactionnaire ?

Le sort du peuple autrichien

D'une note de Berthe Fouchère, dans les Informations Internationales de juillet-août 1947, tirons ces précisions sur le sort du peuple autrichien :

La misère est affreuse dans le pays ; les charges de l'occupation sont écrasantes ; la plus grande partie du ravitaillement est destinée aux troupes ; les zones sont fermées les unes aux autres ; les écoles, les hôpitaux, les maisons de santé et de repos continuent à être occupés par les soldats ; la censure règne sur la presse, les correspondances postales et la radio. Ce peuple a subi, après une résistance héroïque, la dictature du jésuite Dolfuss, qui a souffert ensuite sous l'oppression nazie, ce peuple qui est dans sa majorité, profondément attaché à la liberté, est encore, deux ans après la fin de la guerre, opprimé, humilié, paralysé dans ses aspirations et sa volonté de relèvement.

Un autre problème important et qui demande, lui aussi, une solution immédiate est celui qui a trait aux biens décrétés Biens allemands.

Les accords de Potsdam prévoient que les frais de réparations qui incomberont à l'Autriche seront récupérés sur les biens reconnus allemands. Dans la zone russe, en effet, 209 entreprises sont devenues la propriété des Russes. Dans la zone occidentale, des centaines d'autres sont exploitées par les Anglais, les Américains et les Français. Mais, que faut-il entendre exactement par biens allemands ? Tout ce qui est propriété allemande avant l'Anschluss, dit la thèse américaine. Tout ce qui a été propriété allemande avant l'Anschluss, mais également tout ce qui fut acquis par l'Etat allemand ou des personnalités allemandes pendant la période de l'Anschluss, disent les Russes. La divergence entre les deux points de vue est d'importance : selon la thèse américaine, en effet, 90 entreprises seulement dans la zone russe seront attribuées aux Russes.

D'autre part, les Américains auxquels s'associent les Anglais et les Français sont d'avis que les propriétés considérées comme allemandes restent sous l'influence des lois autrichiennes. Tandis que les Russes revendiquent la libre disposition totale des propriétés qu'ils auront à exploiter. Si la thèse russe prévalait, l'Autriche perdrait entièrement son caractère de communauté nationale indépendante.

Les socialistes autrichiens proposent, en opposition avec les communistes, qui défendent intégralement le point de vue de l'Etat russe, que les biens reconnus allemands, après l'examen loyal des conditions d'acquisition, soient nationalisés. Et que l'Etat autrichien s'engage à ne jamais les céder à un Etat étranger ou à une personnalité étrangère.

Guerre différée

En ce temps de guerre différée, relisons Machiavel.

« Les princes sages ne doivent pas seulement avoir regard aux désordres présents, mais à ceux qui adviendront et mettre toute leur habileté à les éviter, d'autant qu'en les prévoyant de loin on y peut facilement remédier. Mais si on attend qu'ils s'approchent, la médecine vient trop tard, car la maladie est devenue incurable.

...Ainsi les Romains, prévoyant les inconvénients, y ont toujours remédié. Et jamais ne les laissèrent se poursuivre pour fuir une guerre, sachant qu'une guerre ne se peut éviter, mais seulement se différer à l'avantage d'autrui... Et jamais ne leur plut ce que les sages de notre temps ont en la bouche sans discontinuer, jouir des avantages du temps, mais bien plutôt jouir des avantages de leur valeur et de leur sagesse ; car le temps chasse tout devant soi et peut apporter tant mal que bien et bien comme mal. »

LE PRINCE (III)

(1) Plaine du Sud marocain.

LES FAITS DU MOIS

JUILLET

MARDI 1er JUILLET. — Fin de la grève des banques. — Le Cartel des Services Publics juge insuffisantes les propositions gouvernementales.

MERCREDI 2 JUILLET. — Echec de la Conférence des « 3 » à Paris. L'U. R. S. S. refuse de s'associer au plan Marshall.

Ouverture du Congrès de la Fédération des cheminots.

JEUDI 3 JUILLET. — Congrès de l'Union Générale des Fonctionnaires.

VENDREDI 4 JUILLET. — L'Assemblée Nationale vote la confiance au gouvernement, sur sa politique économique, par 331 voix contre 247.

LUNDI 7 JUILLET. — La Tchécoslovaquie accepte de participer à la Conférence du 12 juillet sur le plan Marshall.

MARDI 8 JUILLET. — Les fonctionnaires arrêtent leur dispositif de grève.

MERCREDI 9 JUILLET. — Arrestations massives en Grèce, sous le prétexte de prévenir un coup de force communiste.

La Commission administrative de la C. G. T. fixe à 8.000 fr. le taux minimum vital et préconise des conversations directes entre patrons et ouvriers.

JEUDI 10 JUILLET. — Sur la pression de Staline, la Tchécoslovaquie revient sur sa décision de participer à la conférence du 12 juillet.

Le Comité d'action syndicaliste des P. T. T. se transforme en Fédération autonome.

LUNDI 14 JUILLET. — La conférence extraordinaire des fonctionnaires s'adresse à l'Assemblée Nationale et ne lance pas le mot d'ordre de grève.

MARDI 15 JUILLET. — Reprise du travail chez Citroën.

MERCREDI 16 JUILLET. — Premier accord entre la C. G. T. et le Conseil National du Patronat français.

JEUDI 17 JUILLET. — L'Assemblée Nationale vote à l'unanimité le projet gouvernemental sur les traitements des fonctionnaires.

VENDREDI 18 JUILLET. — Ouverture du Congrès du Syndicat National des Instituteurs.

SAMEDI 19 JUILLET. — Désaccord entre la C.G.T. et le C.N.P.F. sur le taux d'augmentation des salaires.

LUNDI 21 JUILLET. — Les hostilités éclatent entre la Hollande et l'Indonésie.

VENDREDI 25 JUILLET. — Les ministres-présidents de la zone soviétique, réunis à Berlin, demandent un relèvement général de la production industrielle allemande.

DIMANCHE 27 JUILLET. — Discours anticommuniste du général de Gaulle à Rennes.

Constitution d'un Comité d'action syndicaliste, chez les cheminots.

LUNDI 28 JUILLET. — Un liberty-ship explose à Brest.

MARDI 29 JUILLET. — Arrivée, en rade de Port-de-Bouc, des navires portant les émigrants juifs de l'Exodus.

MERCREDI 30 JUILLET. — Remaniement du gouvernement vietnamien, dans lequel entrent des éléments modérés et catholiques. L'Irgoun fait pendre deux sergents britanniques.

AOÛT

VENDREDI 1er AOÛT. — Signature d'un accord entre la C. G. T. et la Confédération Nationale du Patronat, portant relèvement général des salaires de 11 pour cent.

Retrait des troupes britanniques de Grèce et d'Italie.

LUNDI 4 AOÛT. — Grève générale à Tunis déclenchée par l'U. G. T. T.

MARDI 5 AOÛT. — Bagarres sanglantes à Sfax, au cours de la grève tunisienne.

MERCREDI 6 AOÛT. — Le gouvernement repousse l'accord entre la C. G. T. et le patronat relatif aux salaires. Fin de la grève générale à Tunis.

MARDI 12 AOÛT. — Vote par le parlement britannique des pouvoirs exceptionnels accordés au gouvernement.

VENDREDI 15 AOÛT. — Proclamation de l'indépendance des Indes et du Pakistan.

DIMANCHE 17 AOÛT. — Fin du congrès socialiste d'où la tendance Guy Mollet sort renforcée.

VENDREDI 22 AOÛT. — Arrêté ministériel portant augmentation des salaires.

MERCREDI 27 AOÛT. — Le gouvernement français réduit à 200 gr. la ration quotidienne de pain. Réduction des importations, par pénurie de dollars.

Adoption du statut de l'Algérie par l'Assemblée Nationale (319 voix contre 89).

A travers les livres

F. Taillard : LE NATIONALISME MAROCAIN (Ed. du Cerf).

Si ce petit livre d'une collection catholique (« Rencontres ») est à conserver, ce n'est certes pas pour ce qui tient à cœur à l'auteur.

L'idée est celle-ci : l'Islam est une barrière entre Marocains et Français. (C'est évident). Alors, à côté de l'Université coranique de Fez, il faut créer un « Institut » où les plus intelligents des théologiens musulmans et chrétiens détermineront « sur les cimes » de la pensée ce qui est commun aux deux religions.

C'est effarant !

Comment l'auteur ne comprend-il pas qu'à l'égard de l'Islam la seule chose permise à un non-musulman, c'est de *ne y pas toucher* ?

Sainte-Sophie de Stamboul est une ancienne cathédrale, la cathédrale d'Alger est une ancienne mosquée. Quelle bonne raison les musulmans ont-ils de croire que la France ne poursuit pas cette lutte religieuse séculaire ? Surtout qu'il y a eu des gaffes comme un « Congrès eucharistique » en terre islamique. Depuis lors, la presse arabe, même la plus avancée, raconte qu'à Marrakech les congressistes « baptisaient les passants dans le dos », — ce qui est évidemment très mauvais pour la santé, dans ce monde et dans l'autre.

L'idée de M. Taillard est non seulement utopique, mais... explosive. Une seule attitude est possible aux infidèles en pays musulman : la neutralité respectueuse. Et c'est un peu fort d'être obligé de répéter ce qu'avait compris même Lyautey.

Par contre, l'ouvrage de M. Taillard contient des documents, en particulier les *tracts de l'Istiklal* (parti de l'indépendance) pour l'année 1944.

Ceci est intéressant parce que ce parti se manifeste très peu. (Ce n'est pas seulement à cause de la clandestinité nécessaire. Dans le silence de ses demeures ombreuses, la bourgeoisie de Fez est plus songeuse que remuante ; et, bien que le mouvement ne soit plus limité à Fez, Fez reste la tête). Les tracts de l'Istiklal sont de périodicité rare, et peu nombreux : même ceux qui sont rédigés en français, donc destinés aux Français, l'observateur français arrive rarement à en avoir connaissance. Un peu comme s'ils étaient écrits pour la Résidence... Or, M. Taillard les connaît tous. Ce qui, avec d'autres indices, fait supposer qu'il est un Monsieur de la Résidence : circonstance qui rend particulièrement grave aux yeux des musulmans son désir d'ingérence dans la foi islamique. (Peu importe que le désir d'ingérence ne soit pas réel : c'est ainsi que son idée sera prise !)

La série des tracts de l'Istiklal révèle du sens politique. C'est du journalisme idéologiquement bon, dans l'ensemble.

Comment les auteurs ne sont-ils pas encore autorisés à publier un journal ? Les socialistes au pouvoir n'y ont-ils même pas pensé ? Ou se heurtent-ils à l'opposition des bureaux de Rabat ? Ou les intéressés ne feraient-ils pas montre de tout le tonus qu'il faudrait pour que la question soit et posée et tranchée ? Il est probable qu'il y a de tout ça.

Un des tracts révélés par M. Taillard m'a éclairci un point politique.

Comment se fait-il que les Français du Maroc, n'aient pas de députés à l'Assemblée nationale, alors qu'ils en ont eu à la Consultative et aux Constituantes, et qu'ils ont voté aux trois référendums ?

Eh bien, nous apprenons que l'Istiklal avait demandé la chose, par un tract du 18 septembre 1945. L'Administration et les Droites françaises ne pouvaient voir cette revendication que d'un bon œil. Quant aux communistes du Maroc, ils étaient alors tout sucre pour l'Istiklal et la Ligue arabe. Ainsi, comme les républicains sont une espèce animale française disparue, on a eu, pour une fois, une mesure administrative faisant l'unanimité : adhésion des Marocains, des Français « communistes » et des Français « fascistes »... L'amusant, c'est que l'Istiklal avait posé sa revendication en se basant sur l'opinion de Lyautey, lequel avait horreur du Parlement (et le mépris du Droit, en général) (1). En sorte que les communistes se sont trouvés donner leur adhésion à celui qui fut, avant la lettre, la Révolution nationale incarnée.

Les difficultés que rencontre aujourd'hui le protectorat français, M. Taillard les attribue à diverses causes : notamment l'affaiblissement militaire de la France et les propagandes des puissances étrangères. Si la première de ces grandes causes a une influence réelle, la seconde est une vue de l'esprit : la propagande allemande n'a pas mordu ; et il n'y a pas eu de propagande anglaise et américaine. (Les Marocains ne sont sensibles qu'à la propagande arabe, laquelle porte d'autant plus que la France, depuis toujours, a cru intelligent de tirer un rideau de fer entre ses sujets musulmans et le reste du monde islamique).

Aux difficultés du « protectorat », il est une autre cause bien claire, dont il est curieux qu'aucun auteur ne se soit avisé.

Croit-on que la France s'est fait accepter au Maroc seulement par les armes et l'habileté diplomatique ?

Allons donc ! Les entrepreneurs, le progrès technique, ont fait beaucoup plus que les fonctionnaires, militaires et civils. Les Marocains ont vu, en vingt ans, se construire la ville de Casablanca et, à vrai dire, se construire trois fois ; car l'immeuble à étages est généralement passé par les phases villa et maisonnette. Télégraphe, routes, exploitations agricoles et mines : un processus équivalent se poursuivait en même temps dans tout le pays. « Ces gens-là font des choses que nous n'aurions pas faites nous-mêmes », comment les Marocains ne se seraient-ils pas dit cela ?

Aujourd'hui, le tableau a totalement changé. Non seulement les Français ne créent plus (ou si peu), mais ils n'apparaissent même plus comme capables d'assurer l'entretien de ce qu'ils ont créé : incapables, par exemple, d'assurer l'alimentation en eau de leurs grandes villes et d'assurer des liaisons maritimes suffisantes avec la métropole (à un moment où le tonnage maritime à flot dans le monde est plus gros que jamais !)

« Nous ferions toujours aussi bien que ça ! », se disent fatalement les Marocains. Or à partir du moment où une telle idée est venue à une collectivité (classe ou peuple), par un processus automatique elle en vient à penser : « Non ! nous ferions mieux ! » Et c'est alors la lutte : révolution ou nationalisme.

(1) Par exemple, c'est Lyautey qui a imaginé d'expulser du Maroc des citoyens français, en vertu d'un *Edit Royal* de 1700 et quelques, donnant des pouvoirs aux consuls des « Echelles du Levant ». Ceux qui ont connu Lyautey racontent que ce qui le réjouissait le plus dans l'application de ce texte, c'est qu'il était, de toute évidence, totalement illégal.

Nous n'avons pas été en mesure de sortir le numéro d'août, faute d'imprimeur.

Quand nous avons décidé, l'autorisation préalable étant supprimée, de reprendre notre publication, nous pouvions difficilement calculer toutes les difficultés qu'il nous faudrait surmonter. Il nous paraissait notamment très simple de se faire imprimer. D'autant que nous retournerions chez notre imprimeur d'avant guerre.

Celui-ci avait été à la fois content et embêté. Content de nous retrouver. Embêté aussi, car il ne voyait pas très bien comment il arriverait à nous insérer parmi les travaux qu'il avait déjà. Certes, il était en train d'agrandir ses ateliers, mais les travaux d'agrandissement en cours gênaient plutôt les travaux d'imprimerie qu'ils ne les facilitaient. Si bien que nos deux premiers numéros furent composés dans des conditions pénibles. Si pénibles que nous décidâmes d'aller frapper ailleurs. Nous pensions qu'une grande imprimerie nous permettrait de sortir plus vite, avec moins de souci et moins de retard, nos 32 pages. Nous ne sommes pas sortis plus vite, ni avec moins d'embêtements en juin et juillet, au contraire. Et nous nous sommes trouvés en présence d'une augmentation éventuelle inacceptable. Nous avons cherché un autre imprimeur en pleine période de vacances. Nous ne vous conterons pas toutes nos démarches. Sachez simplement que pour des publications indépendantes et qui entendent vivre proprement, la vie est de plus en plus difficile. Le gouvernement a supprimé l'autorisation préalable mais il s'est maintenu le droit de distribuer le papier. La S.N.E.P. dispose de la plupart des grandes imprimeries de presse mais ce n'est pas elle qui facilitera l'expression de la pensée libre ; tout permet de penser qu'elle jouera son rôle dans le muselage de la pensée. N'auront le droit de s'exprimer que ceux qui ne regardent pas à l'argent.

Finalement, nous sommes retournés voir notre ancien imprimeur. Il avait parfaitement compris notre départ. En outre, les travaux d'agrandissement étaient à peu près terminés. Voilà comment est sorti le cinquième numéro de la R. P. Il porte la date d'août-septembre. Et compte 48 pages. Celui d'octobre, que nous tâcherons de mettre entre les mains de nos abonnés pour le 10 octobre, en comptera 48 aussi. Nos abonnés ne seront donc point frustrés.

♦♦

L'absence du numéro d'août s'est répercutée forcément sur la correspondance, sur les rentrées d'abonnements, sur toute l'activité de nos amis. Il va falloir rattraper ce retard et repartir avec entrain. Nous savons que rien n'est facile, mais nous savons aussi que rien n'est impossible. Il faut reconstituer autour de la R. P. le cercle de ses collaborateurs, comme il faut reconstituer, département par département, le cercle de ses amis, de ses diffuseurs, de ses propagandistes, deux cercles qui n'en font qu'un pratiquement.

D'aucuns nous disent maintenant que la R. P. est connue de tous ceux qui sont susceptibles de s'y abonner, qu'il n'y a donc plus à la faire connaître, mais à recueillir les abonnements, sans voir trop grand. Quelle erreur ! Il faut bien voir que la R. P., au bout de quatre numéros, sans lancement véritable, subit d'ailleurs une sorte de conspiration du silence très naturelle. La grande presse nous ignore et continuera à nous ignorer parce que nous ne sommes ni gaullistes, ni stalinien, ni socialistes à la pierre mode du jour. Nous ne défendons pas un catéchisme ; nous pratiquons la plus réelle liberté de penser ; nous heurtons les timides et les dévots de tous les clans. C'est peut-être notre plus grand mérite. C'est aussi pourquoi nous demandons à nos amis de partout de se secouer et d'en mettre un coup.

Une recommandation :

Des camarades s'adressent à nous pour avoir tel ou tel ouvrage. Nous ne pouvons songer à organiser un service de librairie, pour bien des raisons dont la première, est que nous avons trop de besogne à assurer. Nous leur conseillons de s'adresser directement à la librairie de documentation économique et syndicale, 157, rue de Vaugirard, Paris-15^e, qui est à même de leur donner toute satisfaction.



D'où vient l'argent ? SOUSCRIPTIONS

SITUATION A FIN AOÛT

RECETTES

Abonnements :	Juillet	Août	
Ordinaires	15.605 +	15.330	
De soutien	2.000 +	1.000	
Souscriptions	4.200 +	6.790	
Vente « R. P. »	5.549 +	3.547	
Vente brochure « Où va la C. G. T. ? »	310 +	393	
Publicité	3.941 +	2.450	
Divers		100	
Total des recettes ..	31.605 +	29.610	= 61.215
En caisse au 1er juillet			229.252
			<u>290.467</u>

DEPENSES

	Juillet	Août	
Frais	3.845 +	91.020	
Divers	1.199		
Total des dépenses	5.044 +	91.020	= 96.064
SOLDE			
En espèces		3.850	
Aux chèques postaux	190.553		= 194.403

Abonnements de soutien

JUILLET. — M. Brunet (Seine), 1.000 ; A. Dumon (Paris), 1.000. — Total : 2.000 francs.

AOÛT. — Bettendorffer (Seine), 500 ; Poulet (S.-et-O.), 500. — Total : 1.000 francs.

MOIS DE JUILLET. — Y. Caps (Gironde), 150 ; G. Delarue (Paris), 50 ; R. Guillet (P.-de-C.), 500 ; Mlle A. Rondet (Loire), 50 ; L. Mondet (Drôme), 50 ; Autuche (Haute-Loire), 250 ; M. Charron (Landes), 50 ; A. Suc (Rhône), 50 ; A. Lebedelle (Belgique), 250 ; P. Albert (Hérault), 100 ; Allot (Finistère), 100 ; F. Martin (Drôme), 250 ; N. D. (Paris), 250 ; C. Delair (Haute-Loire), 250 ; Saint-Jacques (Paris), 500 ; M. Dreux (Alpes-Maritimes), 250 ; Favier (Paris), 50 ; J. Litawoski (Paris), 250 ; C. (Loire), 200 ; G. Leroy (Paris), 500 ; Salmel (Paris), 100. — Total : 4.200 francs.

MOIS D'AOÛT. — A. Moreau (Loire-Inférieure), 20 ; M. Bavard (Côte-d'Or), 100 ; H. Doidy (Aude), 20 ; J. Seguy (B.-du-R.), 100 ; C. Delsol (Paris), 250 ; H. Poulet (S.-et-O.), 240 ; Pierrette Rouquet (Indre), 250 ; Berlot (Seine), 250 ; A. Lagain (Côtes-du-Nord), 100 ; J. Nissenne (Belgique), 200 ; J. Jégou (C.-du-N.), 100 ; R. P. (Paris), 10 ; E. Perrot (P.-de-C.), 50 ; Gamache (Congo), 200 ; Ed. Reland (G. D. Luxembourg), 200 ; S. Broussaudier (L.-et-C.), 250 ; A. Couic (Finistère), 100 ; F. Philippon (S.-et-O.), 100 ; H. Tronchon (Maroc), 50 ; G. Maupioux (Seine), 100 ; Teilhac (Gironde), 4.000 ; Maurice (Paris), 100. — Total : 6.790 francs.

LA DOCUMENTATION ÉCONOMIQUE ET SYNDICALE

Coopérative d'édition et de librairie
157, RUE DE VAUGIRARD, PARIS-XV^e

Tél. SEGUR 89-91

Métro : Pasteur

C. C. P. PARIS 5450.00

LES LIVRES DU MOIS :

Economie

P. L. Tomori : <i>Qui succédera au capitalisme ?</i>	25 fr.
Charles Gide : <i>L'École de Nîmes</i>	125 »

Politique

Fr. Engels : <i>Notes sur la guerre de 1870-1871</i>	172 »
M. Dommanget : <i>Blanqui ; la guerre de 1870-1871 et la Commune</i>	600 »
L. Trotsky : <i>Ma Vie</i> (édition abrégée)	133 »
J. P. Sartre : <i>Réflexions sur la question juive</i>	150 »
A. Zévaès : <i>De l'introduction du marxisme en France</i>	180 »

Littérature

L. Blum : <i>Stendhal et le Beylisme</i>	200 »
Roger Martin du Gard : <i>Jean Barois</i>	200 »
Upton Sinclair : <i>Notre Dame</i>	135 »

Extrait de notre catalogue :

Les œuvres complètes de Marx et Engels.
Les œuvres de Proudhon, Sorel, Lenine, Jaurès, etc.

Notre coopérative de librairie est spécialisée pour fournir toute la littérature du mouvement ouvrier, constituer des bibliothèques de syndicats ou de comités d'entreprise. Elle peut fournir également la littérature classique ou moderne.

Demandez notre **Catalogue général** et notre **Bulletin mensuel**.

*Si vous ne l'avez pas lu
dépêchez-vous de lire*

J'AI CHOISI LA LIBERTÉ !

de

V.-A. KRAVCHENKO

LA VIE PUBLIQUE ET PRIVÉE
D'UN HAUT FONCTIONNAIRE
SOVIÉTIQUE

TRADUIT PAR J. DE KERDÉLAND

Kravchenko, sous prétexte d'autobiographie, trace un tableau magistral des conditions de la vie sociale et politique en U. R. S. S., depuis la révolution d'Octobre jusqu'à la récente guerre. Par les yeux d'un homme admirablement placé pour observer, nous voyons la collectivisation agraire, le déroulement des divers plans quinquennaux, les procès de Moscou, les épurations successives, la guerre enfin. Peu de chiffres, aucune analyse marxiste de l'économie ou de la politique, pas de perspectives idéologiques, mais un simple récit à la première personne, sobre, circonstancié, vivant, à la fois poignant et horrible par ce qu'il nous révèle sur l'auteur et la réalité russe.

« COMBAT » (Maurice Nadeau).

Un volume in-8° de 642 pages . . . 450 fr./405 fr.

EDITIONS SELF